

L'ÉCONOMIE MONDIALE À BOUT DE SOUFFLE

© L'Harmattan, 2011
5-7, rue de l'École-polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-55093-3
EAN : 9782296550933

Jean Baumgarten

L'ÉCONOMIE MONDIALE À BOUT DE SOUFFLE

L'ultime crise du capitalisme ?

L'Harmattan

Collection « L'esprit économique »

fondée par Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis en 1996
dirigée par Sophie Boutillier, Blandine Laperche, Dimitri Uzunidis

Si l'apparence des choses se confondait avec leur réalité, toute réflexion, toute Science, toute recherche serait superflue. La collection « L'esprit économique » soulève le débat, textes et images à l'appui, sur la face cachée économique des faits sociaux : rapports de pouvoir, de production et d'échange, innovations organisationnelles, technologiques et financières, espaces globaux et microéconomiques de valorisation et de profit, pensées critiques et novatrices sur le monde en mouvement...

Ces ouvrages s'adressent aux étudiants, aux enseignants, aux chercheurs en sciences économiques, politiques, sociales, juridiques et de gestion, ainsi qu'aux experts d'entreprise et d'administration des institutions.

La collection est divisée en six séries :

Dans la série *Economie et Innovation* sont publiés des ouvrages d'économie industrielle, financière et du travail et de sociologie économique qui mettent l'accent sur les transformations économiques et sociales suite à l'introduction de nouvelles techniques et méthodes de production. L'innovation se confond avec la nouveauté marchande et touche le cœur même des rapports sociaux et de leurs représentations institutionnelles.

La série *L'économie formelle* a pour objectif de promouvoir l'analyse des faits économiques contemporains en s'appuyant sur les approches critiques de l'économie telle qu'elle est enseignée et normalisée mondialement. Elle comprend des livres qui s'interrogent sur les choix des acteurs économiques dans une perspective macroéconomique, historique et prospective.

Dans la série *Le Monde en Questions* sont publiés des ouvrages d'économie politique traitant des problèmes internationaux. Les économies nationales, le développement, les espaces élargis, ainsi que l'étude des ressorts fondamentaux de l'économie mondiale sont les sujets de prédilection dans le choix des publications.

La série *Krisis* a été créée pour faciliter la lecture historique des problèmes économiques et sociaux d'aujourd'hui liés aux métamorphoses de l'organisation industrielle et du travail. Elle comprend la réédition d'ouvrages anciens, de compilations de textes autour des mêmes questions et des ouvrages d'histoire de la pensée et des faits économiques.

La série *Clichés* a été créée pour fixer les impressions du monde économique. Les ouvrages contiennent photos et texte pour faire ressortir les caractéristiques d'une situation donnée. Le premier thème directeur est : mémoire et actualité du travail et de l'industrie ; le second : histoire et impacts économiques et sociaux des innovations.

La série *Cours Principaux* comprend des ouvrages simples, fondamentaux et/ou spécialisés qui s'adressent aux étudiants en licence et en master en économie, sociologie, droit, et gestion. Son principe de base est l'application du vieil adage chinois : « le plus long voyage commence par le premier pas ».

A Milan, mon petit-fils

Introduction

Les lecteurs de ce petit livre doivent comprendre ce que signifie son titre : s'il s'agit vraiment de la crise la plus grave que le système capitaliste ait jamais connue, cela veut dire qu'il faudra peut-être attendre son écroulement au profit soit de régimes totalitaires où l'homme ne comptera plus et sera rabaissé au rang de bête sauvage, soit de régimes vraiment à gauche ! Voilà pourquoi la sentence que l'on entend aujourd'hui et depuis quelques années demandant (au ciel ?) de nous renvoyer vers un « capitalisme normal » est à la fois absurde, infantile ... et dérisoire. On se rend compte ici de l'impasse dans laquelle est tombée l'humanité : et quand on entend parler les hommes qui nous gouvernent qui demandent de « moraliser le capitalisme » les bras nous tombent, nous sommes éberlués !

Moraliser le capitalisme... Mais avez vous déjà entendu parler d'un capitalisme « moral » ? Pensez-vous que la morale ait quelque chose à voir avec le capitalisme, système organisé et conçu pour la recherche du profit maximum, pour laminer le prolétariat, lui extorquer la plus-value maximum et traiter l'être humain comme une marchandise.

Lorsque le capitalisme s'est constitué à la fin du XVème on peut dire qu'il n'avait absolument rien de « moral »... Pensons à ce que fut l'Europe de 1510, à la guerre de trente ans un siècle plus tard, aux tortures terribles pratiquées par la coalition bourgeoise – féodale – contre les ancêtres du prolétariat, et au déclin de la population que cela entraîna.(1) Pensons aux Vénitiens qui à l'aide de leur flotte parcouraient le monde et soudoyaient beaucoup de peuples pour leur extorquer les biens qui les intéressaient. Pensons aux espagnols de Charles Quint qui en Amérique pratiquaient un

esclavage abominable, enrichissaient ainsi leur terre ancestrale, et s'enrichissaient eux-mêmes.(2) Pensons aussi à l'ignominie des pirates, des corsaires au XVIIème et XVIIIème... Pensons à la technique adoptée par Law pour extorquer l'argent des petits bourgeois et nobles londoniens et français, aux guerres de rapine des XVIIIème et XIXème. On pourrait aussi tout simplement penser au rôle des banquiers de l'Europe du Nord et de Venise au XVème et XVIème. (et, pourquoi pas, on pourrait songer à cette pièce extraordinaire de Shakespeare *Le marchand de Venise*)(3)

Plus près de nous, notons le rôle que représentèrent les guerres du XXème, en commençant par la guerre de 1914 qui survint juste après le déclenchement de la crise de 1913 et qui fit 10000000 de morts et 60000000 de blessés. La deuxième guerre mondiale fut encore plus prédatrice : le bilan global fait état de plus de soixante millions de morts et de dizaines de millions de victimes civiles. (4) « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » avait écrit Jaurès. Cette phrase mémorable, toujours valable aujourd'hui avec les guerres menées par les Etats-Unis en Irak, en Afghanistan avec l'aide et le soutien des impérialismes encore dominants, la guerre menée sous la direction de la France en Lybie, et la récente guerre menée par la France en Côte d'Ivoire, les menaces de guerre contre l'Iran, montrent à quel point l'entrelacement entre le capitalisme et la guerre est viscéral. Sans oublier le partage du monde entre colonialistes prédateurs au XIXème et XXème. Vous voulez encore des faits plus précis ?

Nous pourrions alors parler des méfaits du colonialisme qui dura pendant des centaines d'années, et de son grand intérêt pour le capitalisme, entre le début du XVIème et la deuxième moitié des années cinquante !(5) Poursuivons encore plus près de nous : comment s'est effectuée la conversion du régime bureaucratique impérialiste de l'Etat russe de 1990, en régime capitaliste? Les 250000 entreprises

publiques d'Union Soviétique ont été rachetées pour des bouchées de pain à la population famélique russe par les *Nomenclaturistes* (c'est-à-dire par les 0,5% de dirigeants des entreprises qui touchaient des salaires et des biens matériels 100 fois plus élevés que le commun des mortels, et qui ainsi sont devenus du jour au lendemain les capitalistes rapaces que l'on sait). Pour appréhender ce néo-capitalisme il suffit de se reporter à un article du Monde de l'époque (1990) d'un inconnu « professeur en économie politique » qui affirmait qu'il ne pouvait pas y avoir de capitalisme en Russie... Parce que les capitalistes n'y existaient pas !

Combien ont coûté toutes les guerres entreprises depuis 5 siècles pour coloniser et conquérir le monde, et mettre sous tutelle les populations des « pays sous développés » ? Quel historien ou économiste sérieux pourra nous donner des chiffres (même approximatifs) ?

Évidemment à côté de ces faits, les petits scandales du capitalisme (l'affaire Law au 18^{ème}, l'affaire du canal de Panama et du canal de Suez à la fin du 19^{ème}, l'affaire Stavisky dans les années trente, ou bien encore l'affaire des frégates de Taïwan qui survint à la fin du 20^{ème}) ne sont que de tout petits épiphénomènes. On pourrait y rajouter l'affaire Madoff aujourd'hui, qui, tout compte fait, ne porte que (!) sur 50 ou 65 milliards de dollars, c'est à dire le produit national de Madagascar multiplié par 12. (6)

Je vais dans les pages qui suivent essayer de démontrer avec les chiffres dont on dispose, comment la crise est survenue et comment elle a été vécue et racontée aux enfants que nous sommes par les « grands » experts économiques qui, à côté des gouvernants, sont censés nous apporter la bonne parole. J'essaierai de montrer ce que cette crise a de commun avec celle de 1929 et en quoi elle est beaucoup plus importante, plus massive, plus grave. (Nous verrons notamment à quel point la « globalisation » ou la « mondialisation » ont fait de tous les pays du monde des

sources de profit - prédateur, y compris des pays lointains, pour nous mêmes occidentaux !)

Pour analyser sérieusement la et les crises du capitalisme, nous reviendrons à Marx et à des économistes marxistes ou proches d'aujourd'hui : nous verrons à cette occasion que cette crise est exactement du même type que toutes les grandes crises qui ont traversé le capitalisme et que n'ayant de singulier que son ampleur, la démarche des gouvernements du G20 (qui se réunissent tous les six mois) (7) visant à « réguler » ce capitalisme est vouée à l'échec, mais qu'elle pèsera d'un poids considérable sur les petites gens et le peuple de tous les pays : sauf si, en raison de son importance, on apercevait en France, en Europe, en Amérique latine et pourquoi pas ailleurs (8) des gouvernements nouvellement élus qui auraient une contre-politique économique active et s'attaqueraient véritablement à la crise, au régime capitaliste qui l'a engendrée, et à l'inégalité sociale qui l'accompagne. Ce sera donc le sens de mon dernier chapitre : quelles réponses faut-il apporter à la lutte contre cette crise en France? (Il est évident qu'un seul pays même de la taille de la France ne pourra à lui seul trouver toutes les solutions répondant à une telle crise systémique, mais cela peut servir d'exemple aux autres pays et apporter les réponses en termes de justice, d'égalité et de fraternité !) J'envisagerai le cas spécifique de la France et je montrerai que si on ne possède pas les réponses politiques d'abord, il sera impossible de répondre à cette crise.

Un dernier mot pour conclure cette introduction :

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie a écrit un livre publié en français en janvier 2010 : *Le triomphe de la cupidité* qui dénonce avec un certain brio le délabrement occidental qui a conduit le capitalisme. Mais sa dénonciation est d'inspiration keynésienne, et, même si elle est fondée, elle manque de points concrets pour asseoir une autre politique qui soit efficace dans le temps et qui soit aussi porteuse de

tout ce qui, à travers la critique écologique d'aujourd'hui nous conduit vers l'abîme. Le livre publié par Edgar Morin fin 2010 *La voie* (9) est lui beaucoup plus enrichissant même si, l'ampleur des problèmes à régler sur les plans économique, social et environnemental... Nous laisse sans voix (voie !)...

Notes de l'introduction :

(1) Dans le livre que j'ai écrit et publié à la fin de l'année 2008 :

(*La servitude volontaire hier et aujourd'hui* - Librairie Résistances - 4 villa compoint Paris 17e. Tel : 01 42 28 89 52) je commence par analyser à l'aide du livre de Frédéric Engels *La guerre des paysans* qui se déroula entre 1523 à 1525 et qui vit survenir en Europe continentale la 1^{ère} tentative révolutionnaire menée par les ancêtres du prolétariat, les paysans pauvres d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse occidentale d'Alsace, de Lorraine et de Moselle : ce fut la 1^{re} manifestation d'ampleur qui prépara en réalité la révolution française de 1789 – 1793 ! On pourrait aussi lire le livre de Gautier Heumann sur la guerre des paysans (éditions Sociales 1976) qui montre comment cette guerre eût des prolongements durant tout le XVII^{ème} en Allemagne (notamment la guerre de Trente ans) et se traduisit par une baisse importante de la population. (Un tiers en moins.)

Au cours de cette guerre qui mobilisa plus de 100.000 paysans armés, dirigés par des petits - bourgeois révoltés, fut chantée la première chanson révolutionnaire : *Spiess voran drauf und dran, hängt aufs kloster dach den roten hahn...* (*La pique en avant, la pique de côté, mettez sur le toit des églises le coq rouge...* - incendiez les églises) Cette chanson célèbre en Allemagne a été reprise dans les années 20 par le mouvement révolutionnaire et a donné en Français *Prolétaires luttons tous, chacun à son poste au combat, la victoire est à nous si nous unissons nos bras...* (2) Pour avoir une idée sur cette période de fondation de l'ordre capitaliste mondial on lira Immanuel Wallerstein : *capitalisme et économie-monde 1450-1640*. Flammarion. 1^{er} tome. 1980.(3) Avec *Volpone* de Ben Johnson et *Le juif de Malte* de Marlowe, c'est une pièce qui traite notamment de « l'échange », du « goût immodéré pour l'argent » (caractéristiques du capitalisme), et qui surtout met en scène la « marchandisation » de la chair humaine ! On regrettera que cet aspect du *Marchand de Venise* ait été oublié lors de l'émission qui se déroule tous les matins sous la direction de Raphaël Enthoven sur France culture.(4) Sur les suites de la crise de 1929 : signalons que le parti nazi aux élections du printemps 1929 en Allemagne ne fit que 2,5 % des voix et que quatre ans plus tard, en pleine crise économique, il fit 35 % des voix, devint le premier parti, et vit Hitler appelé au pouvoir par le Président Hindenburg... (5) Le colonialisme occidental, sous d'autres formes se poursuit toujours : si on prend l'Afrique c'est d'une part la politique des différents gouvernements français qui se traduit par le soutien à des gouvernements sans aucune démocratie (avec notamment en

France les régimes guinéens, congolais, tchadien, gabonais etc.) qui voient leurs comptes gonfler d'années en années : tout cela en réalité pour l'exploitation du minerais dont est riche l'Afrique ; mais gare : la Chine n'est pas loin ... On pourrait dire la même chose des comptes du gouvernement américain en Colombie et du gouvernement britannique au Nigéria.

(6) Dernière victime de Madoff : l'un de ses fils qui s'est suicidé en décembre 2010... Parce qu'il s'appelait Madoff et ne trouvait pas de travail.

(7) La dernière réunion du G20 fin juin 2010 a montré à tous son inefficacité fondamentale, idem pour celle de février 2011 : il a fait la part belle à *Dominique Strauss-Kahn* encore patron, à l'époque, du FMI. Les G20 se succèdent ainsi tous les 6 mois avec jets sets, grands hôtels et voyages en avions privés : quel bonheur ... Pour les grands de ce monde !

(8) Ainsi les événements qui touchent la Tunisie, l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, la Jordanie, le Yemen, Bahrein, la Lybie et la Syrie fin 2010 début 2011 pourront-ils annoncer de nouveaux développements dans la lutte contre le capitalisme et ses Etats-voyous.

(9) Edgar Morin : *La voie* - Fayard – janvier 2011.

La crise la plus grave du capitalisme

Il est aujourd'hui évident (ce ne l'était pas encore en septembre 2008) que tous les économistes « sérieux » - il en reste quelques-uns - tous les hommes politiques (même de droite) pensent à la crise de 1929 lorsqu'ils voient surgir devant eux cette crise « systémique » qui se développe dans le monde à partir des Etats-Unis depuis le milieu de l'année 2007 (1).

Ainsi la revue *Challenges* (hebdomadaire économique) dès le mois de mars 2008 (le 6 mars) nous explique que « *Ni les économistes ni les historiens n'ont oublié que la Seconde Guerre mondiale a trouvé ses racines dans ce mois d'octobre 1929, qui vit le monde basculer dans la plus grave dépression économique de son histoire* ». Une fois cette vérité profonde énoncée, « *Challenges* » analyse la crise de 1929 qui, comme toujours, (2) démarre par une crise financière et se poursuit ensuite par une crise économique, industrielle, et commerciale dite de surproduction (ou de sous-consommation)... c'est-à-dire avant tout par un appauvrissement massif des classes populaires (il faut en effet que les capitalistes se refassent une santé sur le dos de leurs salariés, des pauvres en général), par un chômage massif, la baisse des salaires réels et la détresse de centaines de millions de travailleurs à travers le monde :

« *Ce jeudi noir (24 octobre 1929), les boursicoteurs (après coup ce sont toujours des « boursicoteurs ») font éclater la bulle spéculative qu'ils ont eux-mêmes créée avec la complicité des institutions financières américaines. Les ordres de vente affluent - 13 millions de titres changent de mains, au lieu de 4 millions habituellement. Le krach, c'est le*

29 octobre, quand 16 millions de titres sont échangés. En vingt-deux jours, l'indice boursier de New York a perdu 40% de sa valeur. Il faudra attendre 1954 avant qu'il retrouve son niveau d'avant 1929.» Sommes-nous à la veille d'une catastrophe de même ampleur ? A entendre Jacques Attali, oui. (Mais bien entendu avec beaucoup de réserves.) Le 16 décembre 2007 dans un entretien au Journal du dimanche, l'ex-conseiller de François Mitterrand n'y va pas par quatre chemins: « *La crise des subprimes a détruit en quelques mois des richesses égales à 10% du PIB mondial, soit 4000 milliards de dollars. (3) Plus aucune banque ne prête à aucune banque. Et si les banquiers continuent à paniquer, nous risquons une crise de 1929.*» Dans les pages qui suivent, Challenges a invité plusieurs économistes à se pencher sur les analogies entre 1929 et aujourd'hui : « *Disons-le tout de suite, Jacques Attali a parlé un peu vite. Si sa comparaison est pertinente sur l'amorce des deux crises, elle ne résiste pas à l'analyse sur leur contexte historique respectif. Et donc sur leurs conséquences.* »_ (4) C'était donc le 6 mars 2008 : il est ainsi intéressant de reprendre les commentaires de nos journalistes - aux ordres du pouvoir - d'il y a quelques années ou mois - sur cette crise. Or en octobre 2008 (même si la crise a démarré un an plus tôt) on voit clairement les Etats-Unis et le monde s'enfoncer dans une grave crise bancaire (et évidemment économique, industrielle, et commerciale) avec la faillite notamment de la banque Lehman Brothers, et la nationalisation du plus grand groupe américain d'assurances, AIG, au bord de la faillite (5) suite au plan Paulson qui consiste à injecter 750 milliards de dollars pour sauver les banques privées américaines, le crédit, et éviter de graves dangers pour l'industrie américaine... Mais si Jacques Attali a dit vrai (c'est son seul titre de gloire puisque ensuite il atténue la vérité en ajoutant « si rien ne change »), rien que la crise des subprimes devrait être impossible à combler ! Entre le tiers et la moitié des crédits hypothécaires sont devenus des

créances « pourries ». Comment les gouvernements occidentaux (puisque en effet la crise des subprimes a atteint l'Europe via les reventes boursières suite à la « titrisation ») vont-ils en effet combler un tel trou ? Ce n'est ni le plan « Paulson » (aujourd'hui largement dépassé) ni même le plan d'Obama accepté par la Chambre et le Sénat en février 2009 (près de 800 milliards de dollars) qui seront en mesure de simplement liquider la dette de ceux qui sont touchés par la crise hypothécaire américaine ! D'autre part il y a les fonds « perdus par la bourse », environ 50 % de la capitalisation boursière totale (début 2009) : cela veut dire (en termes de niveau de vie constant) de l'ordre de 50 % de baisse. Ce qui représente 12000 milliards de dollars environ - (on n'est pas à 100 milliards près) ! Le niveau le plus fort atteint par le CAC 40 en 2007 était de 6.900. le plus bas niveau situé début mars 2009 à 2650 environ, c'est - à - dire aux alentours de ce qu'était le cours de la bourse en 1990 : en tenant compte de l'inflation. Le gouvernement français en établissant (il y a plus d'un an) à 1,25 % le taux de rendement du livret A et en l'étendant à toutes les banques, a, d'une manière parfaitement hypocrite, largement anticipé sur cette évolution, et en même temps, pour la première fois depuis les années trente, a proposé à plus de 10 millions de petits épargnants un taux d'intérêt négatif inférieur à l'inflation réelle qui se situe à 1,5% - 2% par an. Le même gouvernement a annoncé en juillet 2010 que le taux du livret A remonterait à 1,75 % à partir du 1^{er} août suivant : ce qui signifie que l'inflation a augmenté de plus de 2 %...

Ce qui a une conséquence immédiate sur les moyens fournis à bon compte aux banques pour se renflouer sur le dos de leurs clients, de leurs petits clients bien sûr qui sont les plus nombreux ! (6)

Nous avons d'un côté un développement sans fin des placements financiers, surtout dans le domaine de la production des moyens de production et de l'autre un

amenuisement de la masse salariale payée aux travailleurs - dans les deux secteurs - : ce qui provoque la surproduction du secteur des moyens de consommation. En réalité une sous-consommation - et - la tentative du capital (par tous les moyens) de maintenir son taux de profit, et finalement, la crise. (7)

Suite à ces phénomènes on assiste ainsi à la reprise en mains par l'État américain de AIG (la plus grande société d'assurances américaine) et les décisions « dramatiques » prises par le Congrès américain et par Bush le 13 octobre 2008 (A quoi il faut rajouter la quasi-nationalisation des banques américaines Freddy et Mae), la banqueroute islandaise (8) avec la nationalisation des trois principales banques d'Islande, et, en Irlande, la décision prise par le gouvernement de garantir durant deux ans tous les dépôts bancaires des 6 principales banques du pays, la quasi nationalisation de la grande banque anglaise Northern Rock et enfin la participation au groupe bancaire Dexia apportée par les gouvernements belges, français et luxembourgeois.(9) La crise d'aujourd'hui est, ainsi, de beaucoup, la plus importante que le régime capitaliste ait connue depuis ses origines. Et comme le régime capitaliste s'est étendu à toute la planète, qu'il a conquis des territoires nouveaux (la Chine, l'Inde, les pays du Moyen et du Proche Orient, l'Amérique latine, l'Afrique, la Russie etc.) et qu'en plus la population mondiale a été multipliée par environ 3 et demi depuis 1929, on se rend compte de l'importance particulière de la crise qu'il traverse.

Mais après ce grand détour revenons à « Challenges » qui garde la tête froide: ce journal n'est pas là pour exciter les masses ni pour envenimer la situation ! Il faut expliquer les choses avec simplicité et calme en montrant ce qui distingue la crise actuelle de la crise de 1929 :

« on oublie donc qu 'en octobre 1929 le krach frappe une économie américaine en perte de vitesse, confrontée depuis

quelques mois à la déflation et à la baisse de sa production. Rien à voir avec 2008, où la Fed a récemment revu à la hausse ses prévisions d'inflation. (10) On oublie qu'en 1929 la même Fed refuse d'injecter des liquidités, contribuant à contracter de 30% la masse monétaire aux Etats-Unis, ce qui précipitera le pays dans la dépression. C'est la politique exactement inverse qu'adopte Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale et l'un des plus éminents spécialistes de 1929. Le 9 août 2007, il renfloue les marchés à hauteur de 24 milliards de dollars.

Une opération qu'il répétera à plusieurs reprises, de même que la BCE ou la Banque du Japon. On oublie aussi que le monde ne manque pas d'argent... (Tiens donc! Comment se fait-il que les banques restreignent à ce point et en masse, leurs crédits ?) « Selon l'économiste Patrick Artus, la liquidité mondiale progresse de 14% par an, sous l'effet des réserves de changes des pays émergents, alimentées par le boom du pétrole et des matières premières. On oublie, enfin, qu'en 1929 plus de 600 banques américaines ont fait faillite. Depuis l'été 2007, aucune banqueroute n'a été signalée. Quant à la Société générale, malgré une débâcle qui lui a coûté 7 milliards d'euros, elle a néanmoins sauvé un bénéfice proche de 1 milliard. En faire un cauchemar, c'est gravement méconnaître ce qu'a été 1929. » (Challenges 6/3/2008).

Reprenons une à une toutes ces affirmations fausses, péremptoires ou stupides :

1/ « *En octobre 1929 le Krach frappe une économie américaine en perte de vitesse confrontée depuis quelques mois à la déflation et à la baisse de sa production* » : Mais c'est exactement la même chose qui s'est produite dans le monde ! A quelques mois près, si on analyse les productions nationales, c'est à partir du milieu de l'année 2007 que l'on voit les économies des principaux pays (les pays impérialistes ou proches de l'impérialisme) commencer à décliner.

2) « Rien à voir avec 2008 où la Fed a récemment revu à la hausse des prévisions d'inflation ... en 1929 la Fed refuse d'injecter des liquidités contribuant à contracter de 30 % la masse monétaire aux Etats-Unis ce qui précipitera le pays dans la dépression » : Plusieurs mois après c'est évidemment le contraire qui se produit ; depuis octobre 2008 c'est la grande déflation du prix des matières premières (industrielles et agricoles) suivie en 2010 par l'inflation qui touche les prix alimentaires, et agricoles, et le prix des matières premières (cette « inflation » étant causée volontairement par les spéculateurs - les organismes financiers qui cherchent à diversifier leurs sources de profit) !

A noter également que les liquidités accordées notamment aux Etats-Unis par la Banque fédérale (à des taux avoisinant le taux zéro) ont accentué la dette annuelle globale de l'État Américain : or cette dette se situe aujourd'hui à près de 14 % du produit intérieur brut (1550 milliards de dollars d'intérêts !) ! « On » espère (les grands hommes politiques et les grands économistes) que les pays émergents - c'est à dire nommément la Chine populaire - détenteurs de bons du trésor américain vont les garder de peur de voir leur monnaie être dévalorisée : rien ne garantit un tel geste. Et on pourrait aussi bien voir les pays émergents (ayant un solde créditeur avec les Etats-Unis) replacer ailleurs leurs fonds souverains ! Les milliers de milliards des banques fédérales injectés dans le système bancaire mondial depuis septembre 2008 n'ont absolument pas réussi à endiguer la crise financière. La bourse va continuer - malgré des moyens incomparablement plus vastes qu'en 1929 - sa chute. (il est vrai qu'en 1929 la bourse avait chuté de 40 % en une vingtaine de jours) alors que cette fois c'est en plusieurs mois et années, mais pourtant la bourse d'aujourd'hui est incomparablement plus puissante qu'en 1929, et malgré tous les obstacles mis à la baisse (obstacles techniques comme par exemple la possibilité pour les traders et le commun des mortels de jouer à la baisse...) en

moyenne période elle plonge irrésistiblement. La dépression dont est victime maintenant l'économie mondiale n'a pu être endiguée par les mesures financières prises par les banques centrales. Mais les apparences sont trompeuses : pendant quelques mois les gouvernements occidentaux ont cru (grâce à la méthode Coué), ou vont croire que les banques avaient fini de jouer avec les crédits swap, les crédits immobiliers douteux et tous les milliards liés à la titrisation de crédits pourris.

Aux Etats-Unis 1500 milliards de crédits ont été injectés dans le système bancaire en deux ans et en Europe (UE) à peu près autant.

Le plan Paulson américain et les mesures préconisées par l'Europe pour sauver le système bancaire ont été insuffisants pour éviter une banqueroute générale. Nous voyons aussi que le plan d'Obama, (qui vise lui aussi à instituer un « nouveau capitalisme » plus « propre », « moins spéculatif », plus « moral »), malgré son ampleur relative (il pèse un peu plus de huit cent milliards de dollars) est lui aussi insuffisant pour empêcher la crise de se développer : mais peut-être faudrait-t-il une nouvelle guerre mondiale, pour, comme en 1939, espérer juguler cette crise ? Mais peut-être assistons nous aujourd'hui à l'amplification de la guerre en Afghanistan et pourquoi pas à son extension à l'Iran avec le soutien du gouvernement israélien ! Mais cela n'empêchera pas en attendant d'injecter des milliers et des milliers de milliards de dollars dans les banques...

« Selon l'économiste Patrick Artus, la liquidité mondiale progresse de 14% par an, sous l'effet des réserves de changes des pays émergents, alimentées par le boom du pétrole et des matières premières. On oublie, enfin, qu'en 1929 plus de 600 banques américaines ont fait faillite. Depuis l'été 2007, aucune banqueroute n'a été signalée. » Faux, archi-faux ! Le monde n'a plus de liquidités sinon les banques seraient toujours prêtes... à prêter. Je

rappellerai à ce digne économiste que Lehmann Brothers (qui détenait près de 680 milliards « d'actifs ») a fait faillite aux USA, que Fanny Mae et Freddy Mac ont été nationalisés, que AIG a été - pour 150 milliards de dollars - repris en main par l'Etat américain - plus les capitaux importants injectés à nouveau fin février 2009. D'autres banques un peu plus petites (mais néanmoins « moyennes », c'est-à-dire plusieurs dizaines) ont fait faillite, et Il faut ajouter à cela les trois plus grandes banques islandaises qui ont été nationalisées, la banque Icesave a été laissée tomber en faillite, les banques irlandaises ont été sauvées de la faillite par l'État, Northern Rock en Grande Bretagne puis enfin Dexia remise à flot par l'État belge, luxembourgeois et français, plus USB la première grande banque suisse qui a elle aussi été sauvée par l'État (et qui était une importante victime européenne des Subprimes).

Récapitulons les calculs généraux :

1) La perte occasionnée par les « Subprimes » : au moins 4000 milliards de dollars.

2) La perte occasionnée par les Hedge funds (fonds spéculatifs) : 1000 à 1300 milliards de dollars.

3) la perte due par les Private equities (les fonds privés de placement) : 600 à 800 milliards de dollars.

Soit un total d'environ 6000 milliards de dollars. A quoi il faut ajouter la perte de capital subie par les fonds cotés en bourse : environ 20000 milliards de dollars. Soit au total : une somme colossale de plus de 26000 milliards (environ 65 % du montant total du produit intérieur brut mondial.) Avec la baisse des indices boursiers qui va se poursuivre en 2010 - 2011 et en tenant compte de la baisse identique survenue dans les autres bourses du monde (Russie, pays du Golfe, Proche-orient, bourses chinoise et indienne, etc.) nous arriverons à une perte supérieure à 40000 milliards de dollars, c'est-à-dire se situant au niveau du produit intérieur brut mondial.

En mars 2009 le CAC 40 était à son point le plus bas : il avait atteint 2650 points. Depuis cette date il joue au yoyo et le montant des valeurs journalières jouées, à baissé des trois quarts. Mi-juillet 2007, l'indice représentait environ 70 % de la capitalisation totale de la Place de Paris, soit 1300 milliards d'euros. Au début 2008, la capitalisation est d'un peu moins de 1 000 milliards d'euros et un an après la capitalisation se monte pour le CAC 40 à $- 50\% = 500$ milliards d'euros. (Certes depuis, le CAC 40 est remonté de 30% environ : mais cela ne fait pas l'affaire car trois quarts des anciens joueurs s'abstiennent ; mais certains vont jouer sur les nouveaux « Hedge funds » - les fonds spéculatifs – qui depuis l'année 2010 s'orientent sur les produits agricoles et les matières premières : le blé, (pénurie des récoltes en 2010) le colza, le soja ainsi que les matières premières, à savoir le pétrole le gaz, les minerais non ferreux, et en derniers l'or, l'argent, et les pierres précieuses.)

A ces pertes boursières qualifiées par certains (à tort) de « théoriques » il convient en outre d'examiner quel va être l'impact de cette baisse gigantesque des valeurs, sur les budgets de plus de 150 millions de consommateurs retraités puisque, comme on le sait pertinemment, les retraites dans un certain nombre de pays (Etats-Unis, pays anglo-saxons, auxquels il faut ajouter l'Islande, l'Irlande, les Pays-Bas, le Danemark, le Japon) sont principalement indexées sur le cours de la bourse (fonds de pension).(11)

Notes du chapitre 1

(1) Mais bien entendu tous les « économistes sérieux » se sont bien gardés jusqu'en octobre 2008 de penser à la crise de 1929 : nous allons voir cependant que cette dernière est largement dépassée par la crise qui se développe sous nos yeux.

(2) Nous verrons plus loin que toujours (dans toutes les crises), sans aucune exception, cela commence par une crise financière (dégonflement et éclatement de la bulle financière), suivie d'une crise bancaire, puis d'une crise industrielle et commerciale.

(3) Ce chiffre est-il inférieur à la réalité ? On ne le sait. Cependant il existe des éléments montrant comment au fil du temps on est passé (en dix huit mois) de 150 milliards à 4.000 milliards.

(4) Gardons au moins, de Jacques Attali, un seul élément positif : il a vu juste sur la comparaison avec la crise de 1929.

(5) AIG est fondé en 1919. La Réserve fédérale des États-Unis autorise, le 16 septembre 2008, sa branche new-yorkaise à lui accorder un prêt de 85 milliards de dollars américains pour le sauver d'une faillite assurée. Le prêt-relais garanti porte sur deux ans et prévoit une prise de participation du gouvernement à hauteur de 79,9% du capital. En échange, AIG apporte en garantie l'ensemble de ses actifs et de ses filiales. Cet apport devrait lui permettre de poursuivre ses activités en faisant face à ses obligations qui avaient gonflé depuis que les grandes agences de notation avaient dégradé sa note le 14 septembre 2008.

En échange du prêt, le gouvernement fédéral américain s'est octroyé le droit d'effectuer des remplacements au sein de la direction d'AIG, droit qu'il a exercé dès le 17 septembre en nommant Edward Liddy, responsable du département des assurances de l'État de New York, à la tête d'AIG en lieu et place de Robert B. Willumstad (qui venait à peine d'être nommé). Le gouvernement fédéral américain détient également un droit de veto sur le versement de dividendes aux actionnaires. (en mars 2009 on a vu que ce droit n'existait absolument pas !) AIG devrait être ensuite progressivement démantelé afin de rembourser le prêt consenti par la Fed, ce qui incite certains analystes à parler de faillite contrôlée. Au début d'octobre 2008, manquant de liquidités, AIG a demandé à la Fed un montant additionnel de 38 milliards USD pour maintenir ses opérations courantes. Aujourd'hui AIG a coûté (en février 2009 - et ce n'est pas fini) 180 milliards de dollars au gouvernement américain ! Aux côtés de Fannie Mae, Freddie Mac, et Lehman Brothers, AIG fait l'objet d'enquêtes menées par le FBI.

(6) Supposons 10000000 de petits épargnants. Montant moyen de l'épargne par déposant 3000 euros : cela représente un dépôt total de 300 milliards d'euros pour les banques, net de tout intérêt! Je n'ai vu aucun journaliste s'emparer d'une telle nouvelle et de montrer son caractère frauduleux.

(7) Dans son livre récent sur la crise (La grande crise du XX^e - La découverte - mars 2009) - au demeurant excellent - Isaac Joshua prétend que la crise de surproduction n'est pas une crise de « sous-consommation » : si on prend en compte l'ensemble du système capitaliste (mondial) et non une partie (occidentale ou pays développés), c'est bien une crise de sous – consommation. Ajoutons à cela le problème que les marxistes connaissent bien : celui de la Baisse tendancielle du taux de profit énoncé à plusieurs reprises par Marx : pour lutter contre cette « baisse tendancielle », depuis plus de trente ans le Capital exerce sa pression sur tous les gouvernements (de droite comme de gauche) et on constate en effet que depuis une trentaine d'années les riches augmentent considérablement leur richesse et les pauvres deviennent plus pauvres. Avec le développement de la crise systémique les nouvelles mesures prises dans les Etats dits « développés » vont encore plus dans le même sens mais il faut s'attendre au prix à payer : partout la politique de rigueur et l'absence de mesures concrètes contre le système financier vont aboutir à une véritable catastrophe ...

(8) Il se déroule en Islande un phénomène incroyable : un gouvernement conservateur associé à des socialistes « bon teints » qui s'avèrent dans l'incapacité totale de sortir ce pays de l'ornière dans laquelle il se trouve ! Les manifestations de rue (les premières depuis une soixantaine d'années) se déroulaient tous les jours depuis le mois d'octobre (2009) : et depuis le milieu janvier ce sont les lycéens qui ont été en tête des manifestants ! en avril le gouvernement au pouvoir depuis 25 ans a été renversé au profit des « Verts » et du parti socialiste : en mars 2010 ce gouvernement propose le remboursement des 3,5 milliards de dollars dus par la banque privée Icesave par les citoyens islandais : le président de la République propose un référendum lequel est rejeté par 93 % d'Islandais, à la suite de quoi la banque Icesave est laissée en faillite et le gouvernement nationalise les trois banques privées qui subsistent et prend la décision d'organiser l'élection d'une Constituante composée de 25 membres indépendants (non élus) âgés de 18 ans au moins et présentés par ... trente personnes, qui élue en novembre 2010 se réunit fin février 2011 et va décider de la mise au point d'une Constitution démocratique (partage du pouvoir législatif, rôle de la Justice, indépendance des médias et nationalisation de toutes les ressources naturelles du pays !) Il faut noter à ce propos qu'évidemment la presse et l'audiovisuel n'ont pratiquement rien dit de cette véritable « révolution de velours » qui atteint l'Europe :

mais l'Islande est un si petit pays ... Mais brusquement trois élus intentent un recours pour annuler l'élection de l'assemblée constituante (fin février 2011) : le référendum est annulé ... Un nouveau référendum (convoqué par le Président de la République a lieu le 9 avril 2011... Ce référendum donne à nouveau le non, gagnant par plus de 60 % des voix. Décidément une révolution de velours semble plus difficile à réaliser qu'une vraie révolution !

(9) La crise belge gouvernementale survenue en décembre 2008 a rendu la situation de Dexia un peu trouble.

(10) Peu de mois après que soit publié cet article on a vu les prix mondiaux (et notamment ceux des matières premières) baisser : c'est tout à fait logique, étant donné que ces produits entrent dans les matières premières qui constituent une part du Capital constant. Puis depuis ils ont augmenté considérablement suite à la spéculation. (matières premières agricoles, pétrole, gaz, etc.)

(11) Il est piquant de constater que des « économistes » comme Pierre Chevallier, sur Internet, reprenaient à leur compte un livre prétentieux et complètement faux sur le « tigre irlandais » paru fin 2006 (auteurs : Paul Vreyman et Eric Verhulst publié dans le livre *Causes of Growth Differentials In Europe*) en septembre 2010 ! deux mois après on voit que le tigre celtique n'était qu'un ... tigre en papier, et Pierre Chevallier un piètre économiste...

Il est intéressant ici de revenir sur la crise irlandaise (beaucoup plus importante évidemment que la crise islandaise) : en Irlande il y a eu une élection en février 2011 de la nouvelle chambre. Le parti de droite au pouvoir (le Fianna Fail) a perdu les élections et s'est retrouvé avec 15 % des voix. Le parti (Fine Gael) de droite lui aussi, opposé aux mesures de l'ancien gouvernement, le Fianna Fail, a remporté ces élections mais devait former une coalition avec le parti travailliste (néo-libéral) ... Cette coalition va devoir renégocier la dette de l'Irlande avec l'UE qui acceptera certainement en grande partie ses doléances. Seul problème : les notations « officielles » qui risquent de plonger vers la baisse, et qui feront monter les taux d'intérêt !

L'Irlande ainsi par la faute des électeurs qui n'ont pas fait véritablement confiance au Sinn Féin qui a pourtant triplé ses sièges à la chambre) ni à la coalition des trois organisations trotskistes se présentant sous une forme unifiée et qui remportent tout de même quatre sièges, va se retrouver (avec bien d'autres Etats européens) dans un combat sans fin avec l'UE.

Mais au fait : pourquoi le pouvoir a-t-il toujours été à droite en Irlande ? Pourquoi tant de travailleurs irlandais ont-ils émigré depuis la famine de la fin du XIXème ? Pourquoi en 2010, 60.000 jeunes irlandais sont-ils partis en Nouvelle Zélande, ou en Australie pour gagner leur vie ?

Pourquoi l'Irlande n'a-t-elle pas fait du contrôle des naissances l'un des axes de son programme ?

On pourrait aussi se poser la question : pourquoi l'UE accepte-t-elle que certains de ses membres s'exilent ... Et pourquoi n'accepte-t-elle pas que des immigrés venus des anciennes colonies reviennent en Europe ? Il faut savoir que l'Irlande a toujours été un pays réactionnaire ou a régné le vieux dogme catholique de la procréation !

2

L'endettement des Etats, nouvelle étape de la crise

...

LEAP/E2020 (journal du « Laboratoire Européen d'Analyses Economiques ») (1) estime le 21 décembre 2008 que :

« la crise systémique globale connaîtra en Mars 2009 un nouveau point d'inflexion d'une importance analogue à celui de Septembre 2008. Cette période de l'année 2009 va être caractérisée par une prise de conscience générale de l'existence de trois processus déstabilisateurs majeurs de l'économie mondiale :

1- La prise de conscience de la longue durée de la crise.

2- L'explosion du chômage dans le monde entier.

3-Le risque d'effondrement brutal de l'ensemble des systèmes de pension par capitalisation. »

Effectivement les pays payant les pensions de retraite de leurs travailleurs par fonds de pension sont durement touchés par la crise qui va encore s'aggraver. (sans oublier les entreprises qui ont fait faillite et toutes celles qui feront faillite dans les prochains mois et années. A combien peut-on estimer le montant des fonds de pension dus aux salariés en 2009 ? Voilà une très bonne question à laquelle on aimerait que des chercheurs sérieux, répondent !) (2)

« La crise durera au moins jusqu'à la fin 2010. Nous anticipons une durée minimale de trois ans pour cette phase de décantation de la crise.

Elle ne sera ni terminée au printemps 2009, ni à l'été 2009, ni au début 2010. C'est seulement vers la fin 2010 que la situation commencera à se stabiliser(!) et s'améliorer un peu dans certaines régions du monde, à savoir l'Asie et la

zone Euro (!), ainsi que pour les pays producteurs de matières premières énergétiques, minérales ou alimentaires. Ailleurs, elle continuera. En particulier aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, et dans les pays les plus liés à ces économies, où elle s'inscrit dans une logique décennale. C'est seulement vers 2018 que ces pays peuvent envisager un retour réel de la croissance. »

On peut évidemment discuter de toutes ces différences : les affirmations de LEAP sont toujours contradictoires ; d'un côté on redonne de l'espoir aux gouvernements et entreprises, d'autre part le tableau est noirci par de sombres prévisions. Croire ainsi que la crise, par miracle, alors que de sévères restrictions sont imposées aux travailleurs de la grande majorité des pays, va se terminer aux alentours de 2018 n'est qu'un leurre (on peut d'ailleurs supposer que les rédacteurs du LEAP le savent !) Ainsi cette crise qui ne fait que commencer durera beaucoup plus longtemps que le LEAP et les organismes officiels (l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI, Jean-Claude Trichet directeur de la Banque centrale européenne, (ou les agences officielles nationales) ne le prétendent ! Plus loin le texte nous dit que :

« Il faut se souvenir que Wall Street mit 20 ans à revenir à ses niveaux de la fin des années 1920. Or, cette crise est plus profonde et durable que celle des années 1930. Cette prise de conscience de la longue durée de la crise va progressivement se faire jour dans les opinions publiques. Et elle déclenchera immédiatement deux phénomènes porteurs d'instabilité socio-économique : la peur panique du lendemain et la critique renforcée des dirigeants du pays. Le risque d'effondrement brutal de l'ensemble des systèmes de pension par capitalisation. Enfin, dans le cadre des conséquences de la crise qui affecteront directement des dizaines et des dizaines de millions de personnes aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, au Japon, aux Pays-Bas et au Danemark en particulier il faut intégrer le fait qu'à partir de

cette fin d'année 2008 vont se multiplier les nouvelles concernant les pertes massives des organismes gérant les actifs censés financer ces retraites. L'OCDE estime à 4000 milliards de dollars les pertes des fonds de pension pour la seule année 2008 ». Et plus loin : « Aux Pays-Bas comme au Royaume-Uni, les organes de surveillance des fonds de pension viennent de lancer des cris d'alarme demandant en urgence un accroissement des cotisations obligatoires et une intervention de l'État. Aux Etats-Unis, ce sont des annonces multiples d'augmentation des contributions et de diminution des versements qui sont émises à un rythme croissant. Et c'est seulement dans les semaines à venir que nombre de fonds vont pouvoir faire réellement le décompte de ce qu'ils ont perdu.

Beaucoup s'illusionnent encore sur leur capacité à reconstituer leur capital à l'occasion d'une prochaine sortie de crise. En Mars 2009, quand gestionnaires de fonds de pension, retraités et gouvernements vont simultanément prendre conscience que la crise va durer, qu'elle va coïncider avec l'arrivée massive des « baby-boomers » à la retraite et que les bourses ont peu de chance de retrouver avant de longues années leurs niveaux de 2007, le chaos va s'installer dans ce secteur et les gouvernements vont se rapprocher de plus en plus de l'obligation d'intervenir pour nationaliser tous ces fonds. L'Argentine, qui a pris cette décision fin 2008 apparaîtra alors comme un précurseur.»(3) Quant aux conséquences qu'auront ces fonds de pension sur l'économie future : « Les fonds de pension ont largement investi dans des actifs toxiques hasardeux et ont de ce fait perdu des sommes faramineuses dans la crise qui secoue actuellement la planète. Selon le Congressional Budget Office (CBO), les fonds auraient perdu au total 2000 milliards de dollars en quinze mois (20 % de leur valeur).... les célèbres CalPERS(4) et CalSTRS,(4) »

« Cette déroute des fonds de pension aura une dimension humaine dramatique puisqu'elle correspond à l'arrivée à la retraite de la première vague des baby-boomers aux Etats-Unis, en Europe et au Japon : les revenus des fonds de pension s'effondrent au moment même où ils doivent commencer à effectuer leur première grande série de versements aux retraités. »

Revenons sur les pertes subies en 2009 par les fonds de pension : supposons que les fonds de pension représentaient avant 2007 environ 30% des fonds en bourse : la perte (en capitalisation) serait dès maintenant de l'ordre de : capital total = 31300 milliards dollars. Pertes en bourse : 18000 milliards. Pertes des fonds de pension (30% placés en bourse): 5400 milliards... S'il n'y a que 20% placés en fonds de pension cela fera tout de même 3600 milliards ! On voit à quel niveau va se situer une dette abyssale (pertes des subprimes et des fonds spéculatifs à quoi il faut ajouter la perte énorme subie par les salariés partant en retraite...) Ainsi la seule question qui se pose aujourd'hui à l'ordre capitaliste c'est de savoir qui va payer.

Or les capitalistes le savent très bien : les pauvres, comme d'habitude !

Mais tous les phénomènes analysés ici ne sont que les premiers symptômes de la crise : depuis mai 2010 s'y ajoute un nouveau phénomène, la crise liée à l'endettement des Etats... (Il faut noter aussi que la crise des Etats fédéraux aux Etats-Unis existe depuis plusieurs années)

Cela a commencé en mai 2010 avec les obligations d'Etat en Grèce, cela s'est poursuivi avec l'Irlande en octobre 2010, cela continue au Portugal, en Espagne, enfin cela va se poursuivre au niveau européen par l'Italie, la France, la Belgique, le Royaume uni et presque toute l'Europe de l'Est... Et l'Allemagne ? Nous verrons dans quelques mois si son commerce extérieur s'effondre !

De quoi s'agit-il ? Chaque Etat (capitaliste donc) pour éviter de s'attaquer aux banques et aux institutions financières - groupes d'assurances et sociétés financières - s'est endetté « personnellement » pour faire le gros dos face à la crise financière et industrielle qui le menaçait (en se disant bien sûr que ce n'était qu'une petite crise qui finirait bien par passer) : un petit retour en arrière s'impose ici pour bien saisir les différents aspects de ce phénomène.

Dans les pays émergents et sous développés d'une manière beaucoup plus classique, ainsi par exemple au Bangladesh, elle pousse les ouvrières du textile pour la première fois à manifester contre leurs patrons voyous et contre un Etat incapable de prendre (ou plutôt ne voulant pas prendre) les mesures appropriées. Il y a en quelque sorte deux crises parallèles qui couvent : l'une classique qui a atteint tous les Etats, (5) l'autre, financière, qui touche en grande majorité les pays dits « avancés ».

Qu'ont fait les Etats depuis la fin de l'année 2007 ? ils ont emprunté au secteur privé des sommes de plus en plus importantes et se trouvent pris à la gorge. Bien entendu on sait que les Etats-Unis grâce à leur position dominante sur le marché mondial ont toujours eu une dette importante qui s'exprimait par les bons du trésor possédés par les gros pays exportateurs (depuis quelques années la Chine en particulier). Mais depuis le déclin de l'impérialisme américain qui a commencé par la guerre d'Irak, se sont joints aux bons du trésor les dettes privées qui traduisent... la volonté de l'impérialisme de ne pas laisser périr (ou dépérir) les classes fortunées qui se repaissent de l'existence d'un secteur bancaire source principale de la richesse d'une petite minorité de citoyens. Notons ainsi que les titres « munis » (bons municipaux US) servant à financer les infrastructures locales de transport, de santé, d'éducation, d'assainissement, pèsent près de 2800 milliards USD.

C'est ainsi que la théorie marxiste qui voyait dans la crise classique s'approfondir la « baisse tendancielle du taux de profit » (6) s'est trouvée, depuis (au moins) une trentaine d'années, en partie infirmée par la volonté des grands groupes capitalistes et de leurs affidés, de trouver de nouvelles sources de profits d'origine financière qui se superposent (voire remplacent) aux gains liés directement à l'activité productrice du capital et qui évidemment sont payés par la grande majorité de la population : quand on s'aperçoit que le rendement des actions n'est plus à la hauteur, quand on voit que les fonds spéculatifs (les Hedge funds) ne remplissent plus leur rôle ainsi que tous les fonds « titrisés » que fait-on ? On en vient à soutenir l'action des gouvernements capitalistes (souvent dirigés par des « sociaux démocrates » bon teint) qui empruntent tous des obligations financées par le secteur financier. (On peut aussi spéculer sur la baisse du prix des matières premières, des produits agricoles ou sur leur hausse.) La directive européenne qui, pour faciliter la liberté d'entreprendre, a élargi les compétences du secteur financier international et qui a été prise en 2007 est un des éléments (financier – spéculatif) de cette nouvelle situation que l'on appelle « mondialisation » ou « globalisation ». Qui sont ces spéculateurs ? Tout simplement les banques et les sociétés d'assurances qui, pour l'occasion, créent des structures adaptées à ces nouvelles techniques financières. Comme les gouvernements soutiennent tous les banques, on n'a plus de crainte à avoir : il suffit de prêter aux Etats des capitaux dont on s'imagine (à juste titre) que grâce aux agences de notation (contrôlées par elles mêmes) le taux va augmenter au fur et à mesure que les Etats seront mal en point ! On doit bien entendu souligner ici que c'est le refus d'augmenter les impôts des plus fortunés ainsi que d'augmenter les impôts des entreprises moyennes et grosses, ainsi que le refus des nations occidentales de toucher aux privilèges des « paradis fiscaux » qui expliquent cet

endettement de plus en plus grand des Etats. Et comme le disent élégamment journalistes liés au pouvoir, hommes du pouvoir et économistes « attitrés », il conviendra « de rassurer les marchés » qui, comme chacun le sait ou devrait le savoir, sont des êtres très fragiles qu'il faut tenir par la main pour leur éviter de trébucher ! (7) Quelle sera la situation de la dette publique européenne au deuxième semestre 2011 ? Voici la réponse du LEAP (Laboratoire européen d'anticipations économiques déjà cité précédemment.) :

« Le second semestre 2011 marquera le moment où l'ensemble des opérateurs financiers de la planète va finalement comprendre que l'Occident ne remboursera pas une partie importante des prêts réalisés au cours des deux dernières décennies. Pour LEAP/E2020, c'est en effet vers Octobre 2011, du fait du plongeon d'un grand nombre de villes et d'états américains dans des situations financières inextricables suite à la fin du financement fédéral de leurs déficits, tandis que l'Europe fera face à un besoin très important de refinancement de ses dettes (1500 milliards d'euros), que cette situation explosive se dévoilera dans toute son ampleur. L'amplification médiatique de la crise européenne en matière de dettes souveraines des pays périphériques de l'Euroland aura créé le contexte porteur pour une telle explosion dont le marché américain des "Munis" vient d'ailleurs de donner un avant-goût en Novembre 2010 »

La conclusion sur le « non-remboursement de la dette » peut faire sourire : non pas qu'une telle éventualité soit impossible (voir les mesures prises par l'Islande), mais parce qu'elle impliquerait de la part des pays qui la pratiqueraient la volonté d'en finir avec ce régime capitaliste, néo-libéral et mondialisé, et serait assortie de mesures draconiennes destinées à juguler et abattre ce système. C'est peut-être le cas de l'Islande petit pays d'Europe qui le premier a laissé tomber une banque privée en faillite et pris des mesures

radicales pour changer de système... Dans le cas contraire les gouvernements chercheront à pressurer davantage travailleurs et classes moyennes, ce qui accroîtra encore le niveau de la crise et incitera les travailleurs de ces pays à se soulever.

Voyons maintenant comment LEAP envisage concrètement cette crise :

« la crise de l'endettement public occidental s'accroît très rapidement sous la pression de quatre contraintes de plus en plus fortes :

1) l'absence de reprise économique aux Etats-Unis qui étrangle l'ensemble des collectivités publiques (y compris l'état fédéral) habituées ces dernières décennies à un endettement aisé et à des recettes fiscales importantes.

2) l'affaiblissement structurel accéléré des Etats-Unis tant en matière monétaire, financière que diplomatique qui réduit leur aptitude à attirer l'épargne mondiale.

3) le tarissement mondial des sources de financement à bon marché qui précipite la crise de surendettement des pays périphériques européens (de l'Euroland comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal l'Espagne, et aussi du Royaume-Uni et commence à toucher les pays-clés (USA, Allemagne, Japon) dans un contexte de refinancement très important des dettes européennes en 2011.

4) la transformation de l'Euroland comme nouveau « souverain » qui élabore progressivement de nouvelles règles du jeu pour les dettes publiques du continent.

Ces quatre contraintes génèrent des phénomènes et des réactions variables selon les régions/pays. Le contexte européen : le chemin du laxisme à la rigueur sera en partie payé par les investisseurs »

Sur les trois premiers points nous n'avons en gros rien à redire... (Sinon préciser que si la crise est bien partie des Etats-Unis, dans une deuxième étape elle a atteint tous les pays du monde y compris ces pays émergents au taux de croissance « important » comme la Chine....)

Le quatrième point évoqué : « *l'Euroland comme nouveau souverain...* » est absurde, et surtout « *le chemin du laxisme à la rigueur sera en partie payé par les investisseurs* » : si on entend par investisseurs les petits prêteurs à des taux d'intérêt ridicules, cela va de soi mais ce ne sont pas eux dont il s'agit !

Sauf bien entendu à voir un ou plusieurs pays changeant leur orientation à 180 degrés et sous le coup de nouvelles élections, s'orientant vraiment à gauche de la social-démocratie...

C'est peut-être le chemin que suivra la France et pourquoi pas d'autres pays ... Plus loin encore le LEAP extrapole sur la dureté de la crise américaine (qui est réelle) mais essaye de démontrer que la crise en Europe sera moindre :

« Les responsables de la zone Euro savent depuis longtemps que le problème grec surviendrait un jour. Mais le pays pesant 2,5% du PIB de la zone Euro (et 1,9% de celui de l'UE), nous sommes loin d'un grave danger pesant sur la monnaie unique européenne et sur la zone Euro. A titre d'exemple, la cessation de paiement de la Californie (12% du PNB US) est infiniment plus porteuse de déstabilisation du Dollar et de l'économie des Etats Unis. D'ailleurs, puisque l'on trouve souvent sous les mêmes plumes une liste exhaustive de tous les pays de la zone Euro faisant face à une grave crise de leurs finances publiques (Espagne, Irlande, Portugal auxquels nous rajoutons la France et l'Allemagne), il faut être complet et indiquer qu'aux Etats-Unis, outre l'état fédéral techniquement en faillite si la Fed n'imprimait des Dollars en quantité illimitée pour acheter directement et indirectement des Bons du Trésor émis dans des proportions identiques, et outre la Californie (état le plus riche de l'Union oscillant au bord du gouffre depuis des mois), on trouve désormais 48 Etats sur 50 en déficits budgétaires croissants. Comme le résume le titre de l'éditorial du 14 Décembre de Stateline, le site américain spécialisé sur les

Etats et les collectivités locales US, “Des scénarios de cauchemar hantent les Etats”, c’est l’ensemble des Etats des Etats-Unis qui a peur d’entrer en cessation de paiement en 2010/2011. » (Pourquoi donc cette crise au printemps 2010 à propos de la Grèce ? Pourquoi les marchés « si fragiles » ont-ils paniqué ?)

« Et la zone Euro, qui a les plus importantes réserves d’or de la planète, rassemble également des pays qui ont accumulé des excédents budgétaires jusqu’à l’année dernière, un commerce extérieur toujours excédentaire et une banque centrale qui n’a pas transformé son bilan en réservoir à actifs « pourris ou fantômes » (comme l’a fait la Fed depuis 18 mois). (mais les Etats-Unis ont été capables d’exporter leurs actifs « pourris » en Europe !) Donc, si la crise des finances publiques grecques indique bien quelque chose, ce n’est pas tant la situation de la Grèce ou une problématique spécifique à la zone Euro, mais un problème plus général qui va s’aggraver fortement en 2010 : le fait que les obligations d’Etat forment désormais une bulle sur le point d’exploser (plus de 49.500 milliards USD au niveau mondial, soit une hausse de 45% en 2 ans) »...

« (Les agences de notation nous indiquent simplement) que les deux Etats les plus exposés sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni.... Pour conclure sur le cas grec, notre équipe considère que la situation actuelle est triplement positive pour la zone Euro : elle l’oblige à considérer sérieusement les mesures de solidarité à mettre en œuvre dans ce type de situation. Les observateurs vont ainsi devoir faire un choix clair : soit ils traitent la Grèce comme un pays isolé, soit ils la traitent comme une composante de la zone Euro. Mais ils ne peuvent pas faire les deux à la fois, additionnant la faiblesse de la Grèce isolée avec un affaiblissement de la zone Euro à cause de la Grèce.

Elle oblige enfin les autorités grecques à faire une opération “ Vérité ” sur l’état des finances de leur pays et va

permettre à l'UE de pousser les réformes nécessaires notamment pour réduire fortement la corruption et le clientélisme endémiques ... » (l'Etat grec, sur le dos des travailleurs et des classes moyennes a comprimé drastiquement les salaires, diminué les retraites, allongé la date de départ en retraite, et a plongé le pays dans la révolte...)

On voit ici à quel point le LEAP se trompe sur le cas européen : en ne voyant pas que derrière le cas grec se profilent les cas irlandais, portugais, espagnol, belge, italien et français (pour commencer, plus évidemment par le cas britannique hors euro) c'est-à-dire une grave crise de l'euro et derrière une bulle financière du même type, et de la même importance que celle qui essaya de se dégonfler en 2008-2009 ! Quel est le montant total des dettes européennes des Etats ? Quelle part cela représente-t-il des « 49.500 milliards de dollars » de dettes publiques mondiales annoncés dans cet article ? Voici la suite de cet article en totale contradiction avec ce qui précède... :

« Le Fonds Monétaire International (FMI) met en garde les pays développés sur les dangers de l'après - crise (!!!) car leur dette publique représenterait 120 % de leur produit intérieur brut (PIB) en 2014. Il s'agit d'une véritable flambée, puisque avant la crise, en 2007, ce ratio était de 78 %. La lutte contre la récession en est la principale raison, chaque pays devant soutenir son économie ainsi que le secteur financier. » Et plus loin : « selon les chiffres du FMI, l'endettement de la France atteindrait 95,5 % de son PIB en 2014 contre 73 % actuellement. ... Parmi les autres pays européens étudiés, l'Allemagne devrait présenter un taux d'endettement de 91,4 % de son PIB en 2014 contre 63,6 % en 2007. Par contre, celui de l'Italie serait de 132,2 %. La première économie mondiale, les Etats-Unis, ne sera pas non plus épargnée, le FMI tablant sur une dette de 112 % de son PIB, soit 49 points de plus qu'en 2007. Mais la plus

spectaculaire reste celle du Japon : 239,2 % du PIB en 2014 contre 187,7 % en 2007, avant la crise. » (Et avant l'accident de Fukuyama)

En somme, si nous comprenons bien, la crise va s'aggraver en prenant en compte l'endettement prodigieux des Etats !

En 2014 la dette globale des Etats représenterait 120 % du PIB total (soit effectivement environ - à mille milliards près - 49000 milliards de dollars), Il est évident que l'humanité court à la catastrophe si aucun pays important ne s'engage sur une voie résolument anticapitaliste et sert de point d'appui pour d'autres pays désirant changer complètement de cap. Voici ce qu'écrivait en décembre 2010 notre grand Attali : *« Chacun voit bien que de nombreux pays européens seront, un jour ou l'autre, incapables de financer le service de leur dette, parce qu'elle grossit chaque jour, avec la récession et avec les nouveaux trous béants dans les banques, partiellement creusés par le financement très rentable - mais très risqué - des dettes publiques. Après la Grèce et l'Irlande, viendra le tour du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de la Belgique. Et même, disent certains, de plus en plus ouvertement, de la France. Avant même que ne vienne le tour de l'Allemagne, dont le système bancaire est d'une extrême fragilité, la démographie catastrophique, et l'appareil industriel totalement dépendant d'exportations de plus en plus incertaines. En apparence, pas de raison de s'inquiéter: les dirigeants européens, dans leur grande sagesse, ont créé pour y parer un Fonds de Stabilisation, qui doit emprunter plus de 700 milliards, avec l'appui du FMI. En réalité, ce Fonds ne suffira pas à colmater ces brèches, car il souffre de deux défauts congénitaux. D'une part, la garantie donnée par les pays à ce Fonds pour qu'il emprunte est commune mais non solidaire; ce qui veut dire que si un pays de l'Union ne peut assurer sa part de garantie, les autres ne s'y substituent pas : le Fonds se réduit donc quand un des pays qui le*

financent devient demandeur de ses ressources. D'autre part, en annonçant un montant limité, aussi élevé soit-il, le fonds donne aux spéculateurs les clés d'une victoire : il leur suffit de parier sur l'effondrement de l'euro plutôt que sur l'épuisement des ressources du fonds pour que celui-ci soit condamné à s'effondrer. Le scénario des mois, des années, à venir peut alors être raconté sans beaucoup de risque de se tromper. Chacun des pays menacés fera d'abord l'impossible pour éviter la catastrophe en mettant en place des programmes d'austérité. Lorsqu'ils comprendront que cela déclenche la colère des salariés, victimes des turpitudes des banques, sans pour autant suffire à convaincre les prêteurs, et moins encore les spéculateurs, les nations essaieront de faire baisser les taux d'intérêt qu'ils paient à leurs créanciers par quelques astuces douteuses, comme faire acheter sa dette nationale par leurs compagnies d'assurance et fonds de pension. Face aux moyens illimités de la spéculation, cela ne suffira pas; tous ces pays les uns après les autres feront défaut d'une façon ou d'une autre. En reportant les échéances. En imposant une retenue à la source sur les intérêts versés aux créanciers. En ne payant pas leur dette. »

Après ce scénario catastrophe notre « grand économiste » reprenant à son compte l'article précédant du LEAP (sans le citer bien sûr) montre que ce sont les Etats-Unis les responsables, qui ne font rien pour y mettre fin et « font tout en revanche pour attirer l'attention sur les fragilités de l'euro afin de détourner les spéculateurs de l'économie américaine, source de toutes les difficultés, bien plus fragile que toutes les autres ».

Comment régler cette future catastrophe ? « Il lui suffirait pour cela de prendre conscience que, à la différence de toutes les entités partageant une même monnaie, elle ne s'est pas donnée les moyens de financer les différences de compétitivité entre les régions qui la composent, ni de

mutualiser leurs dettes. Or, sans fédéralisme budgétaire, aucune union monétaire ne peut tenir. Nous le savions en rédigeant le traité de Maastricht. Le moment est venu de le mettre en œuvre. C'est possible: l'Union est la seule entité souveraine dans le monde sans aucune dette. (!) Sa marge de manœuvre est donc considérable. (!) » etc. etc.

En gros ce que suggère Attali c'est de créer une fédération économique véritable avec transfert des dettes de chaque Etat au niveau européen, et de créer une augmentation de la TVA de 5 % : si l'intérêt payé par la zone euro est de 3%, sur un PIB (en zone euro) de 9.000 milliards d'euros et un montant brut de la dette de 80% du PIB soit 7.200 milliards cela ne ferait qu' environ 250 milliards d'intérêts : une bouchée de pain selon Attali - qui oublie que le remboursement annuel ne se limite pas aux intérêts ! Il préconise cette augmentation de la TVA (faire payer les pauvres évidemment) pour combler ce « petit trou » de 250 milliards ! Ainsi Attali est conscient au moins d'une chose, c'est que l'Euro comme monnaie suppose l'existence d'une véritable Europe, démocratique et sociale : ce qui n'est, on le conviendra, qu'un vœu pieux, tant que les peuples n'auront pas réussi à battre le capitalisme qui se développe comme une pieuvre. Heureusement il existe d'autres économistes que nos « bien-pensants » ; en septembre 2010 4 économistes français (A l'origine du manifeste, Philippe Askenazy, de l'Ecole d'économie de Paris, Thomas Coutrot, co-président de l'association Attac, André Orléan, directeur de recherche au CNRS, et Henri Sterdyniak, de l'OFCE), ont vite été rejoints par d'autres pointures du milieu académique, pour dénoncer ensemble le « logiciel néo-libéral toujours en vigueur dans l'Union. » publient un texte qui s'intitule : « des économistes atterrés » qui va être ensuite signé par plusieurs centaines d'économistes et de personnes liées à l'économie. Avant la conclusion de ce texte, le passage qui suit est évidemment sans appel :

« Au niveau de l'UE, la financiarisation de la dette publique a été inscrite dans les traités : depuis Maastricht les Banques centrales ont interdiction de financer directement les États, qui doivent trouver prêteurs sur les marchés financiers. Cette "répression" monétaire accompagne la "libération financière" et prend l'exact contre-pied des politiques adoptées après la grande crise des années 1930, de "répression financière" (restrictions drastiques à la liberté d'action de la finance) et de "libération monétaire" (avec la fin de l'étalon-or). Il s'agit de soumettre les États, supposés par nature trop dépensiers, à la discipline de marchés financiers supposés par nature efficients et omniscients. »

Comment se fera ce détachement des décisions européennes ? De la manière suivante :

« Il n'est évidemment pas réaliste d'imaginer que 27 pays décideront en même temps d'opérer une telle rupture dans la méthode et les objectifs de la construction européenne. La Communauté économique européenne a commencé avec six pays : la refondation de l'Union européenne passera elle aussi au début par un accord entre quelques pays désireux d'explorer des voies alternatives. A mesure que deviendront évidentes les conséquences désastreuses des politiques aujourd'hui adoptées, le débat sur les alternatives montera partout en Europe. Des luttes sociales et des changements politiques interviendront à un rythme différent selon les pays. Des gouvernements nationaux prendront des décisions innovantes. Ceux qui le désireront devront adopter des coopérations renforcées pour prendre des mesures audacieuses en matière de régulation financière, de politique fiscale ou sociale. Par des propositions concrètes ils tendront la main aux autres peuples pour qu'ils rejoignent le mouvement.

C'est pourquoi il nous semble important d'ébaucher et de mettre en débat dès maintenant les grandes lignes de

politiques économiques alternatives qui rendront possible cette refondation de la construction européenne. »

La solution trouvée dans ce texte pour élaborer une position européenne souhaitable (un petit nombre de pays se mettent d'accord pour, ensemble contrer les décisions du traité de Lisbonne) peuvent sembler notoirement insuffisantes : dans la dernière partie de ce livre j'aborde en effet l'option européenne sous un angle beaucoup plus dur (notamment par la sortie de l'Euro et du soi-disant « marché commun »). Mais il me semble néanmoins que ce texte va dans le bon sens et que les problèmes posés sont justes même si les solutions paraissent insuffisantes.

Notes du Chapitre 2

(1) Le LEAP/ 2020 est un laboratoire d'analyse économiques qui publie un grand nombre d'informations sur la crise (dès 2006) qui tranchent avec l'optimisme dont font preuve les économistes traditionnels : à lire absolument ! (Il faut évidemment les lire avec l'esprit critique, en faisant attention aux déformations qui découlent des objectifs des dirigeants qui, Européens convaincus ne se préoccupent pas du tout de la politique européenne qui sera menée !) Un article récent publié dans « Alternatives économiques » ne se préoccupe absolument pas de savoir si les prédictions du LEAP sont justes ou fausses. Comme vous avez pu le constater nous savons nous-même distinguer le bon grain de l'ivraie !

(2) Il y a de nombreuses altercations (notamment sur internet), à propos des fonds de pension : ainsi certains n'hésitent pas à comparer la retraite par répartition... A un jeu perdant ! Sous le prétexte que la population vieillirait de plus en plus longtemps et que les « jeunes » seraient contraints de payer toujours plus : en oubliant bien sûr tous les gains de productivité obtenus depuis cinquante ans et qui se poursuivent toujours !

(3) Cristina Kirchner Présidente de l'Argentine a décidé en octobre 2008 de changer totalement la méthode de paiement des retraites : elle passera désormais par la méthode de répartition (en abandonnant la méthode de capitalisation) :

« Les fonds de pension ont spéculé en Bourse, ou sur la dette publique (sur laquelle l'État a fait défaut en 2001), et leurs frais de gestion exorbitants ont réduit les pensions. Surtout, le système a abouti à une formidable hypocrisie : des 9,5 millions de cotisants théoriques, seuls 3,6 millions font des apports réguliers. Les autres n'en ont pas les moyens et dépendent finalement de l'État pour obtenir une pension minimale... Saluée par les syndicats, la décision de Cristina Kirchner répond donc à une ancienne revendication sociale... » (Le Figaro octobre 2008)

(4) Célèbre et le plus performant au monde, CalPERS, fond de pension des employés de Californie. CalPERS gère les fonds déposés par leurs assurés pour un montant global de 190 Milliards de Dollars qu'il investit dans un cocktail d'actions, d'obligations, d'un peu d'immobilier et de liquidités. Gestion prudente et sur le long terme puisque les fonds versés le sont à échéance d'une carrière, mais néanmoins efficace puisque, dans une évaluation d'un organisme indépendant des 134 fonds de pension américains, CalPERS a été classé comme le plus performant sur les 5 dernières années... CalPERS verse annuellement 7. 6 milliards de dollars à ses retraités. Mais ce qui me paraît le plus intéressant c'est que

CalPERS place ses fonds en respectant une charte d'Éthique et de Bonne Gouvernance. Pour mériter un investissement de CalPERS, il faut que les sociétés respectent la loi Sarbanes-Oxley américaine très contraignante... (On remarquera - en passant - que cette loi « très contraignante » n'a pas empêché Monsieur Madoff de pratiquer ses escroqueries !) CalSTRS: 2^e fonds de pension américain gérant 126 milliards de dollars, valeur nov. 2008.

5) Cette double crise traduit tout simplement le fait que dans les pays dits « avancés » (les impérialismes autrefois dominants) la crise a pris une dimension financière, alors que dans les autres pays elle a gardé son aspect classique : chômage, saturation de la consommation, et baisse du capital constant.

(6) La « baisse tendancielle du taux de profit » que l'on constate dans toute crise générale du capitalisme est l'un des facteurs – un facteur clé – qui pousse les capitalistes internationaux à chercher dans la spéculation et le profit « pur » la source de nouveaux bénéfices : c'est l'un des phénomènes qui assure à des Madoff (ou croit leur assurer) des profits merveilleux sortis de rien.

(7) « *Les marchés s'inquiètent ... il faut rassurer les marchés... attention à ne pas faire peur aux marchés...* » : l'ombre des marchés plane sur tout phénomène inquiétant. Pourtant les marchés ont l'air de gentils toutous !

Nos « experts économiques » et la crise

Nous allons maintenant relever quelques courts passages commentant les déclarations et les écrits de nos économistes « officiels » - Pas évidemment les « centaines d'économistes atterrés » ; mais ceux qui passent régulièrement dans la grande presse économique et dans l'audiovisuel : Marc Touati, le « cercle des trente économistes », Olivier Pastré, Jean Marc Sylvestre, Daniel Cohen, et Nicolas Bouzou qui sillonnent toutes les chaînes de TV...

Marc Touati, directeur général délégué de Global Equities et président du cabinet de conseil ACDEFI, nous dit dans un article intitulé « *De la crise financière à la crise économique* » publié le 17/09/2008 que « *le séisme que nous vivons ne pourra pas ne pas avoir de conséquences sur les banques européennes, plus exposées que les américaines, et par conséquent sur notre économie.* » (Pourquoi les banques européennes sont-elles plus exposées que les banques américaines? Question sans réponse...)

« Ne nous voilons pas la face, la crise financière dans laquelle nous vivons depuis plus d'un an est la plus grave depuis celle de 1929. (Nous le savions !) La mise en liquidation d'un des fleurons de la finance mondiale Lehman Brothers en est encore la preuve incontestable. Qui pouvait croire il y a encore quelques jours que cette institution qui disposait de 640 milliards de dollars d'actifs en mai dernier (2008) et gérait 273 milliards de dollars au 31 août serait aujourd'hui en voie de disparition... Imaginer que cette situation financière américaine n'aurait pas de conséquences en Europe serait illusoire. La forte chute des cours boursiers

des banques européennes et notamment françaises en témoigne... les banques vont désormais être obligées (si ce n'était pas déjà fait) de réduire encore plus leur exposition au risque. Dans ce cadre, elles vont devoir être de plus en plus restrictives dans leur octroi de crédit, ce qui réduira mécaniquement l'investissement, l'emploi, les revenus et la consommation en Europe... les banques européennes sont donc plus menacées (??) que leurs homologues américaines. Dans ce cadre, si la récession a déjà commencé dans la zone euro, elle n'est pas près de se terminer... Désormais, les banques savent donc qu'elles ne trouveront plus forcément de prêteur en dernier ressort et qu'elles doivent jouer la véritable transparence sur leurs comptes et leurs engagements. C'est peut-être ce qu'attendaient les marchés pour retrouver leurs esprits. D'autant qu'ils savent dorénavant qu'il y a bien un pilote dans l'avion, en l'occurrence la Fed, qui semble à présent maîtriser la situation. (Ah, quel bonheur, nous sommes rassurés : il y a bien un pilote dans l'avion !!!) Dans ce cadre à la fois inquiétant en termes de déprime boursière et plutôt rassurant en matière de gouvernance, Oui nous sommes bien gouvernés, par des hommes sûrs d'eux, qui possèdent l'art et la manière de gommer les imperfections du capitalisme !

« il faut donc se préparer à vivre encore deux à trois mois difficiles sur les marchés financiers et au moins six mois très difficiles sur le front des économies occidentales. En termes de résultats économiques, la croissance du PIB américain devrait tout de même atteindre les 2,2 % tant cette année que l'an prochain. » (Ah quel grand prédicateur que ce Touati, quel homme merveilleux, quel prodige : la croissance du PIB américain à 2,2 % cette année - 2008 - et l'an prochain - 2009- ! On croit rêver !) Dans un article publié milieu septembre 2008 ce journaliste raconte qu'il n'y a plus que trois mois difficiles, et en somme qu'au début de l'année 2009 tout rentrera dans l'ordre !

« Quant à la zone euro, sa croissance culminerait à 1,3 % en 2008 et à 1 % en 2009. Peut-être qu'alors la BCE se décidera enfin à voir la réalité en face et à réduire ses taux directeurs. Tant qu'elle ne le fera pas, les investisseurs continueront de privilégier les placements monétaires au détriment des marchés boursiers et surtout, la reprise économique sera différée, puisque toute inflexion de politique monétaire prend six à neuf mois pour agir sur l'activité. Autrement dit, la récession eurolandaise se prolongera au moins jusqu'à l'été 2009 et ne manquera évidemment pas de coûter cher tant en matières d'emploi que de pouvoir d'achat. » (Ah quel grand homme, quel prodige, quel bon sens, que ses prédictions sont bonnes !!!) Avez vous rencontré un homme aussi peu perspicace que Marc Touati ?

(Oui, bien sûr il y en a beaucoup d'autres, hélas ! Pensiez vous en votre for intérieur qu'un « économiste » pût dire des choses pareilles ?)

Malheureusement il y en a plein d'autres : continuons notre petit jeu...

Nous ne prendrons que quelques exemples significatifs car tous les économistes « bon teint » se sont évidemment trompés sciemment ou inconsciemment. Commençons par le cercle « des trente économistes » qui publièrent sous la direction de Bertrand Jacquillat en avril 2008 (livre donc terminé en février 2008) « Hedge funds, private equity, marchés financiers : les frères ennemis ? » (auxquels participent notamment Elie Cohen - un grand spécialiste de l'audiovisuel - et Patrick Arthus) Qui est Bertrand Jacquillat ? C'est un professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris (« Sciences Po ») que ses élèves ont l'habitude de dénommer en se moquant de lui, « le tout marché » c'est - à - dire un partisan du marché à tout prix... En vrac nous citerons ici quelques unes de leurs citations bêtes et navrantes :

- *« Le private equity (1) pourra t-il continuer à se développer s'il est régulé ?... Le private equity est*

doublement irremplaçable, à la fois parce qu'il se substitue à la forte diminution du crédit bancaire aux PME et parce qu'il n'est pas régulé. » «... Par ailleurs l'amélioration de la valorisation boursière des firmes qu'ils ciblent (les Hedge funds) (2) reste pérenne après leurs interventions. »...« La crise de l'été 2007 a pour origine un dysfonctionnement de l'économie réelle, à savoir l'attribution de crédits immobiliers inconsiderés à des opérateurs potentiellement insolvable.

Le dysfonctionnement était d'autant plus flagrant que de nombreux crédits bénéficiaient pour leur remboursement d'un délai de grâce allant jusqu'à deux ans, supportaient une importante prime de risque et étaient libellés à taux flottant. Ce dysfonctionnement fut relayé par des comportements peu responsables de certains opérateurs et une ignorance de ce qu'était la titrisation et de ce qu'elle impliquait. (Ah les vilains ! Ils ignoraient ce qu'était la titrisation !) Cette crise de liquidité qui ne semble pas avoir de conséquences macroéconomiques importantes ne remet nullement en cause la pertinence et l'intérêt de la titrisation d'une part, l'activité des Hedge funds d'autre part. »

Sans continuer ce long catalogue on conclura par ces mots prémonitoires et définitifs d'un des économistes : « *En définitive, une vigilance extrême dans la gestion du risque de contrepartie au sein des prime brokers est le meilleur moyen de se protéger contre le risque systémique issu de l'activité des Hedge funds. Elle pourra être obtenue par un renforcement de la discipline de marché ou par une rigueur accrue des dispositifs prudentiels.* » Bien entendu cette « discipline de marché » (ah quel joli terme !) évitera certainement que des individus louches et peu fréquentables (comme Madoff) viennent mettre la zizanie dans un système à dispositifs « prudentiels » ! Ajoutons un petit mot sur les « Hedge Funds » : les trois quarts des Hedge Funds sont domiciliés dans des paradis fiscaux (Bermudes, Guernesey

and co.): Au même moment paraît le livre de deux journalistes économiques, Olivier Pastré et Jean Marc Sylvestre, « Le roman vrai de la crise financière ». Ce livre paru en mai 2008 a donc été achevé en mars-avril 2008. Il avait - apparemment - l'objectif de « sensationnaliser » l'opinion à la crise qui venait... (Mais qui ne durerait sûrement pas longtemps !) Quand on relit ce livre aujourd'hui on est surpris par le ton enjoué et persifleur du livre, mais surtout on ne comprend vraiment pas ce qui s'est passé : la crise analysée par ces deux personnages est purement financière, de courte durée et elle passera comme toutes les autres... Voici du reste la phrase qui conclue réellement ce livre (à l'avant - dernière page) : « *Qu'on sauve le système aujourd'hui (par les banques centrales !) c'est bien, mais qu'on ne recherche pas les coupables, il y a quand même un problème...* » Et Voilà tout ! Le tour est joué ! « *Il y a un problème* » !

Passons maintenant à Daniel Cohen : Il fut classé par un journal économique « meilleur économiste de l'année » (1997). Il est sympathisant du P.S. Durant les élections présidentielles de 2007 il était un proche de Ségolène Royal. Voici comment il se définissait il y a quelques années (en 2004) : « *A priori, je suis catalogué parmi les économistes dits néoclassiques, héritiers des théoriciens de l'équilibre général à la Walras. (3) Je me définirais plutôt comme un économiste pragmatique.* » : voilà donc un pragmatique (c'est un mot très à la mode aujourd'hui) néo-classique et en plus Walrassien : qu'est-ce que cela cache ? Examinons deux de ses prises de position :

1 - jeudi 16 octobre 2008 un journaliste analyse une intervention de Daniel Cohen :

« *La crise actuelle est, comme en 1929, liée à la fin de la confiance du système financier en lui-même, bien au delà d'un incident, au départ limité* ». Voilà donc une prise de position très « pragmatique » ! On peut dire que notre grand

économiste ne se mouille pas beaucoup ! Analyser la crise de 1929 comme « la fin de la confiance du système financier en lui même » dénote un manque de discernement considérable de la part de l'annonceur d'une telle banalité !

« En 1929, le système bancaire s'était effondré, entraînant un effondrement de l'économie sans aucune cause matérielle. La leçon a été retenue : les différents Etats ont tout fait pour sauver les banques. » Ainsi donc en 1929 (comme sans doute dans chaque crise ?) l'effondrement du système bancaire s'est effectué sans aucune cause matérielle, a été simplement un « effondrement psychologique » lequel a entraîné l'effondrement de l'économie ! L'effondrement de notre économiste est ici total ! (Nous verrons plus loin quelles sont les véritables causes des crises). Et comment les Etats ont-ils réagi ? *« Les Etats ont tout fait pour sauver les banques. »*

J'ajouterais à cette phrase un peu rapide que le gouvernement avait laissé Lehman Brother (une banque qui gérait 675 milliards de dollars d'actifs) tomber en faillite (sans doute pour contredire la formule « trop gros pour faire faillite »...)

Et puis comment sauve-t-on une banque ? il y a plusieurs degrés :

- en lui prêtant des capitaux.
- en prenant un léger contrôle de son capital.
- en la nationalisant totalement (en annonçant qu'on attend des jours meilleurs pour la privatiser à nouveau !)
- en allant plus loin que la simple nationalisation : en la faisant contrôler par ses salariés. - plus loin encore : en demandant qu'un conseil représentatif du peuple se joigne à ce contrôle.

« la panique repose sur une prophétie auto-réalisatrice, elle transforme une crise locale ponctuelle en une crise générale. C'est une crise de l'information. Pour prendre une image, imaginons un incendie dans un bâtiment dans lequel la majorité des gens ignorent où se situe la sortie. Un

individu se met à courir dans un sens. Autour de lui, on anticipe que cet individu possède une information supplémentaire (où est la sortie) et tout le monde l'imité. En admettant que cet individu connaissait la sortie, celle-ci va rapidement être bloquée par l'afflux ... Leur couverture du risque (celui des entreprises) s'effectue en investissant dans des entreprises différentes. Dans cette phase, les conglomérats ont été démantelés afin que chaque entreprise se concentre sur sa valeur la plus essentielle et la plus génératrice de profits. Chacune externalise tout ce qui ne relève pas de son cœur de métier. Or cette frénésie d'externalisation a été simultanée à l'émergence industrielle de l'Inde puis de la Chine et de l'ensemble du Tiers Monde où des masses de main d'œuvre se sont retrouvées disponibles brutalement. L'externalisation est donc devenue mondialisation... »

Pour Daniel Cohen, la crise actuelle ne remettra pas en cause l'organisation actuelle du capitalisme mais la leçon tirée sera probablement un retour d'une forte régulation normative d'Etat pour éviter les excès du système, que certains profitent des risques sans jamais avoir à les assumer.

Suite à une question de la salle, Daniel Cohen a admis que 2009 serait une année périlleuse. En effet, *« la crise énergétique (objet de la question) a débuté depuis plusieurs années et se renforce tandis que la crise financière vient s'ajouter à celle-ci. »*

Il est curieux de constater à quel point un économiste qui se veut « sérieux » se voit obligé de travestir la réalité et de compliquer une situation finalement assez simple : la crise énergétique « se renforce » tandis que « la crise financière vient s'ajouter à celle-ci »... En 1975 il y avait eu une crise beaucoup plus grave de l'énergie pétrolière (les prix avaient été multipliés par quatre, et la crise qui avait suivie était sommes toutes secondaire par rapport à la crise que nous traversons aujourd'hui ! D'autre part évidemment ce n'est

pas seulement une crise « financière » mais une crise profonde, supérieure en quantité et en qualité à celle de 1929: elle va s'accompagner d'une longue dépression qui durera des années et qui (éventuellement) pourra être mise à profit par les travailleurs !

Une autre interview plus récente de Daniel Cohen mérite ici d'être citée. Il s'agit d'une interview réalisée par le parti socialiste en déc. 2008 sur le plan d'intervention de Nicolas Sarkozy et qui serait censée aller dans le sens voulu par le parti socialiste :

« Une crise offre l'opportunité d'engager des dépenses socialement utiles, impossibles à mettre en œuvre dans une période de croissance. Un exemple: construire des logements sociaux en période de boom immobilier tire la demande, et augmente davantage les prix.(4) En période de récession, en revanche, on peut à la fois satisfaire un besoin social à moindre coût, et relancer l'activité du secteur du BTP particulièrement déprimé. Le problème est qu'un programme ambitieux de logements sociaux prend du temps. À mon sens, un véritable plan de relance aurait donc dû combiner des mesures de court terme, comme la baisse de la TVA mise en place par Gordon Brown au Royaume-Uni et qui a un impact immédiat sur l'économie, et des mesures de plus long terme, s'appuyant sur une relance des grandes infrastructures au service de la communauté. Au lieu de cela, le gouvernement est resté au milieu du gué, pensant qu'il était préférable de privilégier l'investissement public plutôt que la consommation. C'est une erreur. Il aurait fallu baisser la TVA, fût-ce pendant 6 mois seulement, le temps que les mesures d'investissements aient pris sur l'activité, ce qui aurait permis de relever la TVA. » (5)

Quelques commentaires sur les propositions de Daniel Cohen:

1) Il aurait dû signifier à ses interlocuteurs qu'il se situait dans un régime « capitaliste » sans rien en changer de

fondamental ! Qui va engager des dépenses utiles en période de crise ? L'État bien entendu. Avec quel argent ? L'argent qui vient de la fiscalité directe et indirecte. La première chose qu'il aurait fallu mettre au pilori ce sont les 15 milliards donnés au patronat (le fameux bouclier fiscal.) Ensuite la baisse de la TVA : nous sommes d'accord. Par quoi va-t-on remplacer cette baisse de la TVA ? Aucune réponse évidemment. La seule réponse juste aurait été « par une augmentation des impôts sur les tranches les plus élevées » et aussi par une augmentation des prélèvements fiscaux portant sur ces tranches ! Il faudrait ici rappeler qu'il y a trente ans la dernière tranche fiscale, la plus élevée, était imposée à 90 % en Suède ! Et pourtant il semble que la Suède n'était pas au sens propre un pays « socialiste » ! Une autre mesure indispensable aurait été de relever largement le niveau de l'ISF (impôt sur la fortune) et d'annuler tous les dispositifs qui limitent son application.

2) Il aurait fallu dire que Sarkozy ne pense qu'à nos grands industriels. En privilégiant l'investissement (des grandes sociétés privées) il voudrait leur apporter du grain à moudre : de ce point de vue, il semble bien qu'il ne leur apportera rien!

Nous verrons dans la dernière partie de ce livre comment, pour résoudre une crise d'une telle ampleur, il convient de transformer le régime économique dans lequel nous vivons, de fond en comble. Et pas seulement le régime économique, mais l'ensemble des règles de vie auxquelles les gens ont été habitués depuis de nombreuses années.

Un dernier mot pour conclure ; prenons le cas de Nicolas Bouzou l'un des économistes les moins doués et pourtant... le plus bavard ! En mars 2008, il faisait paraître un texte repris sur Internet où il annonçait aux français que la bourse avait atteint le point le plus bas (« le creux de la vague ») et leur conseillait vivement d'acheter! Dans la revue parlementaire, en février 2009, il propose aux gens qui ont le

pouvoir ses remèdes contre la crise, dans un article prétentieux qui s'intitule : « Pour que la France sorte renforcée de la crise. » C'est aussi pour lui le moyen de valoriser son cabinet de consulting :

« Nous attendons chez Asteres un recul du PIB en 2009 de 1% ». De quel type est la crise que nous vivons : « la récession sera au moins aussi forte que celles de 1975 et de 1993. » On sent bien que Bouzou cherche à rassurer les gens à qui il s'adresse (ceux qui nous gouvernent...) Quelles sont les mesures à prendre ?

« Le rôle des banques centrales est aujourd'hui bien cerné. Il s'agit avant tout d'éviter une déflation qui gèlerait complètement le système économique pour plusieurs années. Face à ce risque, toutes les banques centrales (notamment la Fed aux Etats-Unis et la BCE en Europe) mènent des politiques de baisse de taux d'intérêt et d'émission monétaire très active. Avec succès. En effet, jusqu'à maintenant, le système bancaire mondial a tenu bon, en dépit de mouvements de turbulences d'une violence extrême et même inédits. Pour l'instant, la probabilité de déflation, si elle n'est pas nulle, est très faible. » Ouf ! Nous sommes vraiment satisfaits : nous sommes passés au bord du gouffre, mais grâce à la sagesse de nos gouvernants nous n'y sommes pas tombés!(6)

La fin de l'article est du même acabit, avec en plus une mesure importante (la plus importante puisqu'elle est chiffrée) : il faut encore diminuer l'impôt sur le bénéfice des entreprises et le faire passer à moins de 30 % ! Rappelons aux lecteurs que l'impôt sur le bénéfice des entreprises était il y a 20 ans de 50 % et qu'il est passé à 33%, et que certaines entreprises comme Total ont payé - grâce aux niches fiscales - environ 10% d'impôts en 2010.

Tous ces individus qui nous tiennent le même discours, par qui sont-ils payés? Pourquoi prônent-ils tous en réalité la baisse de l'impôt sur les sociétés, et pourquoi ne parlent-ils pas de l'ISF (sauf éventuellement pour le réduire) ?

Pour la raison toute simple qu'ils s'adressent à ceux qui les paient, qui les rétribuent et qu'il s'agit évidemment de les flatter, de leur plaire pour qu'ils recourent encore et ensuite à leur service...

Notes du chapitre 3

(1) Private equity : terme anglais (repris par nos économistes qui ne savent pas parler français...). Le « capital-investissement » est une activité financière consistant pour un investisseur à entrer au capital de sociétés qui ont besoin de capitaux propres. Le terme de capital-investissement concerne généralement l'investissement dans des sociétés non cotées en bourse (d'où son nom de capital non coté ou de private equity en anglais en opposition au terme « public equity »). En français cela correspond aux notions de capital fermé par opposition au capital ouvert. (*wikipedia - Internet.*)

(2) Hedge fund : fonds privé d'investissement (fonds spéculatif) faisant l'objet de titrisation. (Les banques intègrent dans des titres (partiellement) ces fonds qui sont ensuite revendus à d'autres banques. Comme je l'ai souligné, les trois quarts des Hedge funds sont domiciliés dans des paradis fiscaux : de nouveau Hedge funds apparaissent depuis le milieu de l'année 2010 : pour compenser la fin des hausses de la bourse ils sont maintenant investis dans la hausse des produits de base agricoles et des matières premières (pétrole et gaz) plus la spéculation sur l'or et les minerais.

(3) Walras : 1834 – 1910. Economiste néo-classique. Il privilégia les coopératives ouvrières dans un de ses premiers ouvrages : *Les Associations populaires de consommation, de production et de crédit* (1865). (il n'avait que 31 ans : plus tard, comme beaucoup, il vira à droite...)

(4) Cet argument est tout à fait discutable : lorsqu'il y a un « boom » dans l'immobilier c'est que l'offre est inférieure à la demande. Le rôle normal d'un gouvernement consisterait donc à développer les programmes sociaux de HLM : le « boom » se ralentit ou est supprimé.

(5) Il est absurde de baisser « à court terme » la TVA et en même temps de développer les investissements publics en « attendant qu'ils aient pris sur l'activité publique ». Notre économiste parle ici d'investissement public ... privé où l'Etat fournit les fonds et aide ainsi les entreprises privées ! Un véritable plan de relance doit s'appuyer sur l'investissement public : par la nationalisation des grandes firmes de construction, la préemption ou la confiscation des terrains par l'Etat ou les collectivités locales ou territoriales.

(6) Contrairement à ce que prétend Nicolas Bouzou nous sommes déjà entrés dans la déflation : la crise d'aujourd'hui, comme celle de 1929 s'accompagne et s'accompagnera de plus en plus de stagnation, de baisses

de revenus, de salaires... et de faillites ! (A l'échelle du monde, bien entendu.) Même si au début de l'année 2011 l'inflation, en raison des spéculations sur les matières agricoles et sur le pétrole, et en raison de la politique monétaire des grandes banques centrales, s'est développée. Il est vrai aussi que grâce à la financiarisation le nombre et le niveau des grandes fortunes dans le monde s'est accru en 2010 de près de 25 % !

1929 : la grande dépression

Avant de parler de la crise de 1929 je voudrais rappeler ici qu'il y a eu de nombreuses crises auparavant : cinq crises se succèdent de 1880 à la veille de la guerre. L'expansion économique à partir de 1896, s'explique par l'apparition de nouvelles activités liées à la seconde révolution industrielle (électricité, pétrole, automobile, textiles, chimie organique) : crise de 1882-1884 (Etats-Unis, France) ; crise liée aux difficultés rencontrées par les compagnies de chemin de fer, dont les profits ont diminués. Faillites bancaires (Union générale, Metropolitan Bank) et croissance du chômage, crise de 1893 - 1900 (Royaume-Uni) : crise du coton, de la métallurgie, des chantiers navals. Effondrement des valeurs ferroviaires aux Etats-Unis. Crise de 1900 (Europe, Allemagne) ; crise liée en Allemagne au surinvestissement dans les industries électriques. Crise de 1907 (Etats-Unis) : crise du cuivre américaine liée à une contraction de la demande de cette matière première. Essor du chômage... (La bourse de New York baisse en quelques jours de 50% !)... En Europe, crise de surproduction et réduction des débouchés extérieurs... Crise de 1913 (Europe) : distorsion entre la production industrielle et les facultés d'absorption du marché.(C'est-à dire, en clair crise de surproduction). La guerre de 1914 va répondre (en partie) à l'émergence de cette crise ! Après la guerre et trois années seulement après la fin de la tuerie de la guerre de 1914 on voit réapparaître la crise en 1921. Huit années ensuite, c'est la grande crise de 1929. On voit par là la périodicité des crises qui surviennent tous les 7 ans en moyenne.

Nous allons maintenant surtout comparer la crise de 1929 et celle qui se développe aujourd'hui. Pour commencer nous allons nous plonger dans le livre intéressant écrit par J.K. Galbraith entre 1954 et 1955, paru en France en 1970.(1) Le sous titre du livre s'intitule: *Anatomie d'une catastrophe financière*. On peut dire de ce livre que c'est surtout l'œuvre d'un historien. Il est rempli de phrases destinées à fortifier la mémoire (les mémoires) sur la crise de 1929, en espérant, sans y croire, qu'elles seront efficaces. Ainsi il écrit à la fin du chapitre 1 : « *Il vaut la peine d'espérer qu'une histoire comme celle-ci maintiendra un peu plus longtemps cette mémoire immunisante.* » Ou bien encore dans la préface:

« *Avec le temps, le nombre de ceux que le souvenir retient doit nécessairement décliner. L'historien, dans un ouvrage comme celui-ci, peut espérer qu'il fournit à la mémoire un substitut qui freinera un peu ce déclin.* » L'auteur ne se fait aucune illusion sur la probabilité que n'apparaissent pas (il est incapable évidemment de dire quand) des comportements boursiers, spéculatifs, attentatoires à la morale des hommes tels qu'ils apparaissaient durant la crise de 1929, ou auparavant... A côté de ces phénomènes, que nous allons examiner ici rapidement, la folie d'un Madoff aujourd'hui ressemble à un crime totalement inaccessible ! Et la crise que nous traversons qui apporte avec elle différents Madoff qui ont développé leurs talents, est plusieurs fois plus forte que ne l'était la crise de 1929 ! (2) Un mot en attendant sur les « économistes fameux » de l'époque :

Galbraith cite par exemple Irving Fisher (de Yale, dont je me souviens à Sciences-Po, entre 1953 et 1955, avoir entendu les louanges de la part de nos professeurs d'économie) qui avant le début de la crise, à l'été 1929, prononça son jugement immortel :

« *Le prix des actions a atteint ce qui paraît être un haut plateau permanent* » ! (Irving Fisher est connu dans les universités pour sa fameuse théorie monétaire alliant quantité

de monnaie, niveau des prix et vitesse de circulation...) Galbraith un peu plus longuement cite aussi la « Harvard Economic Society » entreprise para-universitaire dirigée par un groupe de professeurs d'économie politique « au conservatisme inattaquable » : *« Semaine après semaine ils prédisaient un léger recul dans les affaires. Quand à l'été de 1929 le recul n'eut pas lieu, au moins sous une forme tant soit peu visible, la Société abandonna et avoua son erreur... La Société demeura convaincue qu'aucune crise sérieuse n'était à l'horizon. En novembre, elle annonça fermement : " une crise sévère comme celle de 1920-21 est hors de toute probabilité. Nous ne sommes pas à la veille d'une liquidation prolongée. " Cette opinion, la Société la réitéra jusqu'à ce qu'elle fût liquidée. »* (3)

Qu'est-ce qui a provoqué la crise financière ? La réponse est simple (et juste). *« Cause et effet vont de l'économie au marché financier, jamais dans le sens inverse. En 1929, l'économie allait vers des difficultés. Finalement ces difficultés furent brutalement reflétées à Wall Street. »*

(En cette simple phrase à laquelle nous souscrivons, Galbraith répond ici à tous ceux - comme Daniel Cohen - qui ont échafaudé de belles et bêtes affirmations sur la crise « auto-engendrée » par des manipulations financières.)

L'économie américaine connut elle aussi un « Madoff » : de taille moindre qu'une valeur de 65 milliards de dollars d'aujourd'hui, certes ; il s'appelait Raskob et il désirait ardemment que chaque américain devienne riche. A l'origine son plan était que chaque citoyen mette 15 dollars par mois et les place en actions : au bout de 20 ans cela vaudrait 20.000 dollars. Le hic c'était la durée : 20 ans pour devenir riche c'est un peu trop long. Il proposa de créer une société d'investissement permettant à l'homme pauvre de devenir riche... Mais mieux que cela il y avait surtout le « levier » d'investissement (qui devint célèbre dans le monde des affaires à partir des années 1980) :

« Le principe du levier est le même pour une société d'investissement que le jeu du fouet. Par l'application de lois de physique bien connues, un léger mouvement près du point d'origine se traduit par une forte secousse à l'extrême périphérie. Dans une société, le levier agissait par l'émission de bons, d'actions privilégiées aussi bien que d'ordinaires, pour acheter, plus ou moins exclusivement, un portefeuille de valeurs ordinaires. Quand celles-ci acquises ainsi voyaient leurs prix s'élever. La valeur des bons et des actions privilégiées de la société n'était guère affectée. Ces titres avaient une valeur fixe dérivée de recettes indiquées [...] La plus grande partie du gain des valeurs du portefeuille en hausse était concentrée sur les actions ordinaires de la société, ce qui avait pour résultat de les faire monter fabuleusement. »

C'est aujourd'hui ce qui est le principe de base des « Hedge Funds » (fonds d'investissement spéculatif à leviers, voir chapitre 2).

Mieux encore : de leviers en leviers (à condition évidemment que la hausse continue sans cesse) d'autres sociétés disposant de « leviers », les valeurs d'une société donnée pourraient augmenter de 700, 800 % : ce qui relève évidemment d'une conception folle et magique de l'économie et de la valeur des choses !

« En 1929, la découverte des merveilles de la progression géométrique frappa Wall Street avec une force comparable à celle de l'invention de la roue. »

Mais il faut signaler ici que le montant total des opérations en question ne dépassa pas 600 millions de dollars (environ 6 milliards de dollars d'aujourd'hui) ce qui est peu de choses par rapport simplement aux Hedge Funds (qui en 2007 représentaient comme on l'a vu 1600 milliards de dollars !).

Thomas Jefferson, troisième président des Etats-Unis, avait écrit (en 1802) un passage remarquable et prémonitoire sur les grandes crises qui traverseraient les Etats-Unis :

« je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquis ». Comme cette réflexion a une actualité étonnante aujourd'hui aux Etats-Unis alors que 10000 expropriations journalières ont eu lieu, suite aux «subprimes» consentis à des ménages non fortunés... (A signaler au lecteur qu'en ce début de l'année 2011 les expropriations se poursuivent toujours aux Etats-Unis, à un rythme évidemment inférieur à celui qui eut lieu entre 2007 et le début 2010.)

Cette réflexion de Thomas Jefferson témoigne qu'une réflexion « ordinaire » sur l'origine des crises devrait partir des problèmes que les hommes et les femmes ont à régler tous les jours, sans rechercher dans les mécanismes économiques des « lois » mathématiques ou des « tours de passe-passe ». Examinons maintenant une autre réflexion sur la grande dépression, celle de Paul Reynaud (Président du Conseil à l'époque en France) effectuée 14 jours avant le déclenchement de la crise aux Etats-Unis :

« Que pensez-vous de la situation économique et financière des Etats-Unis ? Certains estiment que la façade actuelle, d'apparence fort brillante, le développement constant de la production, montré par presque toutes les statistiques, l'ascension continue des cours à Wall Street ne pourront point longtemps se continuer et qu'une crise brutale, un jour prochain, éclatera ?

Réponse :

« Il ne pourra s'agir d'une crise violente. Des trusts ont été formés qui détiennent une grande partie des actions des

sociétés qu'ils considèrent comme les meilleures. Ces trusts auront une action régulatrice. J'estime toutefois qu'une crise pointe aux Etats-Unis. Des sources de richesse sont taries. Les agriculteurs se plaignent ; la situation du textile est difficile. Il y a surproduction d'automobiles ; les stocks s'accroissent faute de débouchés, et un ralentissement dans la production automobile atteindra directement les industries métallurgiques, industries de base. En outre, la hausse continue des titres a développé le goût de la spéculation : des Américains ont emprunté de l'argent à 9 % pour acheter des titres ne rapportant que 2 % mais qu'ils espéraient revendre à bénéfice. Des reculs comme ceux qui se sont produits ces jours derniers à Wall Street ne sauraient être négligés; ils sont comme des signes avertisseurs. » (Interview de Paul Reynaud au journal français Le Temps, le 15 octobre 1929.)

Si on avait interviewé les hommes politiques de l'époque (non marxistes) tous auraient répondu de la même manière !

Ce qui est intéressant dans la réponse de Paul Reynaud, c'est évidemment la volonté pour un « grand homme » de montrer sa science, ce qui en même temps dévoile son côté infantile (ce qu'il dit des « trusts » qui auraient une « action régulatrice ») Personne n'imaginait autant de dommages consécutifs à la crise qui est survenue brutalement le 24 octobre 1929.

Il y avait pourtant beaucoup de signes précurseurs, mais évidemment les signes précurseurs on les découvre toujours après, quand la crise est survenue !

Signes précurseurs de la crise de 1929 (un commentaire glané sur Internet) :

« L'extraordinaire prospérité économique que connaissent les États-Unis dans les années 1920 est suivie d'une crise brutale et profonde aux conséquences mondiales. Malgré cette prospérité, le pays se referme sur lui-même. Les barrières douanières protectionnistes sont renforcées...

développant une production industrielle de masse... »
Contrairement à ce que dit ce texte tous ces phénomènes se constatent également en Europe et ne sont pas propres aux Etats-Unis : après la guerre de 1914 on voit partout s'instaurer des tarifs douaniers ! La guerre de 1914 marque la fin de la « monnaie unique » c'est-à-dire de l'or comme monnaie universelle, abandonné peu à peu par tous les pays y compris par celui qui l'avait inventé (la Grande-Bretagne) puis également par les Etats-Unis (qui tout en gardant sa convertibilité en or) s'arrange périodiquement pour dévaluer.

L'or est ainsi abandonné par tous les pays qui vont se raccrocher à leur monnaie nationale - quel qu'en soit le prix. Les Etats-Unis grâce à leur contribution à la première guerre mondiale et au développement prodigieux de leur économie axée sur les produits nouveaux du XXème siècle que sont les automobiles, les équipements de la maison etc. ainsi que par leur production de matières destinées à l'armement, voient leur industrie se concentrer. Les Américains (ceux du moins qui en ont les moyens c'est-à-dire une minorité) sont confiants et achètent de plus en plus à crédit. Les résultats des entreprises s'envolent et les titres boursiers montent inexorablement....

Le plan Young de 1929 (sur le paiement des réparations de l'Allemagne)... s'effondre du fait de la crise économique mondiale qui se déclenche le jeudi 24 Octobre 1929 à Wall Street. (En une seule séance les cotations ont en moyenne chuté de 20 %). A la fin des années 20, les investissements ont créé plus d'espaces de production que nécessaire, et les usines produisent plus que les consommateurs ne peuvent acheter : c'est le propre de toute crise profonde du capitalisme. L'économie sombre dans une dépression très grave, connue par les Américains comme la « Grande Dépression ». Elle est marquée par des niveaux extrêmes de chômage, (en 1932, aux Etats-Unis 15.000.000 de chômeurs sont officiellement recensés sur une population globale de

120.000.000 d'habitants, et sans doute plus si on tient compte de la manière dont ce chiffre a été obtenu), les investissements sont négligeables, et les prix et salaires sont en chute libre. La production bien sûr chute aussi : le produit national qui était de 90 milliards de dollars en 1929 (environ 1200 milliards d'aujourd'hui) tombe à une quarantaine de milliards en 1932 (530 milliards d'aujourd'hui environ). La question qui se pose maintenant dans le monde est donc de savoir combien il y aura de chômeurs aux États-Unis et dans le reste du monde. Nous avons quelques éléments partiels pour répondre à cette question :

- aux États-Unis le chômage a augmenté en 2009 de 7 millions de personnes et a atteint en 2010 plus de 15 % de la population active si on tient compte des personnes ayant abandonné tout espoir de retrouver du travail.)(4) De plus il ne faut pas oublier qu'il y a dans les prisons américaines près de 3.000.000 de prisonniers et que les prisons américaines sont devenues le troisième employeur des États-Unis !

En France le chômage augmentera d'1 million de personnes et atteindra - toujours officiellement -10 % de salariés (chiffres officiels : et beaucoup plus en réalité) et évidemment en Europe ce taux sera encore plus important. (Ne parlons pas de la Grande-Bretagne où le taux de chômage rejoindra celui des États-Unis)

- Dans le reste du monde le chômage se situera au niveau américain, ou plus important encore. En Chine populaire, en dehors des statistiques officielles qui n'ont rien à voir avec la réalité, le chômage réel a augmenté d'environ 30.000.000 de personnes (5), ce qui à l'échelle de la France correspondrait à une hausse d'environ 1.500.000 personnes !(6)

On pourrait continuer par l'Inde, la Russie, les pays de l'ancienne Europe de l'Est, le Pakistan, et à la fin 2010 les pays du Proche-Orient et du Moyen-Orient dont les révoltes sociales prouvent l'importance qu'a la crise dans la vie de tous les jours de la population de ces pays. Partout on verra le

chômage osciller entre 15 et 25, et même 40 % de la masse des salariés... Ce qui entraînera en conséquence une baisse sensible de la production des matières consommables : je suis dans l'incapacité de prédire le pourcentage (cela ne baissera pas de 55% comme aux Etats-Unis entre 1929 et 1930) mais le niveau de baisse sera à la hauteur du chômage (mettons 20 % en moyenne : et ceci à la hauteur des 7 milliards d'individus qui peuplent ce monde !) Gageons néanmoins, que le niveau des dépenses militaires dans le monde sera le seul à augmenter : pour financer l'occupation de l'Irak, la lutte contre les Talibans au Pakistan et la guerre en Afghanistan ... Ou ailleurs ! (Ainsi la production ne baissera pas complètement de 20% !) (7)

Revenons, après ce détour sur la crise actuelle, à la grande dépression des années trente : le Congrès et l'Administration Hoover déclenchent une politique douanière protectionniste et par décrets tentent de maintenir les prix pour les fermiers, et de lancer un programme de grands travaux publics, pensant que le gouvernement fédéral se devait de maintenir le niveau de l'emploi. Ces efforts sont sans précédents, mais la dépression en a raison : les indices des prix, profits, production, et chômage empirent. (On pense en lisant cela à la politique d'Obama ou bien à celle de Sarkozy), politiques visant essentiellement à promouvoir l'offre - par exemple par une politique offrant des grands travaux aux entreprises - et non pas à réduire l'écart entre les salaires et les profits ! Il est vrai qu'une véritable politique visant à restreindre les profits et à augmenter le niveau des salaires - au détriment des profits - implique une volonté politique forte : avec une participation active des travailleurs pour contrôler leur entreprise, jusqu'à l'autogestion et/ou la nationalisation, ce serait en somme une véritable politique socialiste, engagée si possible à l'échelle de plusieurs pays...

Au 1^{er} Janvier 1930, les principaux titres ont perdu 25% de leur valeur. Des titres comme Du Pont de Nemours ont

abandonné 90% de leurs valeurs, 96% pour Daimler Chrysler. Ne parlons pas de la valeur de l'action Goldmann-Sachs réduite à sa plus simple expression. (1,04 au lieu de 110 avant la crise boursière.)

Pour écouler leurs stocks, de nombreuses entreprises baissent leurs prix, ce qui entraîne une baisse des salaires et une réduction du pouvoir d'achat. (8) La plupart des entreprises qui vivaient à crédit se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts, et sont obligées de fermer. (On constate aujourd'hui que la déflation est à notre porte et que les gouvernements occidentaux s'apprêtent bien à répondre à la tendance déflationniste : on commence par les livrets de caisse d'épargne et les fonds versés aux banques par les travailleurs - tel le livret A en France qui passe en un trimestre de 4 à 1,5 % - pour dans un deuxième temps frapper les revenus des retraités, puis les salaires...)

Aux Etats-Unis en 1932 25% de la population active se retrouve au chômage dans une situation misérable, s'entassant dans des bidonvilles qui par dérision ont été surnommés *Hoovervilles*.

« Avec des millions de sans-emploi, l'agitation politique et le mécontentement ont beaucoup augmenté dans les classes travailleuses. L'administration républicaine alors au pouvoir, dirigée par le président Herbert C. Hoover, prend des mesures d'urgence, parfois en usant de la répression, tout en demeurant persuadée que la prospérité est au coin de la rue », c'est-à-dire que les affaires reprendront d'elles-mêmes comme dans les crises précédentes. (Si on écoute les journalistes « économiques et les « grands » économistes c'est bien sûr ce qui se produira bientôt.)

Les Républicains au pouvoir entre 1920 et 1932 vont être rendus responsables de la crise, et lors des élections présidentielles de 1932 ils sont balayés par le candidat démocrate, Franklin Delano Roosevelt élu avec 62%. Quelles sont les causes de la crise de 1929 ?

On peut à ce sujet remonter à toutes les crises classiques du capitalisme : ainsi on pourrait citer la crise de 1857, celle de 1873 qui avait eu pour solde la 1^{ère} guerre mondiale (après une nouvelle crise en 1913), celle de 1921 ; c'est toujours le même phénomène cyclique qui autant dans les crises courtes (7 à 10 ans) que dans les crises longues (1873,1929) et la crise d'aujourd'hui, se manifeste d'abord par une crise de surproduction qui entraîne une baisse générale du taux de profit absolument intolérable pour le capital... Dans les années vingt on assiste en Europe et aux Etats-Unis à une montée de la concentration des grandes industries de l'acier, de l'automobile, suite à l'introduction dans les années 1910 des nouvelles méthodes de production « tayloriennes » (dénommées « fordisme ») qui produisent IG Farben, Siemens, Ford, General Motors mais aussi en France de Wendel, Schneider, etc. Alors pourquoi cela explose en 1929 ? Ce sont les mêmes phénomènes qui se sont produits aujourd'hui. Cette énorme concentration du capital a développé des moyens gigantesques de production et pesé négativement sur le taux de profit. (On a vu précédemment que pour lutter précisément contre cette baisse du taux de profit les milieux financiers il y a plus de trente ans ont élaboré de nouvelles stratégies qui toutes font porter sur le dos des travailleurs et de la classe moyenne la baisse du taux de profit.) Chaque crise s'accompagne de phénomènes spéculatifs. Une des caractéristiques du capital, c'est la dissociation du capital argent de la production. Il y a donc eu une énorme spéculation entre 1924 et 1929, entraînant une différence entre le niveau de la production matérielle et le niveau de la spéculation.

Comme aujourd'hui, le facteur financier a été non pas la cause de la crise, mais le facteur déclenchant de la crise. Peut-on apprécier le niveau en valeur de la crise de 1929 par rapport à la crise d'aujourd'hui ? Prenons donc le revenu national qui était d'environ 90 milliards de dollars en 1929 :

en dollars d'aujourd'hui cela représente environ 1350 milliards alors que le revenu national américain d'aujourd'hui est huit fois plus important ! Nous ne sommes qu'au début d'une crise de longue durée et il est normal que les chiffres de l'effondrement soient moins forts qu'en 1929, parce que l'économie mondiale est plus « multilatérale » et beaucoup plus importante et massive qu'en 1929. Il faudra attendre 2011-2012 pour voir le véritable niveau de la crise apparaître. Mais on peut dire en gros que la crise aujourd'hui, en termes purement quantitatifs, est au moins dix fois plus importante que la crise de 1929. Ne parlons pas des escroqueries : Madoff est arrivé aujourd'hui à un zénith ! Les escroqueries des petits malins de 1927-1929 ne dépassaient pas (c'était un grand maximum) le million de dollars ! Nous avons vu également à quel point le niveau de crédits était aujourd'hui stupéfiant : et nous verrons dans les mois et les années qui viennent à quel point il y a concomitance entre la crise de 1929 et la crise actuelle. Le tableau qui suit donne le revenu moyen par tête d'habitant pour les 15 pays les plus riches et pour les 15 pays les plus pauvres : il date de 2005 et il sera un jour conçu pour 2008 et 2009. Il ne s'agit évidemment que d'une moyenne ; on divise le revenu national par le nombre d'habitants sans tenir compte du niveau hiérarchique des salaires, des revenus, du profit. Mais malgré ses imperfections ce tableau donne une image terrible du niveau de dégradation dans laquelle se trouve l'Afrique ! 12 des quinze pays les plus pauvres du monde sont des pays africains. On notera que la différence entre les plus riches et les plus pauvres varie de 40 à 50 fois. On peut déjà dire au sujet de ce tableau que l'Islande va sérieusement dégringoler, suivie par l'Irlande, les Etats-Unis, le Danemark, et sans doute la Belgique. Mais il faut reconnaître que sans mouvement important législatif (évidemment sans contrainte extérieure ce mouvement législatif ne risque pas d'arriver), le Luxembourg, les Bermudes, Guernesey, le Lichtenstein, la

Suisse, l'Autriche et les îles Caïman (paradis fiscaux) garderont leur place au soleil ! (Sans oublier Guernesey, Jersey, Monaco, Andorre etc. etc.)

Voici un tableau de la richesse des pays, réalisé en 2005 : (sur Internet ce tableau n'est pas encore disponible pour les années 2008 – 2010.)

Les 15 plus « riches » : RNB par tête.	Les 15 plus « pauvres » : RNB par tête.
(Chiffres de 2005)	(Chiffres de 2005)
Luxembourg 54 432	Nigeri 998
Norvège 37 964	Tadjikistan 957
Etats-Unis 37 812	Niger 852
Bermudes 37 500	Afghanistan 832
Guernesey + Jersey 32 030	Yémen 817
Liechtenstein 32 030	Zambie 816
Suisse 31 964	Congo (Brazzaville) 799
Irlande 31 458	Madagascar 793
Danemark 31 011	Guinée-Bissau 744
Islande 30 354	Éthiopie 695
Canada 29 499	Tanzanie 628
Autriche 29 471	Burundi 622
Belgique 29 047	Congo (Kinshasa) 615
Australie 29 000	Malawi 533
Îles Caïman 28 930	Sierra Leone 506

(En caractères gras les paradis fiscaux.)

Il nous reste maintenant à revenir à Marx qui a expliqué dans la grande majorité de ses livres le mécanisme de la crise. Mais auparavant je voudrais tout de même citer ici Immanuel Wallerstein grand historien américain, chercheur au département de sociologie de l'université de Yale, ex-président de l'Association internationale de sociologie, qui situe cette crise dans la lignée des crises de longue durée,

c'est à dire dans le sillage des longues crises énumérées par Kondratieff (9). Voici un résumé de ses explications parues dans « Le Monde » du 11 octobre 2008 :

« Comment replacez-vous la crise économique et financière actuelle dans le “ temps long “ de l'histoire du capitalisme ?

Immanuel Wallerstein : Fernand Braudel (1902-1985) distinguait le temps de la « longue durée », qui voit se succéder dans l'histoire humaine des systèmes régissant les rapports de l'homme à son environnement matériel, et, à l'intérieur de ces phases, le temps des cycles longs conjoncturels, décrits par des économistes comme Nicolas Kondratieff (1882 -1938) ou Joseph Schumpeter (1883-1950). (10)

Nous sommes aujourd'hui clairement dans une phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a trente à trente-cinq ans, après une phase A qui a été la plus longue (de 1945 à 1975) des cinq cents ans d'histoire du système capitaliste... Depuis plus de trente ans, les entreprises, les Etats et les ménages s'endettent, massivement. Nous sommes aujourd'hui dans la dernière partie d'une phase B de Kondratieff, lorsque le déclin virtuel devient réel, et que les bulles explosent les unes après les autres : les faillites se multiplient, la concentration du capital augmente, le chômage progresse, et l'économie connaît une situation de déflation réelle... Nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste... Le capitalisme ne parvient plus à “ faire système “, au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917 - 2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais

entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot "crise" à ce type de période.

Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin... je pense que les possibilités d'accumulation réelle du système ont atteint leurs limites.

Le capitalisme, depuis sa naissance dans la seconde moitié du XVI^e siècle, se nourrit du différentiel de richesse entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément géographiques) de plus en plus appauvries.

A cet égard, le rattrapage économique de l'Asie de l'Est, de l'Inde, de l'Amérique latine, constitue un défi insurmontable pour "l'économie-monde" créée par l'Occident, qui ne parvient plus à contrôler les coûts de l'accumulation. Les trois courbes mondiales des prix de la main-d'œuvre, des matières premières et des impôts sont partout en forte hausse depuis des décennies. La courte période néo-libérale qui est en train de s'achever n'a inversé que provisoirement la tendance : à la fin des années 1990, ces coûts étaient certes moins élevés qu'en 1970, mais ils étaient bien plus importants qu'en 1945. En fait, la dernière période d'accumulation réelle - les " trente glorieuses " - n'a été possible que parce que les Etats keynésiens ont mis leurs forces au service du capital. Mais, là encore, la limite a été atteinte... Cela dit, la crise la plus récente similaire à celle d'aujourd'hui est l'effondrement du système féodal en Europe, entre les milieux du X^e et du XVI^e siècle, et son remplacement par le système capitaliste. Cette période, qui culmine avec les guerres de religion, voit s'effondrer l'emprise des autorités royales, seigneuriales et religieuses sur les plus riches communautés paysannes et sur les villes. C'est là que se construisent, par tâtonnements successifs et de façon inconsciente, des solutions inattendues dont le succès finira par faire système en s'étendant peu à peu, sous la forme du capitalisme.

Combien de temps la transition actuelle devrait-elle durer, et sur quoi pourrait-elle déboucher? La période de destruction de valeur qui clôt la phase B d'un cycle Kondratieff dure généralement de deux à cinq ans avant que les conditions d'entrée dans une phase A, lorsqu'un profit réel peut de nouveau être tiré de nouvelles productions matérielles décrites par Schumpeter, sont réunies. Mais le fait que cette phase corresponde actuellement à une crise de système nous a fait entrer dans une période de chaos politique durant laquelle les acteurs dominants, à la tête des entreprises et des Etats occidentaux, vont faire tout ce qu'il est techniquement possible pour retrouver l'équilibre, mais il est fort probable qu'ils n'y parviendront pas... Nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun : il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle. Mais comme cet avenir sera la somme du nombre incalculable de ces actions, il est absolument impossible de prévoir quel modèle s'imposera finalement. Dans dix ans, on y verra peut-être plus clair ; dans trente ou quarante ans, un nouveau système aura émergé. Je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas encore plus violent que le capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un modèle plus égalitaire et redistributif... Les conséquences politiques de la crise actuelle seront énormes, dans la mesure où les maîtres du système vont tenter de trouver des boucs émissaires à l'effondrement de leur hégémonie. Je pense que la moitié du peuple américain n'acceptera pas ce qui est en train de se passer. Les conflits internes vont donc s'exacerber aux Etats-Unis, qui sont en passe de devenir le pays du monde le plus instable politiquement. Et n'oubliez pas que nous, les Américains, nous sommes tous armés... »

(Propos recueillis par Antoine Reverchon.)

On peut être étonné devant les déclarations pessimistes de Wallerstein : il prédit la fin du système capitaliste sans être capable de prévoir son remplacement par un système plus juste, plus « moral »... La conclusion sur les Américains « tous armés » est, elle aussi, surprenante de la part d'un historien « raisonnable », mais elle indique vraiment à quel point la crise est ressentie fortement aux Etats-Unis ! Sa conviction est là et elle ne manque pas de poids ! Il est certain (quand?) qu'un jour naîtra un véritable système socialiste. L'Amérique latine aujourd'hui, avec la Bolivie, le Venezuela, l'Équateur, le Paraguay, l'Argentine, le Nicaragua, Cuba (et aujourd'hui le Pérou) nous donne peut-être une voie nouvelle à suivre ! (11)

Notes sur le chapitre 4

(1) Petite Bibliothèque Payot. Galbraith est mort à 98 ans en 2006 ; il était néo- keynésien.

(2) Madoff, escroc génial, se révèle ainsi être un indice de mesure de l'ampleur de la crise actuelle !

(3) Cette position (comme on l'a vu au chapitre précédent) est habituelle chez tous les économistes classiques qui refusent par principe d'analyser la crise qui vient et refusent d'en voir toutes les conséquences. On voit aujourd'hui, comme en 1929, les « économistes », les hommes politiques au pouvoir, ainsi qu'une grande majorité de journalistes, tenter de minimiser par tous les moyens l'ampleur de la crise.

(4) Le chômage début avril 2009 aux Etats-Unis se monte à 8,5 % : il ne prend pas en compte l'énormité du nombre des détenus américains (3.000.000 de personnes dont plus de 50 % de noirs) ni les « découragés du travail » ni non plus les travailleurs à temps partiel non volontaires...

(5) les chiffres officiels annoncés début 2009 (février) sont de 20 millions de chômeurs en plus (retour à la campagne de paysans travaillant en ville) : nous supposons -sans prendre de risques- qu'ils seront 30.000.000 à la fin de l'année. (Mais on doit savoir aussi à quel point le régime chinois ment !)

(6) Le calcul est simple : on divise 30.000.000 par le nombre d'habitants : on obtient 2,2 % que l'on applique à la France ce qui donne environ 1.500.000 personnes de plus pour l'année 2009 : ce qui augmenterait le taux de chômage en France qui passerait ainsi à 14 ou 15 % ...

(7) On constate début 2011 une hausse importante du prix des matières premières agricoles et du pétrole ; la hausse du pétrole devrait au cours du deuxième semestre 2011 se calmer et redescendre : il n'en va pas de même pour les matières premières agricoles qui touchent les travailleurs des pays pauvres, c'est-à-dire la très grande majorité des travailleurs du monde entier.

(8) On ne se rend pas compte dans les pays occidentaux (sauf pour le paiement des rentes par capitalisation) à quel point la baisse des prix entraîne une baisse des salaires ! (comme ce fut le cas en France dans les années trente.)

(9) Kondratieff (1895-1938 - mort au Goulag -) : il est célèbre pour sa théorie des crises. Outre les crises courtes qui caractérisent le capitalisme, il distingue les crises longues (60 ans environ) : elles comprennent un cycle A marqué par un capitalisme ascendant, puis ensuite par un cycle B (capitalisme spéculatif) se terminant lui même par une crise...

(10) Schumpeter : économiste de tendance classique qui écrit pendant la guerre de 1939 son œuvre ultime qui ne manque pas d'intérêt : *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Dans cette œuvre dernière écrite en 1942 (traduite en Français et publiée après la guerre en 1950, éditions Payot,) Schumpeter, avec un ton très pessimiste, critique le capitalisme et annonce ses dernières années : (p. 403 ultima verba - écrits juste avant sa mort -)... « *Le socialisme centralisateur a les meilleures chances d'être son héritier présomptif* » (du régime capitaliste.) On voit dans cette phrase ... l'influence pernicieuse du stalinisme !

(11) On lira à ce propos mon livre: *La servitude volontaire hier et aujourd'hui* (ouvrage cité) dont le dernier chapitre s'intitule « L'Amérique latine va-t-elle modifier la donne internationale? »

Retour à Marx sur le capitalisme et la crise

Commençons par les « Manuscrits de 1844 » - Flammarion - sa grande œuvre de jeunesse.(il avait 26 ans). La frénésie capitaliste, (ce besoin de gagner toujours et toujours plus d'argent), est décrite ici très simplement : d'une part existe le désir de créer de nouveaux besoins et d'autre part le besoin du développement permanent du... besoin d'argent :

«... Sous le régime de la propriété privée... chacun s'applique à susciter chez autrui un besoin nouveau pour le contraindre à un nouveau sacrifice, pour le placer dans une nouvelle dépendance et le pousser à un nouveau mode de jouissance, donc de ruine économique. Chacun cherche à créer une force essentielle étrangère dominant les autres hommes pour en tirer la satisfaction de son propre besoin égoïste... Tout produit nouveau renforce encore la tromperie réciproque et le pillage mutuel ; l'homme devient de plus en plus pauvre en tant qu'homme; il a de plus en plus besoin d'argent pour s'emparer de l'être hostile, et la puissance de son argent diminue en raison inverse de l'accroissement du volume de la production. Autrement dit, son indigence augmente à mesure que croît la puissance de l'argent. Le besoin d'argent est donc le vrai et unique besoin suscité par l'économie politique. La quantité devient de plus en plus l'unique et puissante propriété de l'argent... Sur le plan subjectif même, cela se manifeste d'une part en ceci que l'extension des produits et des besoins devient l'esclave inventif et rusé d'appétits inhumains, raffinés, contraires à la nature et imaginaires... »

Dans ce document écrit comme un texte destiné à être amélioré, intégré dans un vaste ensemble, mais imparfait, réduit à l'état de notes, Marx avec son sens de la formule et sa profondeur, montre parfaitement en 1844 quel va être le chemin parcouru par le capitalisme : développement infini des besoins d'un côté, et de l'autre accentuation de la misère économique et... philosophique de l'individu !

«... Cette aliénation produit d'un côté le raffinement des besoins et des moyens de les satisfaire, de l'autre le retour à une sauvagerie bestiale, la simplicité totale, grossière et abstraite du besoin ; ou plutôt elle ne fait que se reproduire elle-même en tant que contradiction. Même le besoin de grand air cesse d'être un besoin pour l'ouvrier... La lumière, l'air, etc. cessent d'être un besoin pour l'homme. La crasse, cette débauche, cette putréfaction de l'homme, ce cloaque (au sens littéral) de la civilisation, l'incurie totale et contraire à la nature, la nature putride, deviennent l'élément où il vit... »

Il suffit de voir comment vivent en France plus de 100.000 personnes sans domicile fixe (combien seront-ils dans un ou deux ans ?) et des millions de pauvres, de voir comment vivent en Afrique plus de deux cent millions de personnes sans abri effectif avec moins de deux dollars par jour, comment vivent aux Etats-Unis des millions de personnes chassées de leur maison (« crise des subprimes »), au Cambodge, au Viêt-Nam, en Chine, en Inde, dans les pays de l'Est, et dans les pays du Proche et Moyen-Orient (pour la plupart pourtant riches en pétrole) etc. etc.

Selon un rapport établi en août 2007 par Jules Dufour :

« Selon les données fournies par “ Abolissons la pauvreté ” non seulement décime-t-elle toujours des populations entières, mais les organismes internationaux notent une aggravation généralisée du phénomène. Chaque année, neuf millions de personnes meurent de faim ou de malnutrition, un milliard n'a pas accès à l'eau potable et

plus d'un milliard de personnes vivent dans la misère extrême avec moins d'un dollar par jour. D'autres statistiques sont tout simplement intolérables. Près de 50% de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour; 50 000 personnes meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté ; l'Afrique consacre en moyenne 14\$ par personne par jour au service de la dette et seulement 5\$ aux soins de santé... »

(Imaginez ce qu'est aujourd'hui la situation de ces populations dans le dénuement et le nombre qu'elles ont atteint durant cette crise qui se prolonge en 2011). Enfin selon un autre rapport datant de mai 2008 :

« Il y a près de trois milliards de femmes et d'hommes qui vivent aujourd'hui avec moins de 2 dollars par jour. Environ 8 millions d'enfants meurent chaque année à cause de la pauvreté, 150 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent des méfaits de la malnutrition, près de 100 millions d'enfants vivent dans la rue dans des conditions de dénuement extrême. »

Selon les statistiques que donne le Brésil, l'écart entre les riches et les pauvres a été multiplié par 30 entre 1960 et 1974 et par 74 entre 1974 et 1997. Un cinquième de la population mondiale détient 86% de toutes les richesses de la planète. Le montant total de l'investissement supplémentaire qu'il faudrait consentir pour assurer à tous l'accès aux services sociaux de base - instruction, santé, nutrition, santé, en matière de procréation, planification familiale, eau salubre et assainissement - est estimé à quelque 40 milliards de dollars par an. C'est moins que ce que les Européens dépensent en cigarettes et cela représente moins d'un dixième du commerce mondial de stupéfiants. C'est aussi trois fois moins que le montant des dépenses militaires des pays non-industrialisés. (Kofi Annan, Nations Unies). Que va apporter la crise mondiale à la pauvreté ? On peut prédire sans se tromper, que la crise mondiale qui est en train de s'installer

dans tous les pays va apporter un surcroît de pauvreté : on peut l'estimer globalement à 2 % de hausse, par an, sur un revenu mondial de 40.000 milliards de dollars... Si la crise dure quelques années, si elle s'approfondit, cela se traduira par des révoltes sauvages et des répressions intolérables.

(Nous en avons désormais la preuve flagrante dans les pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient !)

Continuons la lecture du manuscrit de 1844 : on y trouve (p.174) une remarque capitale qui n'a jamais été sérieusement prise en compte et qui pourtant aujourd'hui à l'heure où des cris de détresse sont lancés par des hommes et des femmes conscients des problèmes nouveaux posés par l'accroissement de la population restent pratiquement sans réponse :

« Si l'économie politique affirme que la demande et l'offre se couvrent toujours l'une l'autre, elle oublie aussitôt que, d'après ses propres affirmations, l'offre en hommes (théorie de la population) dépasse toujours la demande, que le résultat essentiel de toute la production - l'existence de l'homme - fait donc apparaître de la façon la plus nette la disproportion entre la demande et l'offre. »

Dans ce passage, capital pour nous qui proposons des mots d'ordre écologiques, une manière à la fois écologique et marxiste de lutter contre la crise, Marx à nouveau souligne que l'un des points important dans le système capitaliste est la volonté des capitalistes (les gouvernants) de favoriser le développement démographique de l'être humain sans aucune préoccupation de la satisfaction de ses besoins...(1) Cela s'appelle créer une armée de réserve de travailleurs pour évidemment payer moins cher ceux qui travaillent.

Or depuis la fin de la deuxième guerre mondiale c'est ce à quoi on a assisté d'une manière vertigineuse : la population mondiale qui avait doublé en près de 150 ans, (de 1800 à 1945), grâce au développement du capitalisme, a été multipliée par trois et demi en 63 ans (en 2008) ! Plus loin on assiste à une dénonciation de l'argent, de son caractère

magique et de tous les ressorts psychologiques touchés par lui : (p 194).

« L'argent) transforme la fidélité en infidélité, l'amour en haine, la haine en amour, la vertu en vice, le vice en vertu, le valet en maître, le maître en valet, l'idiotie en intelligence, l'intelligence en idiotie... L'argent confond et échange toutes choses, il est la confusion et la permutation universelles de toutes choses : c'est le monde à l'envers, la confusion et la permutation de toutes les propriétés naturelles et humaines... l'argent échange donc - du point de vue de son possesseur - toute qualité contre toute autre, ainsi que sa qualité et son objet contraires ; il est la fraternisation des impossibilités. Il force les contraires à s'embrasser... »

Il suffit de penser à l'escroc Madoff si apprécié de ses congénères, un être absolument merveilleux... qui a escroqué le monde de 65 milliards de dollars. Après l'étude et la lecture de Marx il est amusant aujourd'hui de voir à quel point ceux qui veulent « moraliser le capitalisme » (pensons à un Président d'une certaine république bananière avec Paris comme capitale) se moquent de nous ! Enfin dans le Capital, livre III troisième section (page 1026 de l'édition de La Pléiade annotée par Maximilien Rubel) Marx analyse les différentes étapes de la crise économique :

« A mesure que le processus se développe, qui s'exprime dans la baisse du taux de profit (2), la masse de plus-value ainsi produite s'accroît immensément. Vient alors le second acte du processus. Il faut que toute la masse des marchandises, le produit total, aussi bien que la partie qui représente le capital constant et le capital variable que celle qui représente la plus-value, se vende. Si la vente ne s'opère pas ou bien ne s'opère que partiellement ou à des prix inférieurs aux prix de production, il y a bien eu exploitation de l'ouvrier, mais elle n'est pas réalisée comme telle par le capitaliste : elle peut même aller de pair avec l'impossibilité totale ou partielle de réaliser la plus value extorquée, voire

s'accompagner de la perte totale ou partielle du capital. Les conditions de l'exploitation directe et celles de sa réalisation ne sont pas les mêmes ; elles diffèrent non seulement de temps et de lieu, mais même de nature. Les unes n'ont d'autres limites que les forces productives de la société, les autres la proportionnalité des différentes branches de production et le pouvoir de consommation de la société. Mais celui-ci n'est déterminé ni par la force productive absolue ni par le pouvoir de consommation absolu ; Il l'est par le pouvoir de consommation qui a pour base les conditions de répartition antagoniques qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum variable dans des limites plus ou moins étroites. Il est en outre restreint par le désir d'accumuler, la tendance à augmenter le capital et à produire de la plus value sur une échelle plus étendue...

Il faut par conséquent constamment élargir le marché, si bien que ses interrelations et les conditions qui les règlent prennent de plus en plus la forme d'une loi naturelle indépendante des producteurs et deviennent de plus en plus incontrôlables...

Plus les forces productives se développent plus elles entrent en conflit avec les fondements étroits sur lesquels reposent les rapports de consommation. »

Nous avons ici, résumé, le fondement de l'explication sur les conditions de réalisation de chaque crise du capitalisme ! On pourra noter à ce propos un phénomène typique de baisse relative du pouvoir d'achat depuis trente ans (la fin des trente glorieuses et le début de l'ère Reagan et Thatcher) : en France (et dans tous les pays « développés ») la part des salaires dans le produit intérieur net a baissé d'environ 10% : ce sont les profits qui augmentent. Ne parlons pas des autres pays !

Il existe deux secteurs fondamentaux (Rosa Luxembourg en avait introduit un troisième, le secteur militaire, pour analyser le fonctionnement du capitalisme en temps de guerre) (3) :

1/- Le secteur de production des moyens de consommation (capital variable).

2/ - Le secteur de production des moyens de production (capital constant).

La crise survient quand l'écart commence à se creuser entre ces deux secteurs (il y a alors baisse du taux de profit) car, pour une masse toujours plus grande de capital (constant) engagé, il y a baisse absolue puis relative des profits. (Page 1031) :

« tantôt successivement dans le temps. Périodiquement, le conflit des forces antagoniques éclate dans les crises. Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé. » (4)

Et un peu plus loin il ajoute : (p.1032) :

« La production capitaliste tend constamment à surmonter ces limites inhérentes ; elle n'y réussit que par des moyens qui dressent à nouveau ces barrières devant elle, mais sur une échelle encore plus formidable. La véritable barrière de la production capitaliste c'est le capital lui-même... Le capital et son expansion apparaissent comme le point de départ et le terme, comme le mobile et le but de la production ; la production est uniquement production pour le capital, au lieu que les instruments de production soient un moyen pour un épanouissement toujours plus intense du processus de la vie pour la société des producteurs... Si le mode de production capitaliste est, par conséquent, un moyen historique de développer la puissance matérielle de la production et de créer un marché mondial approprié, il est en même temps la contradiction permanente entre cette mission historique et les conditions correspondantes de la production sociale. »

Le capitalisme est donc en permanence un mode de régulation de l'économie aux antipodes de la justice sociale et

de la satisfaction des véritables besoins humains. Marx nous le démontre encore (p. 1035) :

« Tant que tout va bien, la concurrence engendre, comme l'a démontré l'égalisation du taux de profit général, la fraternité pratique de la classe capitaliste : elle se partage le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais, dès qu'il ne s'agit plus de partager le profit, mais la perte, chacun s'efforce de réduire sa quote part à un minimum et de la mettre au compte du voisin. La perte est inévitable pour la classe capitaliste. Quant à la part que chaque capitaliste doit en supporter, c'est affaire de force et de ruse, et la concurrence se change alors en une lutte de frères ennemis... »

Quels évènements peut-on indiquer pour illustrer cette lutte à mort ? Encore une fois, au risque de me répéter je citerai l'affaire Madoff qui démontre à quel point la cupidité de ses clients banquiers, industriels, grands commerçants et simples particuliers ayant de la fortune et évidemment voulant la faire fructifier, a été énorme ! (5)

Ainsi nous voyons sous nos yeux s'écrouler la grande aventure du libéralisme, de la mondialisation et de la main invisible d'Adam Smith, prônée par Friedman et Hayek de l'école de Chicago, qui s'est traduite par un vol et un viol gigantesque des populations de différents pays (Amérique latine, Russie, Pays de l'est, Afrique et Asie - Indonésie, Birmanie, Chine, Inde, Pakistan - etc.) Sans oublier les pays du Moyen orient : Arabie saoudite, Koweït, Doubaï, et bien entendu, comme le démontre la crise installée au Proche et au Moyen - Orient, la Tunisie l'Egypte, la Lybie, l'Algérie, la Jordanie, le Yémen, Bahreïn, la Syrie, la Palestine et Israël. Avec récemment la guerre introduite en Irak et en Afghanistan.(6) Plus, bien sûr, la tentative en partie réussie en Europe occidentale et aux Etats-Unis de faire appliquer

par les gouvernements les principes du « tout pour le marché »...(7)

Notes du chapitre 5

(1) Dans cette phrase capitale Marx va beaucoup plus loin que simplement la satisfaction des besoins humains : on peut dire, si on la prend dans un sens écologique, qu'il faut de toute urgence arrêter la folle augmentation de l'espèce humaine en développant partout la contraception et bien sûr le droit à l'avortement. Il faudra aussi créer les conditions (les motivations) pour que les populations recourent à ces droits.

(2) La baisse du taux de profit : elle n'est que « tendancielle » et pas absolue, elle est le plus souvent « relative ». Le taux de profit ne baisse que durant les périodes (parfois très longues) précédant les crises, pour remonter ensuite. On peut dire ainsi que tant que dure le capitalisme, à certains moments le taux de profit diminue pour remonter durant la phase ascendante... et diminuer pendant la phase suivante. Rappelons ici que pour obtenir le taux de profit moyen sur un an on prend le bénéfice net annuel rapporté aux matières premières et au capital fixe consommés en une année auxquels on rajoute le montant des salaires versés durant l'année : dans la période soixante-huitarde on a vu les Maos se gargariser de « la baisse du taux de profit » ... Les grands (et les moyens) financiers ont fini par comprendre ce qui arrivait et ont développé à partir des années soixante dix de nouveaux moyens plus efficaces pour développer leur capital d'une manière permanente (croient-ils) ! la financiarisation. C'est ainsi que les salaires mondiaux ont baissé en trente ans de 10 % et les profits ont augmenté de 10%.

(3) Rosa Luxembourg : *L'accumulation du capital*

(4) Voici une note relevée dans Internet sur le système Ponzi appliqué par Madoff : « *Un ponton du système financier Américain arrêté par le FBI, pour avoir monté, via un système financier lié aux Hedge Funds, une gigantesque arnaque financière plus connue sous le nom de son découvreur escroc, un italien au début du 20 siècle, Ponzi. En France, plus connue sous le nom de « arnaque à la boule de neige ».* Rémunérer des épargnants à des taux mirobolants, avec l'argent des futurs emprunteurs, en gardant secrète la technique, une course en avant jusqu'à la culbute. Celle ci s'est achevée avec fracas: le montant des pertes record est de 50 Milliards de dollars. Selon une information diffusée le 13/3/09 le montant des pertes serait en réalité de... 65 milliards de dollars !

(5) A ce sujet il est certain que les affirmations de I. Wallerstein qui prévoit que la crise actuelle signifiera « la fin du capitalisme » sont incertaines : ce pourrait être aussi une fin dictatoriale, sanguinaire,

marquée par un développement de la population, un manque de subsistances pour les nourrir toutes, un manque d'eau consécutif à une désertification forcée d'une grande partie de l'univers... On lira également à ce propos *La stratégie du choc* de Naomi Klein - paru chez Actes Sud en mai 2008 - qui montre politiquement comment l'école de Chicago animée par Friedman et Hayek, s'est comportée dans le monde, à commencer par le Chili en 1973 avec la chute du président Allende...

(6) Peut-être que les grandes puissances s'imaginent aujourd'hui que la guerre en général constituerait un palliatif à la crise ? Ainsi on comprendrait mieux les raisons qui poussent les grandes puissances, sous la pression d'Israël, à attaquer l'Iran.

(7) Lire à ce sujet (ouvrage cité) *La stratégie du choc* de Naomi Klein : elle démontre avec force que « l'école de Chicago » (qui donna les indications qui prévalurent dans tous les Etats sur la nécessité de laisser faire et laisser aller l'économie) fut derrière toutes les occasions offertes aux milieux capitalistes de s'opposer et surtout de réprimer les mouvements populaires de contestation...

La crise vue par différents penseurs

La crise enseignée aux débutants : c'est Henri Houben qu'il faut choisir pour cela. Henri Houben est docteur en économie et membre du secrétariat d'ATTAC en Belgique. Il a une vision particulièrement claire et est parfaitement intelligible. Sur Internet figure son cours daté de février 2008 qui a été réalisé pour ATTAC. Je conseille vivement à chacun de le lire. La lecture en est facile et absolument pédagogique. Le cours débute par une série de questions : « *Les Bourses chutent. Le marché immobilier s'effondre aux Etats-Unis.*

Les Banques centrales prêtent massivement aux banques. Y a-t-il une crise?

Et en quoi suis-je concerné ici en Europe? Qu'est-ce que la crise économique? »

Henri Houben donne les chiffres de décroissance pour une crise, il montre que la période qui va de 1974 à aujourd'hui est une longue période marquée par une croissance moindre, qu'il y a eu 24 crises conjoncturelles depuis 1971, ce qui a causé une croissance plus saccadée et que la crise dans laquelle on se trouve est une crise « structurelle ». (C'est à dire une crise longue.)

Il passe ensuite aux théories de la crise (libérale, keynésienne, schumpetérienne et marxiste). il donne les grandes lignes des trois premières théories et passe ensuite à la théorie marxiste.

L'historique de la crise c'est le recyclage des pétrodollars. Le Moyen-Orient pétrolier approvisionne les banques, surtout à Londres. Mais les pays producteurs de pétrole achètent des

produits occidentaux, permettant d'adoucir la crise pour les pays capitalistes avancés. C'est la première réaction face à la crise.

« Un système qui tient : les capitaux affluent vers le Moyen-Orient pour être destinés vers l'Occident, puis l'Amérique latine. Avec l'endettement, celle-ci achète des marchandises à l'Occident. La crise de la dette éclate en août 1982, avec l'arrêt de paiement du Mexique. Le problème est que cela met en péril les banques. Le FMI intervient à leurs services. Conclusions : suite aux 24 crises, en 2006, la bulle éclate. Les non-remboursements apparaissent et se multiplient. Les banques sont menacées, car elles ont prêté aux Hedge funds qui ont acheté les paquets de titres de créances.

Or, les Hedge funds ne publient pas de comptes et sont enregistrés aux Bermudes. Pas de contrôle, pas de régulation. Le pire est devant nous. Est-ce simplement une crise financière ? Marque-t-elle seulement le manque de régulation ?

La crise a une base productive. Elle montre un déséquilibre entre l'augmentation des capacités de production et les possibilités d'achat de la population. » Quels sont les déterminants de la crise ? *« Il y a deux grands secteurs dans l'économie : celui des biens de production et celui des biens de consommation. Le premier est alimenté par les investissements (et les amortissements). Ce sont les industries d'extraction, de machines, de composants, etc. Le second par la consommation. Il faut un équilibre entre secteurs, entre investissements et consommation. le crédit permet de financer les investissements et la hausse de la consommation. Jusqu'au moment où l'endettement est trop élevé et les banques arrêtent leurs prêts. Il y a crise financière, mais derrière il y a la crise de surproduction... »* Théories de la crise : *« La crise actuelle est très grave. Elle met en cause le système capitaliste, la mondialisation*

actuelle et les politiques néo-libérales. Elle apparaît sous une forme financière. Mais elle dépasse ce cadre. Elle montre un capitalisme anarchique, inefficace et inégalitaire.

Anarchique : c'est la loi du profit et de l'intérêt de capitalistes qui prédomine.

Inefficace : la crise risque de se transformer en restructurations, faillites, pertes d'emploi, baisses de salaire...

Inégalitaire : la crise provient fondamentalement de l'inégalité de revenus et de pouvoirs dans la société capitaliste. »

Cet exposé est très clair : il est démontré par un certain nombre de tableaux, posant les questions et y répondant. Mais il y a dans cette interprétation de la crise un point très important aujourd'hui, avec les révoltes populaires qui grondent dans tous les pays arabes du Maroc à l'Arabie Saoudite en passant par le Yémen la Lybie, et la Syrie : c'est la misère humaine que produit le capitalisme quand il est importé brutalement dans les pays émergents et qu'il nourrit une toute petite caste de privilégiés : Tunisie, Egypte, Algérie, Maroc, pays du Golfe, Lybie, etc. Aujourd'hui les peuples de ces pays (y compris les peuples africains) n'acceptent plus d'être traités en sous-hommes (femmes) et exigent des conditions de démocratie parfaites. Nous verrons bientôt la Chine et l'Inde entrer dans la danse.

Michel Collon excellent journaliste sur Internet, nous pose, lui, dix questions sur la crise (fin 2008) :

1) Subprimes. il montre à quel point les subprimes étaient une véritable escroquerie montée sur le dos des ménages US à revenus modestes. Il ne pouvait pas à l'époque parler de l'escroquerie de Madoff dont on apprend aujourd'hui qu'elle se monte à 65 milliards de dollars.

2) Seulement une crise bancaire? Évidemment non : il indique que la dette générale a été générée (particuliers,

entreprises, Etats) pour maintenir une croissance économique.

3) La cause profonde? C'est bien sûr une crise de surproduction (en réalité de sous-consommation puisque on a baissé les salaires où leur part dans le produit national).

4) Juste une crise à surmonter? Ici Collon n'a pas grand chose à dire : mais en analysant cette crise comme systémique et de longue durée on pourrait montrer qu'il y a des perspectives pour les travailleurs de tous les pays !

5) « Moraliser le capitalisme? » C'est évidemment une farce et une fable ! C'est aussi impossible qu'un « tigre végétarien ou un nuage sans pluie. »

6) Sauver les banques? En réalité ce que font les Etats c'est la socialisation des pertes pour protéger les riches...

7) Les médias : ils nous mentent comme d'habitude et vont chercher les détails pour obscurcir la réalité...

8) Le néo-libéralisme : *« La crise a été non pas provoquée mais accélérée par la mode néo-libérale de ces vingt dernières années. Or, ce néo-libéralisme, les pays riches ont prétendu l'imposer de force dans tout le tiers-monde. Ainsi, en Amérique latine, que je viens d'étudier en préparant mon livre " Les 7 péchés d'Hugo Chavez ", le néolibéralisme a plongé des millions de gens dans la misère. Mais l'homme qui a lancé le signal de la résistance, l'homme qui a démontré qu'on pouvait résister à la Banque Mondiale, au FMI et aux multinationales, l'homme qui a montré qu'il fallait tourner le dos au néolibéralisme pour réduire la pauvreté, cet homme-là, Hugo Chavez, les médias ne cessent de le diaboliser à coups de média-mensonges et de ragots. »*

9) Le tiers-monde ? *« On nous parle uniquement des conséquences de la crise dans le Nord. En réalité, tout le tiers-monde en souffrira gravement du fait de la récession économique et de la baisse des prix des matières première qu'elle risque d'entraîner. »*

10) L'alternative?

« l'humanité a bel et bien besoin d'un autre type de société. Car le système actuel fabrique des milliards de pauvres, plonge dans l'angoisse ceux qui ont la " chance " (provisoire) de travailler, multiplie les guerres et ruine les ressources de la planète. Prétendre que l'humanité est condamnée à vivre sous la loi de la jungle, c'est prendre les gens pour des cons. Comment faut-il concevoir une société plus humaine, offrant un avenir décent à tous ? Voilà le débat qu'il nous incombe à tous de lancer. Sans tabous. »

Cette analyse a été publiée le 6 octobre 2008, elle est correcte, et contient tous les termes d'une remise en cause du capitalisme.

Au même moment le philosophe Lucien Sève publie dans *Le Monde diplomatique* un article lumineux sur la crise qui dure depuis plus de deux ans :

« D'où vient en effet l'ampleur de la présente crise ? A lire ce qui s'en écrit de façon dominante, seraient à mettre en cause la volatilité de produits financiers sophistiqués, l'impuissance du marché des capitaux à se réguler lui-même, le trop peu de moralité chez des hommes d'argent... En bref, des défaillances du seul système régissant ce que, face à l'" économie réelle ", on nomme " économie virtuelle " - comme si l'on ne venait pas de mesurer combien elle aussi est réelle.

Pourtant, la crise initiale des subprimes est bien née de la croissante impécuniosité de millions de ménages américains face à leur endettement de candidats à la propriété. Ce qui oblige à admettre qu'en fin de compte le drame du " virtuel " a ses racines dans le " réel ". Et le " réel ", en l'occurrence, c'est l'ensemble mondialisé des pouvoirs d'achat populaires. Sous l'éclatement de la bulle spéculative formée par l'enflure de la finance, il y a l'universel accaparement par le capital de la richesse créée par le travail, et, sous cette distorsion où la part qui revient aux salaires a baissé de plus de dix points,

baisse colossale, il y a un quart de siècle d'austérité pour les travailleurs au nom du dogme néo-libéral. »

Tous les « penseurs » à la solde du système actuel néo-libéral donnent des versions ultra fantaisistes d'une crise qui a pourtant toutes les caractéristiques indiquées par Marx il y a plus de 150 ans : de la même manière en 1929 déjà leurs oncles parlaient de la bulle spéculative qui avait atteint (par mégarde ?) Wall-Street et s'était propagée, comme un être démoniaque, sur toutes les places financières européennes, en oubliant que dès le début de l'année 1929 la production industrielle avait commencé à réduire son activité !

« La crise a éclaté dans la sphère du crédit, mais sa puissance dévastatrice s'est formée dans celle de la production, avec le partage sans cesse plus inégal des valeurs ajoutées entre travail et capital, raz de marée que n'a pu empêcher un syndicalisme de basses eaux et qu'a même accompagné une gauche sociale-démocrate où l'on traite Marx en chien crevé. On conçoit alors ce que peuvent valoir les solutions à la crise - "moralisation" du capital, "régulation" de la finance - claironnées par des politiques, des gestionnaires, des idéologues qui hier encore fustigeaient le simple doute quant à la pertinence du "tout libéral". »

Prenons l'Europe par exemple : Comment ont réagi les pays à la crise ? En bloquant (ou en baissant même) les salaires de la fonction publique, en prolongeant l'âge de la retraite (au mépris du chômage), en baissant les impôts dus par les entreprises ou les gens fortunés...Ce faisant l'impérialisme court à sa perte : le chômage va encore augmenter et le mécontentement populaire va se transformer en hargne et colère.

« ... Dans ses travaux de maturité, Marx donne à l'aliénation un sens bien plus vaste encore : le capital reproduisant sans cesse la radicale séparation entre moyens de production et producteurs - usines, bureaux, laboratoires ne sont pas à ceux qui y travaillent - leurs activités

productives et cognitives, non collectivement maîtrisées à la base, sont livrées à l'anarchie du système de la concurrence, où elles se convertissent en incontrôlables processus technologiques, économiques, politiques, idéologiques, gigantesques forces aveugles qui les subjuguent et les écrasent.

Les hommes ne font pas leur histoire, c'est leur histoire qui les fait. La crise financière illustre de terrifiante façon cette aliénation-là, tout comme le font la crise écologique et ce qu'il faut appeler la crise anthropologique, celle des vies humaines : personne n'a voulu ces crises, mais tout le monde les subit. C'est de ce "dessaisissement général" poussé à l'extrême par le capitalisme que resurgissent incoerciblement les ruineuses absences de régulation concertée. Aussi celui qui se targue de "réguler" le capitalisme est-il à coup sûr un charlatan politique. »

Il est certain que le capitalisme a certainement beaucoup d'intelligences et surtout beaucoup d'alliés (à commencer parmi les sociaux-démocrates). Mais l'ampleur de cette crise est telle qu'elle donne le vertige à tous ses défenseurs ! Avant d'aborder la question essentielle de la lutte concrète que les travailleurs et leurs intellectuels doivent mener contre cette crise, nous commenterons l'excellent livre qui a été publié par Olivier Besancenot et le regretté Daniel Ben Saïd.(3)

Ce livre part évidemment du constat de la crise systémique dans laquelle se trouve aujourd'hui le capitalisme. Il analyse d'abord la crise : elle vient de loin disent nos auteurs. Ils attaquent la conception grotesque d'un capitalisme « industriel » opposé à un capitalisme « spéculatif » ! Ils montrent très bien que le monde est affamé, la planète « dévastée » et ils appellent les travailleurs à lutter fermement contre les licenciements.

Ils rappellent que sans plan d'ensemble fondé sur les revendications des travailleurs, sur la lutte contre les licenciements et une plus grande égalité de traitement entre

les profits et les salaires il n'y aura aucune avancée, aucun progrès, et que la crise continuera à mettre le monde en difficulté : ils citent notamment (pp. 69 à 81 dans un chapitre intitulé « Un plan d'urgence pour sortir de la crise ») le cas de la victoire du New Deal en 1932 où les mesures adoptées par F.D. Roosevelt - sous la pression des grèves déclenchées par l'AFL - CIO - *« n'ont pas stoppé la récession économique, qui en 1937 a abouti à une nouvelle dépression financière. En fait, plus que le New Deal, c'est malheureusement la deuxième guerre mondiale, qui, en relançant l'activité industrielle militaire, a remis d'aplomb l'économie des Etats-Unis. »* (et nous pourrions ajouter : et en a fait la première puissance du monde.) *« S'attaquer réellement au système impliquerait de réunifier toutes les banques dans un seul service public bancaire, en expropriant les intérêts privés, sans rachat ni indemnités.*

Celui-ci aurait le monopole du crédit afin de financer les priorités sociales, d'orienter l'investissement vers la satisfaction des besoins, de financer de grands travaux de reconstruction et de rénovation des services publics, d'impulser la transition énergétique. S'attaquer au système, ce serait placer ce service public de crédit sous le contrôle des salariés et des usagers, lever le secret bancaire et l'anonymat de certains placements, établir un contrôle public et une taxation sur les mouvements de capitaux. »

Le texte continue : il attaque aussi bien le « bouclier fiscal » que le problème de l'automobile dans un monde où l'essor de la voiture dominé par le secteur privé conduit l'humanité à la catastrophe !

Ensuite suivent différents chapitres : ils abordent le terrain des domaines où doit s'exercer une nouvelle manière de voir, de penser, de créer.

La troisième partie « vers un socialisme du XXIème siècle » aborde tous les thèmes fondamentaux auxquels nous aspirons : révolutionner la société par un autre type de travail,

lutter pour une véritable égalité, développer la démocratie, la démocratie participative, la démocratie auto-gestionnaire ; se réappropriier les richesses, reprendre le contrôle des choses, lutter contre la privatisation universelle etc. etc.

C'est un livre utile, salvateur, un excellent manuel stratégique adapté aux conditions actuelles et qui renvoie à la perception de la crise par toutes celles et ceux qui se sentent profondément atteints.

Demeure une question qui n'a pas encore été abordée : comment concrètement pouvons-nous politiquement - et démocratiquement si possible - aborder les réponses à la crise actuelle et de quelle manière politique pouvons-nous envisager de répondre aux préoccupations d'une grande masse de Françaises et de Français ?

Pour aborder cette question il me semble intéressant de citer ici Atilio Boron, docteur en sciences politiques (4) qui a interviewé Fidel Castro sur la crise actuelle :

«...Nous nous trouvons devant une crise générale du capitalisme, la première à atteindre une ampleur comparable à celle qui a éclaté en 1929 et à ce qu'on a appelé la " Longue Dépression " de 1873-1896. Une crise intégrale, de civilisation, multidimensionnelle, dont la durée, la profondeur et la portée géographique seront sûrement supérieures à celles des précédentes... Nous sommes en présence d'une crise qui est bien plus qu'une crise économique ou financière. Il s'agit d'une crise intégrale d'un modèle de civilisation insoutenable des points de vue économique et politique sans recourir une fois de plus à la violence contre les peuples ; tout aussi insoutenable du point de vue écologique, parce qu'il détruit, parfois d'une manière irréversible, l'environnement ; et tout aussi insoutenable sur le terrain social parce qu'il dégrade la condition humaine jusqu'à des limites inimaginables et détruit la trame même de la vie sociale... Les classes dominantes feront exactement ça: utiliser un vaste arsenal de ressources publiques pour

socialiser les pertes et renflouer les gros oligopoles. Accrochées à la défense de leurs intérêts les plus immédiats, elles ne sont même pas capables d'envisager une stratégie plus intégrale... Il s'agit d'une crise qui dépasse de loin les domaines financier et bancaire et qui touche l'économie réelle dans tous ses volets. »

Enfin nous ne pourrions pas ne pas citer Alain Bihr qui avait déjà, dans un livre précédent (5), exposé d'une manière magistrale la théorie marxiste économique et démontré comment les rapports sociaux évoluaient... vers une crise économique d'une grande ampleur ; à la faveur de la crise qui a démarré, l'auteur dans une série d'articles publiés dans sa revue *Contre-courant* (6) commence par analyser la crise qui s'annonce :

« Tous les indicateurs économiques (évolution du PIB, prévisions de croissance pour les trimestres à venir, chiffres du chômage, etc.) sont en train de passer au rouge, tandis que les annonces de mesures de chômage technique et de plans de licenciement collectif se multiplient. Il est désormais certain que nous sommes entrés dans une phase de récession voire de dépression économique, dont personne ne peut prédire ni la durée ni les effets. » Alain Bihr part de l'idée formulée par Kondratieff d'une crise longue dont l'aboutissement se traduit par une crise structurelle dont la solution peut être marquée par un approfondissement de la lutte des classes : *« la crise actuelle... n'est jamais que la dernière phase en date de la crise structurelle dans laquelle le capitalisme est entré au milieu des années 1970. Une phase qui marque cependant un tournant important dans la dynamique de cette crise structurelle, vieille désormais de plus de trois décennies et qui, visiblement, n'est pas encore résolue.*

Une crise structurelle correspond toujours à une période aiguë de manifestation de l'ensemble des contradictions inhérentes à la reproduction du capital, qui résulte de

l'impossibilité pour cette dernière de se poursuivre selon ses formes (économiques, sociopolitiques, institutionnelles, idéologiques) antérieures, qui assuraient jusqu'alors la régulation plus ou moins efficace de ces contradictions. A défaut d'une révolution capable de briser le pouvoir du capital et de construire une société émancipée, une pareille crise débouche normalement sur l'invention l'expérimentation et la consolidation de nouvelles formes de régulation. L'issue en est toujours en définitive commandée par les luttes de classes. »

La manière dont hommes politiques et journalistes français voient aujourd'hui se dérouler cette crise, avec l'interrogation brutale sur les risques de guerre civile, de révolution, de violences urbaines, partagés selon un sondage (avril 2009) par 25 % des Français, donne une idée assez bonne des conséquences à venir, de cette crise.

Que faut-il faire contre la crise? Quelle action politique, quels mots d'ordre, en un mot quelle stratégie et quelle tactique faut-il engager? Ce sera l'objet de notre prochain et dernier chapitre.

Notes sur le chapitre 6

(1) Il aura donc fallu plus de 20 ans et la guerre mondiale pour sortir de la crise de 1929...

(2) « *Prenons parti* ». Sous titre : « *Pour un socialisme du XXIème siècle*. » (Editions mille et une nuits - janvier 2009 - 16 euros. 371 pages.)

(3) Traduction: JF Bonaldi. Source: socio 13. wordpress.com (blog de Danielle Bleitrach).

(4) Alain bihr : *La reproduction du capital*. 2 tomes. Editions page deux. Dans cet ouvrage daté de 2001, qui commente et actualise l'œuvre de Marx, nous retrouvons toute la méthode qui guidait Marx...

(5) Alain Bihr : article publié dans *Contre-courant* de décembre 2008.

Quel programme proposer à la lutte contre cette crise ?

Nous vivons en France : c'est donc pour la France que nous allons préconiser quelques mesures impératives pour sortir de la crise... au bénéfice des salariés et chômeurs (il existe évidemment des penseurs « économistes » et des hommes politiques de droite néo-libéraux qui tentent de proposer leurs solutions : celles-ci vont toutes dans le sens de la libéralisation des profits et de la socialisation des pertes.)

Nous verrons également que la crise proprement dite ne peut être vaincue qu'à une échelle bien plus grande que la France : c'est la raison pour laquelle nous proposerons également des mesures à prendre à l'échelon international et européen. Il s'agit donc d'un véritable programme que le candidat désigné par la gauche (la vraie – la seule) devra défendre lors des élections présidentielles du mois de mai 2012. Bien entendu le programme que je présente ici doit être discuté : certains points seront adoptés, amendés ou refusés... Mais en tout état de cause ce que je crois capital c'est qu'à la gauche du Parti Socialiste on se batte pour un programme cohérent qui tienne compte de toutes les critiques apportées au système oppressif dans lequel nous vivons, et qui réponde aux interrogations des travailleurs : ainsi il faut répondre clairement à la candidate du Front National qui n'hésite pas à faire état de ses sentiments anti-européens pour mordre sur l'électorat PS et surtout sur l'électorat à la gauche du P.S...

La première condition c'est d'élire un chef de l'État qui soit un véritable homme de gauche : ni Strauss-Kahn (éliminé le 15 mai 2011 par ses frasques à l'hôtel Sofitel de New-

York) ni Royal, ni Aubry, ni Hollande.... Vous me direz qu'en faisant une semblable proposition je restreins considérablement nos chances de succès. Je répondrai : croyez-vous que nous allons régler la crise la plus grave que le capitalisme ait jamais connue depuis son avènement au XVIème en mettant au pouvoir des gens sans volonté, des sociaux-libéraux prêts à la première volte-face ? Pensez-vous que nous avons tort de demander à un nouveau Président de la République qu'il mette tout en oeuvre pour sauver la République, l'héritière de la révolution française et de la Commune de Paris, celle qui pourrait renaître de ses cendres et donner au monde une nouvelle idée de la justice, de la liberté, et de la fraternité ? La seconde condition à remplir est d'être un véritable programme de gouvernement, de lutte contre la crise, contre le capitalisme et ses profiteurs. Et à ce propos il n'est pas inutile ici de revoir le *programme de transition* proposé par Trotsky en 1938 aux dirigeants de la 4ème Internationale. Nous étions à l'époque en pleine crise du capitalisme, qui se préparait à la 2^e guerre mondiale : le fascisme avait gagné en Europe, les fronts populaires avaient été décimés partout, victimes de la politique imbécile et criminelle de l'Union soviétique dirigée par un fou sanguinaire dénommé Staline.

Or dans quelle situation vivons nous aujourd'hui ? Nous ne vivons pas dans une société marchant vers la guerre mondiale comme en 1938 : le monde impérialiste est en train de changer. L'impérialisme américain qui était le plus puissant après la guerre est en déclin constant, à cause des guerres qu'il a entreprises en Irak et en Afghanistan, pour ses positions perdues en Amérique du sud (finie la « doctrine de Monroe ») enfin à cause des parts du marché mondial qu'il est en train de perdre face aux pays émergents, enfin évidemment à cause de la crise brutale qui s'est installée depuis le milieu de l'année 2007. Son déclin se manifeste d'ailleurs pleinement quand on voit les résultats de la crise

sur son économie. C'est dans ce cadre général que nous pouvons considérer *le programme de transition* écrit donc dans une période bouchée, sans aucune perspectives de réalisation, par un homme seul (ou presque) à deux ans de son assassinat ! Le *programme de transition* explique que la crise politique n'est que *la crise de la direction révolutionnaire* ce qui était évidemment le moyen pour Trotsky de justifier un tel programme aux yeux de quelques centaines de partisans dans le monde ! C'est la même démarche qui explique le déclin rapide du NPA dont l'aile trotskiste n'a pas réalisé qu'il s'était passé beaucoup de temps depuis 1938 !

Mais si on regarde de plus près le contenu de ce programme aujourd'hui on constatera (mises à part bien sûr les déclarations générales sur la prise du pouvoir) qu'il s'agit d'un programme dont on peut s'inspirer aujourd'hui dans la lutte menée dans les pays d'Europe contre la crise ! Prenons quelques exemples :

Dans le 5e chapitre intitulé *l'expropriation* il est dit :

« Le Programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus Importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires. »

Notons bien « lorsque l'occasion s'en offre » !!! Ce qui démontre le caractère illusoire (par rapport à l'époque) de ce programme.

Le chapitre qui suit est consacré à la nationalisation des banques : nous reprendrons assurément ce thème. Enfin après le chapitre sur l'armement du prolétariat, les milices populaires, on en vient à l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie :

« Le programme de nationalisation de la terre et de collectivisation de l'agriculture doit être élaboré de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée ».

Evidemment ici Trotsky pense à ce qui s'est produit durant l'ère stalinienne et aux millions de morts qui ont accompagné la collectivisation des terres en Union Soviétique.

Revenons maintenant à notre programme. Nous vivons depuis 53 ans sous le régime de la Cinquième République (hélas peu républicaine !) et nous savons depuis longtemps qu'il faudra, pour aboutir à un changement radical, obtenir coûte que coûte un changement de Président de la République, qui lui-même, grâce à un referendum sera à même de réaliser tous les changements adéquats, y compris les changements constitutionnels, pour aboutir à une véritable sixième République. (Par l'élection d'une Assemblée constituante).

Si la crise est conforme à mon analyse, si elle est peut-être (sur 20, 30 ou 50 ans) la crise « ultime » du capitalisme, on voit bien que cela ouvre un boulevard à l'extrême gauche en France (et bien sûr aussi à l'extrême-droite, mais c'est la vraie gauche qui doit conquérir la majorité au sein de la classe ouvrière traditionnelle et pas le Front National) cela jette un voile de deuil sur le Parti Socialiste, et cela par conséquent ouvre une voie possible, par exemple à un candidat unitaire de la gauche. (Nous excluons bien sûr de la gauche un parti socialiste qui depuis près de cent ans, à travers son soutien à la 1ère guerre mondiale a trahi ses origines.) : peu importe si subsistent au Parti Socialiste des courants minoritaires de gauche. (1)...

Si nous n'avions pas la prétention de régler le problème de la crise nous pourrions nous satisfaire de livres - du reste très intéressants - comme par exemple celui publié par Hervé Kempf journaliste au *Monde* - (2) dont la lecture nous

procurera certainement de grandes satisfactions, ou de celui de Jacques Généreux (3) plus politique mais sur lequel nous avons quelques divergences. (Bien qu'il soit le secrétaire à l'économie du Parti de Gauche).

Mais le problème est ailleurs : comment répondre à tous ceux qui n'arrêtent pas de nous dire que le capitalisme repart toujours, quelle que soit l'importance des crises qu'il traverse? Comment répondre à tous les sceptiques, qui depuis le 13 mai 1958 attendent un changement de régime ? On pourrait aussi argumenter sur le fait que la dernière grande crise, celle de 1929, s'est déroulée sur un fond de déroute des luttes ouvrières (en URSS ce fut la stalinisation qui intervint dès le début des années vingt, en Chine ce furent les massacres de Shanghai en 1927 qui annoncèrent la décapitation du mouvement ouvrier, sans parler de l'Europe avec la trahison des Partis communistes qui partout s'alignèrent sur la politique de Staline opposée à l'action révolutionnaire du prolétariat. Que dire encore : le fascisme et l'hitlérisme triomphèrent dans la moitié de l'Europe et la guerre mondiale s'annonça dès l'année 1936 avec la non participation de la France à la guerre d'Espagne (annoncée par Léon Blum à la fête de Luna Park début septembre 1936...)(4)

Comment la vraie gauche, écologiste, radicale va-t-elle se préparer à affronter la droite, le Front national et le Parti socialiste dans un an ?

(1) Ce sera sur la base d'un programme radical contre le capitalisme et les puissants qui règnent en France

(2) Sur la base d'une alliance entre le Front de Gauche, le NPA, et les Verts (dont la gauche constitue la majorité)

Il serait criminel que l'union ne se fasse pas entre le Front de gauche et le NPA. En plus il serait dommageable que sur la question capitale aujourd'hui du nucléaire (avec la catastrophe du Japon) que l'union ne se fasse pas entre Verts, Front de Gauche et NPA... Si on prend les sondages publiés

en mars 2011, ces trois groupes représentent à eux seuls 21 ou 22 % des intentions de vote des Français. Mais cela ferait beaucoup plus si on tenait compte de l'électorat ouvrier du Front national qu'un candidat de la vraie gauche pourra rassembler en partie sur un programme anti-européen et d'attaque contre les financiers qui dirigent la France. N'oublions pas non plus que si trois groupes politiques obtiennent chacun x % des voix, réunis et présentant un candidat commun ils obtiennent beaucoup plus. Quelle sera la situation économique et sociale dans la France d'avril 2012 ?

Elle sera vraisemblablement pire que celle d'aujourd'hui : avec environ 15 % de chômeurs totaux sans compter les chômeurs partiels ; de nombreuses entreprises auront mis la clé sous la porte. Il y aura environ 150.000 SDF... En plus le budget de la France va se traduire par un déficit monstrueux... Enfin le nombre de travailleurs précaires (qui était de 30% en 2010) passera à plus de 35%.

Voici donc le programme sur lequel va se battre le candidat nommé par les trois groupes politiques :

Deux referendums sont prévus à quelques mois d'intervalle :

Un premier referendum sur l'abrogation des règles principales de la constitution de 1958 et pour l'élection d'une Assemblée constituante.

Un second referendum sera proposé quelques mois après sur l'Europe « approuvez-vous la position de l'Etat de se retirer de l'Europe (en attendant *l'Europe sociale*) et de revenir au franc? »

En même temps le gouvernement propose au parlement (qui l'accepte) :

- **la nationalisation sous contrôle populaire** (5) de toutes les banques françaises, le contrôle rigoureux des banques étrangères établies sur le territoire national (contrôle des opérations d'import-export des différentes monnaies avec examen détaillé des comptes. Interdiction faite à ces banques

d'utiliser leurs fonds pour la spéculation) : elles fonctionneront uniquement comme banques de dépôt. Interdiction des transferts de comptes à l'étranger. Expulsion des Banques ne respectant pas ces conditions.

- **La nationalisation** sous contrôle des travailleurs de toutes les grandes entreprises industrielles (sidérurgie, automobile, eau, électricité, énergie nucléaire énergies diverses, bâtiment.) Inutile de dire combien cette annonce répétée et les commentaires qu'elle suscitera feront chuter le cours des actions de ces entreprises et vont permettre à l'Etat, dans une première phase de contrôler favorablement le déroulement des opérations. :

Quelle importance donner ici à l'autogestion des entreprises ? C'est un vieux problème et qui ne remonte pas seulement à l'après mai 1968 (l'autogestion de l'usine Lip) : on doit savoir par exemple que les « banques populaires » à leur fondation étaient de véritables (SCOP)(6) après la guerre et surtout depuis les années 80 elles ont perdu la plupart de Ces caractères. et sont devenues des banques capitalistes comme les autres en gardant pour la forme une dénomination mutualiste.

Droit à l'autogestion de toutes les entreprises étrangères ayant reçu des subventions versées par l'Etat ou les collectivités locales et décidant de partir, soutien de l'Etat ou des collectivités locales et régionales aux travailleurs...

- Nationalisations sous contrôle des travailleurs de toutes les sociétés françaises menaçant de délocaliser leurs activités.

- Quelle sera la contrepartie financière de ces nationalisations ? jusqu'à un certain niveau - plafond - ces nationalisations donneront lieu à un rachat par l'Etat des sommes engagées par les petits porteurs. Pour les gros porteurs il y a deux solutions : soit le rachat de toutes les actions sur une même base (l'impôt ici serait prélevé à la source) soit on paye tout mais on laisse l'impôt fonctionner et

prélever 90% du capital. (Voir plus loin la question de l'impôt).

En février 2009 le journal « Marianne » publie un article intéressant d'un lecteur qui annonce qu'il démissionne de sa banque populaire en dénonçant les graves dérives qui l'éloignent de la forme autrefois coopérative, et qui se conclue par une attaque en règle contre le dénommé François Pérol sur lequel misait l'Elysée :

« Pour conclure sur le chapitre des mauvaises nouvelles, le JDD nous apprend que François Pérol actuel secrétaire général adjoint de l'Elysée, pourrait prendre la tête du nouveau groupe Ecureuil - Banque Populaire. Aujourd'hui, on lui conteste la légitimité de prendre la tête d'un groupe dont il a lui-même préparé la fusion, mais il y a encore plus grave : le journal Marianne nous avait instruit du rôle que ce dernier avait également joué dans le montage financier donnant naissance à Natixis. On devine aussi que Monsieur Economie de la galaxie Sarko ne devait pas être étranger au programme économique du candidat Sarkozy, lequel vantait le crédit hypothécaire et donc les subprimes. Décidément, le pompier pyromane, c'est à la mode. »

Ainsi donc les banques populaires, la caisse d'épargne, sont devenues des banques comme les autres, aussi rapaces..Le gouvernement français ayant quitté l'Europe des 27 (7), approuvera la création de taxes aux frontières françaises destinées à être acquittées sur tous les produits en provenance de pays n'appliquant pas les mêmes principes que la France (Nationalisations complètes des systèmes bancaires et des grandes industries, interdiction des délocalisations, droit à l'avortement et à la contraception, institution d'un SMIC tendant en quelques années à s'aligner sur le SMIC français, etc.) (8)

Abrogation d'un certain nombre de lois et de décrets :

Révision de toutes les mesures prises par les chefs d'État précédents : sur la réduction des emplois administratifs. (Hôpitaux, écoles, collèges, lycées, universités, recherches, aide aux handicapés, administration publique, etc.)

- Rétablissement de la taxe proportionnelle.

- Salaires, allocations chômage, allocations retraites seront augmentés dans une proportion suffisante pour permettre à chacun de vivre (et non de survivre.)

- Le budget de l'Etat sera augmenté suffisamment pour couvrir l'augmentation des subventions publiques dans le domaine de la culture.

- Logement et aide aux mal-logés ainsi qu'aux SDF : un programme ambitieux sera mis en œuvre avec l'aide des municipalités. Construction de plusieurs centaines de milliers de logements par an, réquisition de tous les bureaux non occupés depuis un an, création de centaines ou de milliers « d'auberges » pour loger les sans abris... (9)

- Transports : désormais la SNCF ne s'alignera plus sur les recommandations de Bruxelles. Le fret fera partie intégrante de la SNCF et toutes les mesures précédentes seront annulées. De nouveaux cheminots et employés seront recrutés. Ce sera l'Etat qui sera le principal et unique ordonnateur des crédits. Ainsi on regonflera les sommes dont disposent les régions et les départements pour faire face directement aux problèmes de leur administration.

Sur les conditions de travail :

Retour aux 35 heures de travail partout.

L'indemnité chômage est fixée au salaire de base + une prime tenant compte de la situation du salarié, et de la durée pendant laquelle il a travaillé. Objectif: chômage inférieur à 3% dans les cinq ans. Un véritable salaire minimum sera institué ; il touchera aussi bien les étudiants salariés (finis les stages non payés ou ceux pendant lesquels on reconduit de mois en mois les travailleurs.) Ce salaire minimum touchera

aussi les handicapés, les allocations de chômage minimales, les allocations vieillesse....

L'égalité hommes – femmes sera l'un des objectifs fixé par les assemblées générales de travailleurs.

Ouverture du carcan administratif délimitant le nombre des médecins.

Ouverture du même carcan pour les infirmiers et infirmières et les employés de l'hôpital public...

Réouverture des hôpitaux de province ou des services hospitaliers fermés depuis quelques années.

Instauration d'un salaire maximum : (sur ce point nous sommes en désaccord avec Jacques Généreux secrétaire national à l'économie du Parti de Gauche, qui prévoit un salaire allant de 1 à 20.) ; ce salaire maximum sera établi à 6 fois le salaire minimum revalorisé.

Limitations impératives des salaires versés à tous les personnels du privé et du public : détermination de l'indice maximum versé à tous les personnels publics, privés, de l'Etat, de la Chambre des députés, du Sénat, des grandes administrations, application de cette norme, à tous les cadres supérieurs quelle que soit leur fonction. L'indice variera de 1 à 6 (avec une augmentation des plus bas salaires de quelques centaines d'euros.) Cette mesure importante sera abondamment discutée dans les réunions de quartier, elle fera l'objet de réunions à tous les niveaux dans les partis et mouvements qui composent la coalition unitaire et elle sera prise en final.

Vers les 32 heures : un groupe d'études sera nommé par le nouveau gouvernement. Il sera chargé d'élaborer dans le trimestre qui suit un rapport sur la mise en route des 32 heures.

Chômage : assemblées locales de chômeurs, avec échanges d'informations et possibilité d'étudier la formation d'entreprises autogérées dans tous les domaines.

Formation : le gouvernement abolit toutes les mesures prises par ses prédécesseurs et décide que la formation désormais, dans toutes les entreprises supérieures à 50 personnes, sera assurée par du personnel spécialisé membre de l'administration ou agréé par elle. Un droit de contrôle sera assuré aux syndicats. Les entreprises verront tous leurs services de formation supprimés (le 1% destiné à la formation a été accaparé en grande partie par les grandes entreprises pour leur compte personnel.)

Éducation nationale : développement des emplois et suppression de toutes les lois et décrets précédents. Recrutement de nouveaux employés (professeurs, spécialistes de l'aide aux handicapés, personnel de service et d'entretien.)

Développement des coopératives agricoles auto-gérées : le gouvernement développera les coopératives autogérées dans le domaine agricole en s'inspirant notamment de l'exemple de Longo Maï dans les Alpes-de-Haute-Provence (aide gouvernementale ou régionale ou locale pour l'achat de terres.) Il y a là une source d'emplois importante pour les communes rurales.

Banques populaires : dans le cadre prévu des nationalisations les statuts des Banques populaires seront revus par le gouvernement (lois et décrets) : chaque client d'une banque populaire sera membre de celle-ci et pourra participer aux assemblées générales départementales qui à leur tour éliront leurs délégués à l'assemblée générale nationale (qui élira les nouveaux membres des conseils d'administration.) L'assemblée générale critiquera les positions antérieures prises par les banques populaires concernant notamment le recours aux théories capitalistes : ainsi les banques populaires ne choisiront plus la bourse comme modèle. Bien entendu, comme pour toutes les entreprises, l'échelle des salaires sera déterminée par la loi.

Impôts :

(1) le gouvernement fera la traque à tous ceux qui cachent leur fortune à l'étranger : il s'aidera par tous les moyens et il utilisera (11) au niveau international tous les moyens d'y arriver. Toutes les primes, les lois et règlements de défiscalisation seront supprimés (Bouclier fiscal notamment.)

2) l'impôt sur la fortune sera rétabli et élargi : l'objectif sera d'imposer les plus gros revenus (10 milliards d'euros supplémentaires...)

3) La tranche de l'impôt correspondant aux salaires versés (indice 7) sera taxée à 70 %. Au delà de l'indice 7 la dernière tranche de l'impôt, sera taxée à 90%.(12)

4) Les possesseurs de comptes à l'étranger (paradis fiscaux) seront poursuivis et leurs biens en France seront saisis à concurrence de leur dette vis à vis de l'Etat (multipliée par un pourcentage à déterminer.)

5) Il existe deux paradis fiscaux qui touchent la France Monaco et Andorre.

Le gouvernement français enverra ses agents (au besoin accompagnés de gendarmes) sur ces deux territoires et pratiquera un contrôle rigoureux des banques qui y sont installées. Toutes les mesures prises en matière d'impôts et de chasse de la fraude fiscale sont chiffrables : elles aboutiront en moins de cinq années à l'abolition de nos dettes (publiques et privées), à la réalisation des principales nationalisations et au rétablissement de l'égalité des revenus entre les citoyens ! Citons ici Jean Gadrey qui, dans un article d'Attac publié par Internet en mars 2010 déclare : "*La fraude fiscale coûterait, selon Éric Woerth lui-même, 30 milliards par an. L'évasion dans les paradis fiscaux représenterait entre 30 et 40 milliards d'euros par an. La frontière entre ces deux catégories est floue. Certes, il ne s'agit pas de sommes récupérables intégralement à court terme, mais une partie pourrait l'être.* » et plus loin : « *Ainsi, trouver très vite, sans*

invoquer la croissance, au moins 80 milliards d'euros de recettes publiques annuelles en plus (4 points de PIB), vu tout ce qui précède, ce n'est pas un problème économique. C'est possible sans s'en prendre aux catégories populaires, aux revenus modestes, et même aux " classes moyennes ". Bien au contraire, elles seraient les grandes bénéficiaires d'une telle redistribution... Il doit être clair que les recettes attendues viennent de l'abolition des privilèges fiscaux, des très hauts revenus, des bénéfices et rendements financiers hors normes, d'une taxe Tobin et de taxes écologiques justes et progressives que je n'ai pas évoquées ici. Et il doit être clair que ces recettes sont utilisées pour améliorer la vie de la grande majorité, dans une perspective durable. Le problème fiscal est d'abord celui de la justice fiscale et de la progressivité de l'impôt, très malmenées depuis 30 ans. »

Il convient de noter ici que la phrase « depuis trente ans » s'applique parfaitement à la politique menée par les gouvernements Mitterrand et Jospin ... 80 milliards de plus (ou même plus de cent milliards si on compte la nouvelle composition de l'impôt sur le revenu.) : avec cette somme l'Etat pourra compenser en quelques années le déficit de la dette publique, et pourra nationaliser les grandes entreprises indiquées, ainsi que re-nationaliser les autoroutes..De plus avec l'argent récupéré par les nationalisations (impôt sur les sociétés) + impôt sur le revenu (les tranches à 70 et 90 %) + droits de douane sur les importations(13), il pourra sans difficultés consacrer des ressources importantes :- pour relever les bas salaires et payer les allocations diverses.

- Pour faire appliquer la nouvelle loi sur les trente cinq heures ;

- Accorder des subventions et des crédits aux entreprises autogérées.

- Augmenter chaque année le nombre des fonctionnaires dans les différents domaines Etc. etc.

Défense nationale :

Le gouvernement (via la chambre des députés) supprimera l'arme atomique et transformera l'armée professionnelle en armée populaire : durée de la conscription, six mois (cette question devra être tranchée au préalable lors d'assemblées locales, départementales et nationales). Les syndicats y seront autorisés.

OTAN : la France se retirera de l'OTAN et suspendra toute activité dans les guerres organisées par l'alliance atlantique. (Afghanistan, Afrique, etc.)

Programme écologique.

Un grand programme écologique sera mis en oeuvre :

- formation de tous les jeunes à l'écologie : de l'école maternelle au lycée et à l'université.
- manger plus sainement : arrêt de tous les programmes de restauration scolaire dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités, par commandes réalisées à l'extérieur : tous ces établissements s'engagent à faire une cuisine saine par leurs propres moyens ou par association entre eux.
- développement dans toutes les entreprises nationalisées d'automobiles, de voitures propres, d'autocars propres et de tramways mus à l'énergie renouvelable. Tous les efforts seront consacrés aux recherches pour aboutir à des moteurs propres, économiques, et non pollueurs en CO2..
- un programme d'arrêt de développement et de suppression de l'énergie nucléaire sera mis en place : remplacement sur 20 ou 30 ans de l'énergie d'origine nucléaire :
 - par la construction de grandes et de petites éoliennes.
 - par la construction de plaques de captation de l'énergie solaire.
 - par la construction de centrales électriques au bord de la mer dans des zones possibles.
- par les économies réalisées dans la production d'énergie électrique. (20% à l'échelle de 5 ans.)

- par des économies réalisées dans l'habitat individuel et collectif.
- toutes les sociétés de pétrole nationalisées (Total, Elf, etc.) seront invitées à poursuivre des recherches importantes dans le domaine des économies d'énergie (recherche d'électricité d'origine naturelle.)
- Transports publics : les prix seront allégés et seront gratuits pour les jeunes scolarisés, ceux encore en chômage, et pour les retraités.
 - Interdiction de tous les OGM sur le territoire national.
 - Interdiction d'importer tous produits contenant des OGM.

Grandes surfaces : les assemblées de salariés des grandes surfaces (Carrefour, Leclerc, Auchan etc.) prendront certainement la décision de promouvoir les produits nationaux et de proximité (notamment dans le domaine alimentaire) : les transports longue distance seront prohibés.

Le contrôle des prix sera effectué par une commission départementale élue par les représentants des citoyens.

Toutes ces réformes sont indiquées ici à titre d'exemple : il en manque certainement beaucoup. Ce qui est important ce sera pour l'Etat d'avoir une marge d'au moins 100 milliards d'euros, (500 milliards en cinq ans) qu'il pourra consacrer à la réforme des retraites, à la nationalisation des grands groupes, à la réforme de la sécurité sociale, etc. etc. Je signalerai pour conclure qu'il y avait un point positif dans le gouvernement Jospin : le *Fonds national des retraites* qui se montait avant la crise à plus de trente milliards d'euros et que Sarkozy a complètement escamoté et a consacré à d'autres usages inavouables. (14)

Notes sur le chapitre 7

(1) Sur la trahison du Parti Socialiste français : je rappellerai ici l'assassinat de Jaurès en juillet 1914 et le soutien massif donné à la guerre impérialiste de 1914, je rappellerai la trahison du peuple espagnol par Léon Blum en 1936, puis après la guerre la grande trahison réalisée par Guy Mollet en janvier 1956. Guy Mollet, élu sur un programme « de gauche » au congrès socialiste d'octobre 1955 et élu sur « un programme de paix en Algérie » en janvier 1956 (avec l'ajout d'un parti communiste fort de 24% de voix), fit voter en mars 1956 par son gouvernement « les pouvoirs spéciaux » ce qui permit au gouvernement Mollet de renforcer l'action militaire en Algérie, de rappeler pour vingt-sept ou trente mois les soldats français, et de poursuivre la guerre au mépris du peuple algérien ! Voir encore sur ce sujet mon dernier livre (déjà cité) *La servitude volontaire hier et aujourd'hui*.

(2) Hervé Kempf : *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*. Janvier 2009 - Seuil.

(3) Jacques Généreux : *La grande régression* Seuil – 2010.

(4) On lira à ce sujet mon livre (ouvrage cité) : *La servitude volontaire hier et aujourd'hui*.

(5) Il existe une autre manière de voir : le gouvernement français ne quittera pas l'Europe et adoptera dans toute question une position opposée à celle des néo-libéraux de l'Europe, avec un appel permanent aux peuples de l'Europe pour la création d'une autre Europe...

(6) Qu'est-ce que le « contrôle populaire » ? c'est un premier pas important vers l'autogestion socialiste, à condition qu'il soit clair et sans ambiguïtés. Ce sont des assemblées générales hebdomadaires ou mensuelles qui regroupent les travailleurs et discutent de l'ordre du jour, puis qui élisent leurs délégués à l'assemblée générale avec comme mission :

- vérifier que tout fonctionne normalement (salaires, programmes, vérification de la politique de la hiérarchie, conditions de travail etc.)(7)

Qu'est-ce qu'une SCOP ? Une société coopérative ouvrière de production : il y a quelques dizaines de milliers de travailleurs qui travaillent actuellement dans une SCOP (l'échelle des salaires y est limitée, seule l'assemblée générale des salariés décide du programme général, chaque salarié est détenteur du même capital, etc.) Mais à ce sujet je voudrais rappeler ici l'existence entre 1940 (après la défaite) et novembre 1942 (débarquement des troupes américaines en Algérie) d'une SCOP spéciale à Marseille qui fabriqua sans titre de rationnement un

aliment riche et doux : le « croque-fruit », fabriqué à base de dattes, noisettes et amandes qui se vendit dans toute la France. L'échelle des salaires y était ... de 1 (même salaire pour tout le monde...) mais le travail ne durait que 32 heures par semaine pour un salaire au minimum de 30 % plus élevé que le salaire moyen d'un travailleur ; un de mes vieux amis me racontait il y a quelques années s'être baladé sur le port de Marseille en compagnie de Francis Lemarque (ils travaillaient tous deux au Croque-fruit) à la recherche d'un bateau partant vers les Etats-Unis ... Voir la thèse de Céline Malaisé dans Internet. Au meilleur moment il y eut plus de 200 personnes qui y travaillèrent (beaucoup de juifs, de gens mêlés à la résistance, de surréalistes comme Breton et B. Perret, de travailleurs immigrés – notamment d'origine espagnole). Le Croque-fruit fondé par des trotskistes et un ancien dirigeant des auberges de la jeunesse, travailla au début en liaison avec Varian Fry un jeune américain établi à Marseille qui aida à s'enfuir 3.000 personnes.

(8) Voir note 5.

(9) La taxation douanière peut poser problème : une manière efficace serait de la limiter à moins de 5% : ce qui ferait tout de même une somme considérable qui rentrerait dans les caisses de l'Etat même si on peut attendre en contrepartie une baisse des exportations (avec évidemment une baisse des importations !)

(10) J'ai utilisé le mot d'« auberge » : je pense par là à ce que fut le « Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse » après la guerre : il y avait des centaines d'auberges disséminées à travers le territoire, chacune gérée par un « foyer » d'une vingtaine de jeunes comprenant un père aubergiste et une mère aubergiste.

On pourrait s'inspirer de ce modèle pour créer en France, en attendant les résultats liés à la construction d'HLM, des milliers « d'auberges des sans abris » (ASA) où on pourrait loger d'une manière digne, ouverte et permanente, des dizaines de sans - logis par auberge.

(11) Au cas où la France ne quitterait pas officiellement l'Europe.

(12) Avec cette dernière tranche d'impôt on sera sûr que disparaîtront toutes primes, tous « stock-options » etc. etc.

(13) Droits de douane : ils ne seront pas très élevés (entre 3 et 5 %) mais permettront de dégager des fonds supplémentaires ...

(14) Le fonds national de retraite a été créé par le gouvernement Jospin : c'est l'un des rares points où il s'est distingué ... Cependant le Fonds ayant été mis en réserve à la caisse des dépôts il a perdu en 2007 – 2009 beaucoup d'argent suite à la crise ! Depuis, on ne parle plus de ce fonds : qu'est-il devenu ?

Conclusion

Le livre que je viens d'écrire ne couvre qu'une partie des immenses problèmes que nos sociétés doivent affronter. Le titre que j'ai choisi nous laisse sur notre faim : après cette crise gravissime, le capitalisme va-t-il repartir ? Nous n'en savons rien et il est vraiment plaisant aujourd'hui d'entendre nos prophètes politiques et économiques avec le ton sérieux qui est le leur, prétendre que l'Europe (occidentale bien sûr) va sortir de la crise au début de l'année 2010 ou 2011. Ainsi Jean-Claude Trichet, directeur de la Banque européenne, annonçait-il la reprise pour 2010. Là encore nos prophètes ont, une nouvelle fois, été pris en défaut. Mais ils en ont l'habitude.

Une nouvelle catastrophe d'une gravité exceptionnelle vient de se produire au Japon : outre les frais de reconstruction qui vont être élevés (dans un pays où la dette avant le séisme de Fukushima se montait déjà à plus de 230%) – et qui vont aggraver la crise que connaît le Japon depuis une quinzaine d'années (200 à 300 milliards de dollars au minimum), la radioactivité sortant des réacteurs de Fukushima et qui se répand dans le monde entier va poser vraisemblablement des problèmes énormes sur le plan mondial qui vont reposer avec force la question de la lutte contre le nucléaire... L'humanité ainsi a environ une quarantaine d'années pour faire face à tous les problèmes qu'elle doit affronter, y compris bien sûr tous les problèmes liés à la crise. En sera-t-elle capable ? C'est en pensant également à ces problèmes mondiaux que j'ai écrit ce livre qui se termine par des propositions précises qui devraient être adoptées en France.

Revenons sur les mesures que je préconise et que prendrait un nouveau chef de l'État républicain en France : ce ne sont là que les mesures les plus importantes pour réduire au plus

vite le chômage, et inciter la population à trouver d'autres modes de vie, de travail et de loisirs. Il faudra certainement revenir sur le concept de « croissance », concept creux, incapable de donner au mot bonheur un sens, et aussi destructeur de l'environnement biologique dans lequel vivent les humains. La France se doit de donner l'exemple au monde !

On devrait à ce propos signaler aux lecteurs que bien sûr tout le mécanisme décapité par les gouvernements précédents qui touche aux règles des intermittents du spectacle, devra être entièrement rétabli et même amélioré !

Le spectacle (musique, théâtre, danse, poésie, cirque, contes etc.) est un élément indispensable pour l'organisation d'une autre manière de vivre, plus conviviale, plus sereine et moins forcenée. Une commission sera constituée de membres de toutes les organisations de la culture et de tous les délégués des artistes. Elle définira les règles à suivre pour dispenser le plus largement possible la culture au sein de la population en évitant de privilégier la « consommation culturelle » (c'est à dire en développant surtout l'art d'apprendre aux jeunes et aux moins jeunes.) Elle se préoccupera également des moyens attribués aux artistes (et pas seulement aux artistes dits « patentés » qui ne sont qu'une poignée) pour se produire et aider à la promotion de leur art.

Nous n'aborderons pas non plus ici le problème de la reproduction humaine dans nos différentes sociétés : il est certain qu'à l'heure du capitalisme ou après le capitalisme il faudra diminuer d'une manière régulière la population mondiale et revenir à un taux raisonnable (par exemple six milliards d'individus dans 20 ans, 5 milliards dans cinquante ans etc.) et cela en développant partout où c'est possible le contrôle de la procréation.

Nous n'avons pas non plus dans ce programme abordé les problèmes fondamentaux de la représentation participative

(locale et nationale) qui feront pourtant l'objet de propositions de loi importantes.

Nous avons laissé de côté le problème constitutionnel. Nous avons simplement constaté que le nouveau président mettrait en route une Assemblée Constituante décidée par referendum. Il est certain que le référendum est un bon moyen d'abolir les principales règles de la cinquième République et aussi d'avancer vers une assemblée qui une fois élue aura entre six mois et un an pour adopter les textes qui régiront la VI^e République. Le gouvernement marquera son hostilité à l'existence de deux chambres (le Sénat) et il prendra les mesures nécessaires.

En attendant, un référendum ou une loi décrètera quelles seront les nouvelles règles qui modifieront les Elections municipales, celles du Conseil général et régional et de l'Assemblée nationale : ce seront des règles démocratiques et qui, pour la 1^{re} fois en France, auront l'assentiment d'une grande majorité de Français.

Enfin demeure un problème important qui divise les Français: le problème européen.

Nous réaffirmerons que l'Europe telle qu'elle existe et telle qu'elle fonctionne est une Europe réactionnaire, anti-sociale qui ne pourra et ne voudra rien faire de sérieux contre la crise. Le chef de l'État annoncera publiquement son retrait de l'Europe et le retour au franc : et si la France ne quitte pas l'Europe, les choix imposés par le traité de Lisbonne et les traités antérieurs seront caducs pour la France qui à chaque occasion gardera sa liberté d'action, en attendant une Europe sociale (une véritable Europe sociale qui dépendra de la volonté exprimée par les peuples européens...)

L'Europe libérale telle que nous la connaissons a démarré en 1950 avec l'accord de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) soit il y a 61 ans : c'était avant l'heure déjà une Europe réactionnaire qui devait se construire uniquement sur un plan économique. Ce fut

bien ce qui se passa ! Nous avons donc devant nous quelques années pour construire une Europe sociale fonctionnant vraiment au service des peuples ! Il est clair qu'une France gouvernée par la vraie gauche serait un modèle pour l'Europe et que cette dernière devrait être à la hauteur. Je crois avoir, dans ce livre, démontré qu'il n'y avait qu'une manière de s'opposer à la règle constitutionnelle de la V^e République qui prévoit qu'au deuxième tour ne participent que les deux premiers candidats. Je le répète ici : il est possible de battre le candidat socialiste au premier tour à une seule condition : l'alliance pour la présidentielle des Verts, du Front de gauche et du NPA (1)

Que se passera-t-il si cette union n'est pas faite en 2012 ?

La question qui se posera alors, en cas de victoire électorale socialiste est celle de manifestations importantes contre les décisions que prendra - ou que ne prendra pas - le parti socialiste : par exemple pour un referendum élisant une Assemblée constituante, pour un referendum sur l'avenir du nucléaire civil, etc. etc.

Peut-être faudra-t-il attendre cinq ou dix ans pour que la France renoue avec ses traditions (anciennes) démocratiques, peut-être y aura-t-il des mouvements de révolte populaire qui permettront de ne pas attendre si longtemps ! D'autres pays alors interviendront et seront (peut-être) capables de résoudre à leur échelle la crise capitaliste. Peut-être aussi se vérifiera la pensée développée dans mon dernier livre *La servitude volontaire hier et aujourd'hui* à savoir que sans une crise durable, profonde et ressentie comme telle, la docilité, l'esprit de soumission, l'absence de révolte sont toujours dominants. A ce propos (pourquoi pas) je citerai Léon Trotsky qui dans son introduction à l'histoire de la révolution russe (celle de février 1917) écrivait :

« Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gènes de l'esprit conservateur et

amener les masses à l'insurrection. Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. »

Je partage cette opinion (à condition bien sûr de remplacer le mot « insurrection » par « révolution pacifique par les urnes.... »)

Cependant je reste persuadé que d'ici mai 2012 il risque d'y avoir beaucoup de changements sur notre planète et en France même. Ce qui vient de se passer au Japon en est au moins la preuve, de même que la révolte sociale et politique qui gronde et se développe au Proche et Moyen-Orient.

Notes de la conclusion

(1) Il faut comprendre, que les Verts le Front de gauche et le NPA ont tout intérêt à s'unir. En s'unissant ils offrent aux électeurs – y compris à ceux prêts à s'abstenir, la confiance dans un programme concret qu'ils pourront contrôler, dont ils surveilleront tous les points. Ce serait une formidable opération enthousiasmante et qui lierait ces organisations aux masses populaires !

De plus dans leur programme ces organisations pourraient proposer au peuple un projet de gouvernement et annoncer les termes exacts des referendums proposés.

Enfin il faut souligner aujourd'hui, après le séisme au Japon que ces trois organisations sont pour l'arrêt du nucléaire – militaire et civil : ne serait - ce pas une occasion inespérée de présenter un candidat commun en mai 2012 ? (Il reste à convaincre le Parti Communiste qui a avalé tant de couleuvres) que la vraie solution se trouve dans l'arrêt (pas immédiat malheureusement) du nucléaire.

Annexe

Eléments de biographie de l'auteur

Né en 1932. Juin 1942 : déchire son étoile jaune à Paris...

Part avec des amis de sa sœur en Normandie pour échapper aux rafles à Paris. Septembre : rejoint son père à Grenoble (occupée par les italiens) en traversant la ligne de démarcation avec quelques juifs et l'aide d'un paysan du sud-ouest.

Novembre 1942 adhère aux éclaireurs israélites (troupe Trumpeldor) (1)

septembre 1943 : les allemands chassent les Italiens: rafles chez les Juifs ... Adhère aux Eclaireurs de France et crée sa première chanson à l'âge de 14 ans.

Septembre 1947 : adhésion aux Auberges de la Jeunesse (MLAJ).

1948 : adhésion au MRJ (Mouvement révolutionnaire de la Jeunesse – trotskiste) au lycée Condorcet à Paris où il débâche du PCF François de Massot (fils de l'écrivain surréaliste) et Bernard Pimont, fait adhérer au MRJ Félix Guattari plus quelques autres... En même temps en 1949 - 1950 participe au "Groupe Spartacus" groupe théâtral des Auberges de la Jeunesse qui obtient en juillet 1950 le prix de la mise en scène au concours des jeunes compagnies. En même temps participe avec le PCI (trotskiste) au soutien de la Yougoslavie de Tito contre Staline. Participe en juillet au mouvement des 2000 brigadistes qui soutiennent la Yougoslavie et y partent. Crée en 1952-1953 la première

cellule trotskiste à Sciences-Po avec notamment Jean Marie Vincent qu'il fait adhérer au PCI majoritaire.

1955 : diplôme de l'IEP de Paris - section économique.

Travaille jusqu'en décembre 1957 au Centre de Documentation de Sciences- Po.

1956 (janvier) : adhésion à la Nouvelle Gauche où il participe avec Lequenne, Bleibtreu, J.M.Vincent et d'autres à la création d'une tendance de gauche. Membre du comité de rédaction de *Tribune marxiste*. (Dans le premier n° datant d'octobre 1957 paraît un article d'Edgar Morin : dont il n'est pas fait mention dans les œuvres de ce dernier...)

Mars 1960 : à l'occasion de la création du PSU fait partie du Bureau fédéral de la RP en tant que membre de la tendance socialiste révolutionnaire. Font partie du même bureau: Michel Rocard, François Furet, Mireille Osmin... Participe en tant que membre du PSU aux événements de mai 68.

1971 - 1974 crée une tendance au sein du PSU et participe à l'élimination du PSU du groupe Rocard en septembre 1974.

1977 : quitte le PSU qui se rabougrit et n'offre aucune ligne révolutionnaire ni écologique à ses militants.

1995 : adhère aux Verts puis les quitte en 2000..

1998 : adhère aux « Amis de Tribune socialiste » et fait partie du C.A.

2002 : adhère à la LCR qu'il quitte en 2005...

Janvier 2009 adhère au NPA qu'il quitte 16 mois plus tard.

Livres publiés :

1989 : *Raison et déraison du commerce* (Delachaux et Niestlé.)

2001 : *Allergie française* (L'Harmattan.) (Pièce écrite en 1961 contre la guerre d'Algérie et pour l'indépendance de l'Algérie.)

2002 : *Un léger incident ferroviaire* récit autobiographique (La Fabrique) à partir d'une garde à vue de 23 heures !

2007: *Pâle Palestine* - Jeu dramatique (Librairie « Résistances ». 4 villa Compont, Paris 17^e.)

A compte d'auteur :

1995 : *L'entrevue ou le jugement de dieu* (Pièce sur Mitterrand et son passé d'extrême-droite.)

2004 : *En finir avec le sionisme*. (Épuisé)

2003 : Opérette satyrique *Mais où est donc passé Ben Laden ?* (Il crée 16 chansons, paroles et musique.)

A transmis à la SACEM : deux adaptations de chansons révolutionnaires espagnoles mises en français et publiées dans un disque de chants révolutionnaires édité depuis 1968 et repris il y a de nombreuses années par Harmonia Mundi (*Chants révolutionnaires du monde*.)

A réédité en 2003 un CD reprenant 11 titres de chants révolutionnaires :

L'Internationale harmonisée par Pierre Barbaud sous forme de cantate et chantée par la chorale " Les camarades "

- *Zimmerwald* chantée par "les Camarades".

- *L'appel du Komintern*.

- *Les survivants*.

- *La chanson de Craonne* soliste Max Blin - chorale les camarades.

- *Ceux d'Oviédo* : chant révolutionnaire sur la guerre d'Espagne chanté par Simone Bartel

- *Clairvaux* chanson anonyme recueillie par Jean Baumgarten, chantée par Lydia Kilian.

+ quatre chansons contre la Guerre du Viêt-Nam créées par Jean Baumgarten:

- *Jim and John*

- *Fille du Viet-Nam*

- *Comme l'écrit l'AFP*.

- *L'assistance américaine*.

Ces quatre chansons contre la guerre du Viêt-Nam avaient été envoyées aux abonnés de *Tribune Socialiste* (en 1970 n°450 de T.S dont Jean Baumgarten était membre.)

Mars 2009 : envoi à la SACEM la chanson qu'il vient de créer : *Chanson pour Gaza*.

A signaler aux lecteurs : l'existence de trois chansons contre la guerre d'Algérie dont deux écrites avant 1959 figurant dans le livre édité par l'Harmattan *Allergie française*.

Enfin 16 chansons (paroles et musique) dans le livre *Mais où est donc passé Ben Laden* opérette satyrique.

D'autre part fin 2008 parution de : *La servitude volontaire hier et aujourd'hui* (Librairie Résistances - 4 villa Compoint Paris 17e.)

(1) Trumpeldor, sioniste ami de Jabotinsky (fasciste juif), tué lors d'incidents en Palestine en 1921.

Table des matières

Introduction	7
1 La crise la plus grave du capitalisme	15
2 L'endettement des Etats, nouvelle étape de la crise.	29
3 Nos « experts économiques » et la crise.....	47
4 1929 : la grande dépression	61
5 Retour à Marx sur le capitalisme et la crise.....	81
6 La crise vue par divers penseurs	93
7 Quel programme proposer à la lutte contre cette crise ?	107
Conclusion	125
Eléments de biographie	133

Marché et Organisations

L'Harmattan

Cahiers d'économie et de gestion thématiques dont le but est de promouvoir la recherche originale sur les relations de plus en plus étroites qui se tissent entre le marché et les organisations. Les acteurs économiques de taille, de puissance et de pouvoir différents dont les intérêts peuvent être convergents, complémentaires ou, le plus souvent, antagoniques, ont tendance à organiser les marchés. La raison du marché, pourtant, est la référence stratégique pour l'entreprise ainsi que pour les institutions publiques de décision économique.

Direction : Sophie Boutillier (économie), Marc-Hubert Depret (économie), Blandine Laperche (économie), Céline Merlin-Brogniart (économie), Dimitri Uzunidis (économie, directeur de publication), David Dumont (gestion)

Numéros parus :

N°1 : Artisanat. La modernité réinventée, 2006

N°2 : La petite entreprise, elle a tout d'une grande. De l'accompagnement aux choix stratégiques, 2006

N°3 : Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs, 2007

N°4 : Le travail. Formes récentes et nouvelles questions, 2007

N°5 : Les universités et l'innovation. L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances, 2007

N°6 : Entrepreneuriat et accompagnement. Outils, actions et paradigmes nouveaux, 2008

N°7 : Développement durable des territoires. Economie sociale, environnement et innovations, 2008

N°8 : Développement durable et responsabilité sociale des acteurs, 2009

N°9 : Gouvernance : exercices de pouvoir, 2009

N°10 : Le travail collaboratif. Une innovation générique, 2009

N°11 : Economie sociale et solidaire. Nouvelles trajectoires d'innovations, 2010

N°12 : Relations à la marque et marques de la relation. Regards croisés sur le management relationnel de la marque, 2010

N°13 : Les contrats au service de la recherche ?, 2011

http://riifr.univ-littoral.fr/?page_id=40

contact : Dimitri Uzunidis, uzunidis@univ-littoral.fr

Collection « L'esprit économique »
fondée par Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis en 1996
dirigée par Sophie Boutillier, Blandine Laperche, Dimitri Uzunidis

Dernières parutions

► **Série Economie et Innovation**

- C. GALLOUJ, *Les agences privées de l'emploi. Conseil, intérim et outplacement*, 2007.
D. LANGLET., *L'industrie dans la tourmente de la finance*, 2008.
C. FAURIE., *Conduire le changement. Transformer les organisations sans bouleverser les hommes*, 2008.
M. ROCCA, *Le management de la performance du travail. Bonheur des règles et tyrannie des valeurs*, 2009.
P. BOUVIER-PATRON, *Entreprise et innovation. Vers l'inter-organisation innovante responsable*, 2011.
L. LAMAIRE, *In-novations. Âmes de l'entreprise, expression du monde*, 2010.
F. AMOSSE, *TIC et organisation du travail : révolution managériale ?*, 2011.

► **Série Le Monde en Questions**

- S. MADAULE, *L'aide publique au développement. L'abécédaire de la réforme*, 2008.
D. K. NGUYEN, *Libéralisation financière et marchés émergents*, 2008.
M. RICHEVAUX, D. C. TOP, *La protection des droits des travailleurs dans l'Union Européenne*, 2008.
O. GARANINA, *La Russie dans l'économie mondiale*, 2009.
M. CHIGUIER, *La crise de 2008 : pour qui sonne le glas ? Grande transhumance du capitalisme*, 2010.
P. BURNIER DA SILVEIRA, *Le contrôle des concentrations économiques. L'expérience européenne et l'avenir du Mercosul*, 2010.
P. SARTON DU JONCHAY, *Capital, crédit et monnaie dans la mondialisation. Economie de vérité*, 2011.

► **Série Krisis**

- J.-L. CRAVERO, *Développement et prospérité des nations. Pour un nouveau paradigme en économie*, 2008.
GAUCHER R., *Bonheur et économie. Le capitalisme est-il soluble dans la recherche du bonheur ?*, 2009.
M. WOLF, *Et si Marx avait raison ?*, T 1 & 2, 2010.
J. G. HÜLSMANN, *L'éthique de la production de monnaie*, 2010.
G. BUBLEX, *Marx vérifié par l'expérience*, 2010.
P. GUGUENHEIM, *Regard écologique et social sur l'économie*, 2011.
A. DULOT, P. SPIESER *L'économie entre savoir et illusion. Critique de la raison économique*, 2011.

► **Série Clichés**

- S. BOUTILLIER, D. UZUNIDIS (dir.), *La Russie européenne. Du passé composé au futur antérieur*, 2008.
R. VOLPI, *La négociation. Pain, paix, liberté*, 2009.

► **Série Cours Principaux**

- A. MASSIERA, *De la croissance économique au développement durable*, 2010.
P. MASSE, *Histoire économique et sociale du monde (tome 1). De l'origine de l'Humanité au XXe siècle. Economie générale et société. Evolution des théories économiques*, 2011.
P. MASSE, *Histoire économique et sociale du monde (tome 2). De l'origine de l'Humanité au XXe siècle. Evolution des activités économiques et financières*, 2011.
P. MASSÉ, *Histoire économique et sociale du monde. de l'origine de l'humanité au XXe siècle (2 tomes)*, 2011.

► **Série L'économie formelle**

- D. LANGLET, *L'économie en ruine. La finance et la fin d'une histoire*, 2010.
M. DECAILLLOT, *L'économie équitable*, 2010.
C. PEICUTI, *Crédit, déstabilisation et crises*, 2010.
P. GLEMAIN (dir.), *Les territoires des finances solidaires. une analyse régionale en Bretagne et dans les pays de la Loire*, 2010.
R. GAUCHER, *Psychologie de l'argent et économie. Abolirons-nous la pauvreté dans les pays riches ?*, 2011.
J. HUERTA DE SOTO, *Monnaie, crédit bancaire et cycles économiques*, 2011.

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226 Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences sociales,
politiques et administratives
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa

L'HARMATTAN CONGO
67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

